



Programme des Nations Unies pour le Développement

Développement Humain Durable

pdnd

COOPERATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

MALI



INTRODUCTION DU REPRESENTANT RESIDENT

Publié chaque année par le Programme des Nations Unies pour le Développement, le Rapport sur la Coopération pour le Développement (RCD) se veut un recensement des déboursements effectifs au niveau local des projets de développement en cours d'exécution. Cependant, la présente édition couvre les années 1997 et 1998 et ambitionne d'être encore plus d'actualité à l'avenir.

Composé de deux parties, le rapport présente dans sa première partie les informations de base sur le Mali notamment celles sur le plan géographique, humain, politique, administratif et social. Cette partie présente également le Mali dans la sous région et dans le monde, note les principaux défis à relever ainsi que les efforts entrepris par le Gouvernement dans le domaine de la coordination de l'aide publique au développement reçue par le Mali.

Dans sa seconde partie portant sur les tendances de l'aide publique au développement, le rapport analyse l'évolution globale de l'assistance extérieure reçue par le Mali, les tendances de l'aide par type d'assistance, par termes et conditions, par source et par donateur, et par secteur.

Comme vous le constaterez la tendance globale de l'aide au développement **en termes de déboursements** est à la baisse depuis 1996. Toutefois il convient de faire la distinction entre les déboursements effectifs faisant l'objet du présent rapport et les engagements qui correspondent aux obligations financières contenues dans les accords de financement signés entre le Gouvernement et ses partenaires au développement qui eux peuvent être à la hausse pour certains bailleurs de fonds.

Ainsi, en 1997 le Mali a bénéficié de 459 millions de dollars contre 420 millions en 1998. Ces montants représentent respectivement 46,9 et 42,9 dollars des Etats Unis par habitant et par an pour une population estimée à 9,79 millions d'habitants.

Les changements intervenus dans sa structure depuis 1996 constituent une autre caractéristique de l'aide au développement de ces dernières années. C'est ainsi que l'aide extérieure longtemps à caractère macro-économique "hors-projet" bénéficie aujourd'hui principalement aux projets. Les projets d'investissement comptent pour environ deux-tiers des déboursements en 1997/98 alors que l'aide budgétaire synonyme d'ajustement structurel ne représentait plus que 3% du total de l'aide reçu par le Mali en 1998 contre 10% encore en 1997. De même la coopération technique tend à être liée davantage à des projets d'investissement. La coopération autonome est en baisse continue depuis 1995 et ne compte aujourd'hui plus que pour 12% du total de l'aide extérieure.

INTRODUCTION

Par ailleurs l'évolution de l'aide par condition tend nettement en faveur des dons. En 1998 70% de l'aide publique revêtaient la forme de dons contre seulement 55% en 1994. Cette évolution est plus que nécessaire pour un pays comme le Mali classé parmi les pays pauvres très endettés (PPTE).

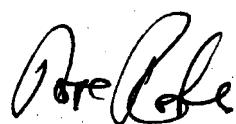
Quant aux sources de financement, la tendance observée évolue en faveur de la source bilatérale bien que les déboursements multilatéraux prédominent toujours. En effet l'aide multilatérale a baissé de presque 32% entre 1997 et 1998 suivant ainsi la tendance des institutions de Bretton Woods et celle du Fonds européen de Développement dont les déboursements ont diminué respectivement de 39,3% et 30% entre 1997 et 1998.

L'analyse par secteur depuis 1996, montre une importante croissance du flux de l'aide en faveur du développement régional et de l'administration du développement. Ce phénomène peut s'expliquer par l'accélération du processus de décentralisation activement supporté par la communauté des bailleurs de fonds. Quant au secteur "gestion de l'économie" qui comprend les aides budgétaires, il ne représente plus que 6% des déboursements en 1998 contre encore 15% en 1997. Le secteur de la santé n'a reçu respectivement que 8 et 6% du total du flux de l'aide publique au développement en 1997 et 1998.

Il faut souligner cependant, les efforts qui ont été fournis, entre autres par le PNUD, dans le domaine de la coordination de l'aide. Sous l'impulsion du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE et avec l'appui des membres du CAD, l'exercice de la Réforme de l'aide a réussi à mettre en place un mécanisme de coordination entre les autorités malienches et les partenaires au développement pour une meilleure gestion de l'aide publique au développement.

Dans ce contexte, le Rapport sur la Coopération pour le Développement devient un instrument et un outil important de facilitation pour la Réforme de l'Aide, les Tables Rondes, les consultations sectorielles et thématiques et lors de tout exercice de mobilisation de ressources.

Aussi je voudrais saisir l'occasion pour remercier les autorités nationales, les ambassades ainsi que tous les partenaires du Mali pour leur précieuse assistance à l'élaboration de ce rapport dont la qualité est largement tributaire des informations fournies.



Tore Rose
Représentant Résident
PNUD

TABLE DES MATIERES

Introduction du Représentant Résident	<i>i</i>
Table des matières	<i>iii</i>
Sigles et abréviations	<i>v</i>
Principales définitions	<i>vii</i>
Indicateurs de base	<i>xiv</i>
Source, méthodes et problèmes méthodologiques	<i>xv</i>
Classification par secteur et sous-secteur	<i>xvii</i>
1 Les informations de base sur le Mali	2
1.1 Observations générales	2
1.1.1 Géographie générale et humaine	2
1.1.2 Organisation politique, institutionnelle et administrative	2
1.2 Environnement social et économique	3
1.2.1 Profil socio-politique	3
1.2.2 Profil économique	5
1.3 Le Mali dans la région et le monde	11
1.4 Défis à relever	12
1.5 La coordination de l'aide	13
2 Tendances de l'aide publique au développement	16
2.1 Evolution globale de l'assistance extérieure	16
2.2 Tendances par type d'assistance	17
2.2.1 Les projets d'investissement	18
2.2.2 La coopération technique autonome et la coopération technique liée à des projets d'investissement	21
2.2.3 L'aide budgétaire et les appuis à la balance des paiements	22
2.2.4 L'aide alimentaire, l'assistance et les secours d'urgence	23
2.3 Tendance de l'aide par termes et conditions	24
2.4 Tendance de l'aide par source et par donneur	26
2.5 Tendance de l'aide par secteur :	30
2.5.1 Développement régional	31
2.5.2 Développement social	32
2.5.3 Agriculture, foresterie, pêcherie	32
2.5.4 Mise en valeur des ressources humaines	33
2.5.5 Gestion de l'économie	33
2.5.6 Santé	34
2.5.7 Transports	34
2.6 Conclusion	35
Tableaux	
Tableau 1: Indicateurs sociaux en 1997 et 1998	4
Tableau 2: Taux de croissance du PIB à prix 1987 et des secteurs d'activité à prix constants	5

Tableau 3: Données synthétiques sur les finances publiques du Mali	8
Tableau 4: Données synthétiques sur la situation de la dette extérieure	8
Tableau 5: Dette extérieure du Mali: service, payé en 1997 et 1998	9
Tableau 6: Résumé des déboursements de l'aide extérieure par type d'assistance	17
Tableau 7: Part du financement extérieur dans le BSI	18

Graphiques

Graphique 1: Principaux créanciers	9
Graphique 2: Service de la dette payé par source	10
Graphique 3: Service de la dette payé (cumul)	10
Graphique 4: Tendance de l'Aide Publique au Développement (1995 à 1998)	16
Graphique 5: Evolution du pourcentage part de l'APD dans le PIB	17
Graphique 6: Résumé des déboursements par type d'assistance	18
Graphique 7: Part du financement extérieur dans le BSI	19
Graphique 8: Projets d'investissement par source	19
Graphique 9: Projets d'investissement par secteur (cumul 1997/98)	20
Graphique 10: Projets d'investissement par secteur (en pourcentage)	21
Graphique 11: Les dépenses de coopération technique par secteur	22
Graphique 12: Les principaux fournisseurs de l'aide sous forme d'assistance technique	23
Graphique 13: Aide budgétaire par source	23
Graphique 14: Aide alimentaire, assistance et secours d'urgence par source	24
Graphique 15: Evolution de l'aide par condition	25
Graphique 16: Répartition par type et condition	26
Graphique 17: Aide par type et condition	26
Graphique 18: Répartition de l'aide par source	27
Graphique 19: Evolution de l'aide par source	27
Graphique 20: Les 5 premiers donateurs multilatéraux	28
Graphique 21: Evolution des contributions des bilatéraux	29
Graphique 22: Les principaux donateurs bilatéraux	29
Graphique 23: Les 5 premiers donateurs multilatéraux bilatéraux	30
Graphique 20: Répartition de l'aide par secteur	30
Graphique 20: Evolution de l'aide par secteur	31

Annexes: Données relatives à l'aide extérieure

Annexe 1: Tableaux récapitulatifs par secteur, type et donateurs	36
Annexe 2: Tableaux récapitulatifs pour les années 1997 et 1998	54

SIGLES ET ABREVIATIONS

BAD	Banque Africain de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CAD	Comité d'Aide au Développement
CFD	Caisse Française de Développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CTPD	Coopération Technique entre Pays en développement
DCTD	Dépt de la Coopération Technique pour le développement
EBC	Enquête Budget/Consommation
ENA	Ecole Nationale d'Administration
FAD	Fonds Africain de Développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	Fonds Européen de Développement
FENU	Fonds d'Equipement des Nations Unies
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FOB	"Free on Board"
GTZ	Gesellschaft für technische Zusammenarbeit
IDA	Association Internationale de Développement(Banque mondiale)
NaTCAP	Analyse et Programmation Nationales de la Coopération Technique
OIT	Organisation Internationale de Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PED	Pays En Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
PMI	Petite et Moyenne Industrie
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement
RCD	Rapport sur la Coopération pour le Développement
SACD	Système d'Analyse de la Coopération pour le Développement
SIDA	Syndrome d'Immuno-Déficience Acquis
SNU	Système des Nations Unies
TOKTEN	Transfert des Connaissances par l'Intermédiaire des Expatriés
\$EU	Dollar des Etats-Unis
UDPM	Union Démocratique du Peuple Malien

UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNSO	Bureau des Nations Unies pour la Région Soudano-Sahélienne
USAID	United States Agency for International Development
US-RDA	Union Soudanaise-Section du Rassemblement Démocratique Africain

PRINCIPALES DEFINITIONS

La liste suivante de définition des termes et notions utilisés dans le Rapport sur la Coopération pour le Développement (RCD) repose sur des considérations opérationnelles et n'est pas censée être exhaustive.

Aide publique au développement (APD) - L'aide publique au développement correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales, ou de leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants :

- a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement;
- b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément de don d'au moins 25% (au taux d'escompte de 10%).

Pour calculer l'élément don d'un prêt, on détermine la valeur actuelle de chaque remboursement au taux d'intérêt du marché. L'excédent de la valeur nominale du prêt par rapport à la somme de ces valeurs actuelles, exprimé en pourcentage de la valeur nominale, constitue "l'élément don" du prêt. Pour les besoins du calcul, le taux du marché est fixé à 10%, si bien que l'élément don est nul pour un prêt à 10% ; il est de 100% pour un don pur et simple ; il se situe entre ces deux extrêmes pour un prêt à des conditions de faveur.

En règle générale, les prêts ne comportent pas un élément de don supérieur à 25% lorsqu'ils sont à échéance de moins de 10 ans, à moins que le taux d'intérêt ne soit bien inférieur à 5%. En multipliant la valeur nominale du prêt par l'élément don, on obtient l'équivalent don du prêt.

Année du rapport - L'année du rapport correspond à l'année sur laquelle portent les informations réunies. Le RCD présente des informations relatives à l'année qui précède celle de sa publication. Ainsi, le RCD contenant les informations relatives à 1991 doit être identifié comme le "Rapport 1991" au dessous de la plus basse des lignes horizontales de la page de couverture. Le mois et l'année de publication (par exemple juin 1993) doivent être indiqués dans le coin en bas et à droite de la page de couverture.

Approbation Une approbation est une obligation ferme appuyée par l'ouverture d'un crédit ou la mise à disposition de fonds publics. Le gouvernement du pays qui fait l'objet du rapport s'engage à fournir un montant précis de ressources, assorti de conditions financières précises et à des fins précises. Les approbations sont considérées comme étant faites à la date de signature de l'accord de prêt ou de don (qui précise le montant, les conditions financières et le but du prêt ou du don). Pour certains déboursements spéciaux, par exemple des contributions d'urgence, la date de déboursement est assimilée à la date d'approbation (voir également Engagements).

Assistance extérieure - Aux fins du RCD, l'assistance extérieure comprend l'aide publique au développement (APD), y compris l'assistance et les secours d'urgence et l'assistance d'organisations non gouvernementales extérieures.

Cofinancement - Modalité de coopération en vertu de laquelle le financement de programmes et projets est assuré par plus d'une source, sans compter le gouvernement bénéficiaire. Les arrangements de cofinancement peuvent faire appel à la participation de tiers aux coûts ou à un fonds d'affectation spéciale.

Consultant international (IC) - Spécialiste ou expert technique expatrié pour une courte durée (moins de 12 mois) engagé par un donateur extérieur pour fournir des services consultatifs ou autres.

Consultant national (NC) - Ressortissant ou résident permanent du pays bénéficiaire engagé pour une courte durée (moins de 12 mois) sur un poste spécialisé/technique dans le cadre d'une activité de coopération technique ou autre activité de développement à financement extérieur pour fournir des services consultatifs ou autres.

Déboursements - Les déboursements correspondent au transfert international effectif de ressources financières. Ils peuvent intervenir en l'un ou l'autre de plusieurs stades : fourniture de biens et services, ressources financières mises à la disposition du bénéficiaire dans un fonds ou compte réservé, paiement de factures par le donateur pour le compte du bénéficiaire, etc.

Don - Un don est analogue à la fourniture de fonds par un donateur sans obligations de remboursement pour le gouvernement bénéficiaire. Cela inclut les crédits assimilés à des dons, c'est-à-dire les crédits pour lesquelles les remboursements sont faits dans un compte situé dans le pays bénéficiaire, et au bénéfice de ce pays (voir Fonds auto-renouvelable).

Donateur - Origine des fonds destinés à l'aide au développement (donateurs multilatéraux ou bilatéraux et organisations non gouvernementales).

Engagement - Un engagement est une obligation ferme, énoncée dans un accord ou un contrat équivalent et appuyée par la mise à disposition de fonds publics, par laquelle le donateur s'engage à fournir une assistance d'un montant précis, assortie de conditions financières convenues et à des fins déterminées, au profit du pays bénéficiaire (voir également Approbation).

Expert international (IE) - Expatrié résidant pour une longue durée (12 mois ou plus) dans le pays bénéficiaire où il occupe un poste créé et/ou financé par un donateur extérieur.

Expert national (NE) - Ressortissant ou résident permanent du pays bénéficiaire employé à une poste spécialisé/technique dans le cadre d'un programme ou projet de développement à financement extérieur et rémunéré à ce titre. Un expert national n'est pas un fonctionnaire du pays bénéficiaire rémunéré par son gouvernement pour faire office de contrepartie à un expert international.

Fonds auto-renouvelables - Un fonds auto-renouvelable bénéficiant d'un financement extérieur fournit à des fins de développement des prêts à des individus et des institutions du pays bénéficiaire. Les financements accordés sont remboursés directement au fonds afin de faire ensuite l'objet de nouveaux prêts. Ainsi, un prêt consenti dans le cadre de l'APD ou par une ONG internationale à un fonds auto-renouvelable ne constitue un flux de l'extérieur que lors du prêt original. Ce flux est donc pris en compte qu'une seule fois dans le RCD.

Formation - Ressources allouées par le donateur dans le cadre d'un projet pour la formation de ressortissants du pays bénéficiaire, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays en question.

Formation internationale de courte durée (IS) - Formation assurée en dehors du pays bénéficiaire et durant moins d'une année universitaire, donnant ou non lieu à délivrance d'un certificat ou diplôme.

Formation nationale de courte durée (NS) - Formation assurée à l'intérieur du pays bénéficiaire et durant moins d'une année universitaire, pouvant ou non donner lieu à délivrance d'un certificat ou diplôme.

Formation internationale de longue durée (IL) - Fourniture de fonds pour une longue durée (une année universitaire ou plus) à des fins éducatives et aboutissant à la délivrance d'un diplôme ou certificat à un ressortissant du pays bénéficiaire qui poursuit cette formation en dehors de son pays dans le cadre d'un programme ou activité de coopération technique ou autre activité de développement à financement extérieur.

Formation nationale de longue durée (NL) - Mêmes caractéristiques que la formation internationale de longue durée mais formation assurée uniquement dans une institution du pays bénéficiaire.

Institution bénéficiaire - L'institution bénéficiaire est l'institution qui reçoit l'assistance correspondant à l'activité de développement considérée. Un projet peut avoir plusieurs institutions bénéficiaires. L'institution bénéficiaire peut être un service ou un ministère. Il convient de ne pas confondre l'institution bénéficiaire et le ministère compétent.

Institution exécutante - L'institution exécutante est l'institution qui assure l'exécution effective du programme ou projet, depuis sa création jusqu'à son achèvement, y compris livrer les apports et s'assurer que le projet atteint les objectifs qui lui ont été assignés. Un sous-

traitant n'est pas une institution exécutante. Cette dernière peut être le donateur lui-même, le gouvernement bénéficiaire ou une institution intermédiaire exécutant le projet pour le compte du donateur.

Ministère compétent - Le ministère compétent est l'entité qui, dans le pays bénéficiaire, assume la responsabilité générale de l'exécution du projet. On peut donc l'assimiler à la contrepartie de l'institution exécutante au sein de l'administration du pays bénéficiaire.

Organisation non gouvernementale (ONG) - Une ONG est une organisation privée, volontaire et sans but lucratif financée, au moins en partie, par des contributions volontaires versées par le public. Aux fins du RCD, une ONG peut faire office de donateur (si elle fournit une assistance extérieure) ou d'institution exécutante ou bénéficiaire. Dans ce dernier cas, il s'agit généralement d'ONG locales.

Période d'amortissement - Période allant de la date de l'engagement à celle du dernier remboursement.

Période de grâce - Intervalle entre la date de l'engagement et le premier remboursement.

Personnel - Personnel financé par le donateur pour l'activité d'assistance extérieure sur laquelle des informations sont réunies.

Prêt - Fourniture de ressources, à l'exclusion des vivres et autres produits en vrac, à des fins de secours ou de développement, y compris les programmes d'achat de produits importés, qui doivent être remboursées selon les conditions fixées dans l'accord de prêt ou convenues ultérieurement.

Prêt à des conditions de faveur ou prêt libéral - Fourniture de fonds par un donateur dans le cadre d'un prêt qui comprend un élément don d'au moins 25%, ce qui en fait par là même une opération d'APD (voir APD).

Prêt aux conditions du marché - Tous autres fonds fournis par le donateur, remboursables sur un délai déterminé et ne remplissant pas les conditions fixées pour l'APD. Les données relatives à ce type de prêt ne sont pas à inclure dans le RCD.

Secteur - Le secteur organique dans lequel le projet/activité a été classé conformément au système de classification standard.

Thème - Les activités d'aide au développement portent souvent sur des thèmes précis, aussi peut-on assigner tel ou tel thème aux projets dont il est rendu compte dans le RCD. Il convient de ne pas confondre la classification par thème et la classification par secteur. En effet, un projet ne peut appartenir qu'à un secteur alors qu'il peut porter sur plusieurs thèmes.

Il convient de n'assigner un thème particulier aux projets/programmes que si les objectifs, produits ou activités sont spécifiquement et expressément axés sur ce thème. Les onze thèmes spéciaux recensés comme étant pertinents pour tous les pays sont les suivants :

- **Femmes** : Assistance visant spécifiquement à renforcer le rôle des femmes en tant que bénéficiaires et/ou participantes dans le processus de développement, dans son ensemble ou pour un secteur ou sous-secteur déterminé.
- **Secteur privé** : Assistance visant spécifiquement à renforcer le rôle du secteur privé dans le développement.
- **Organisations non gouvernementales** : Assistance visant spécifiquement à renforcer les ONG ou organisations communautaires nationales, ou qui fait appel aux services ou compétences d'ONG internationales ou nationales.
- **Syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)** : Assistance visant spécifiquement à prévenir ou réduire les cas de SIDA ou de maladies liées au SIDA par le biais de programmes médicaux ou autres programmes communautaires ou par la mise en place de programmes éducatifs destinés à promouvoir des pratiques susceptibles de contribuer à prévenir la propagation du virus d'immunodéficience humaine (VIH).
- **Coopération technique entre pays en développement (CTPD)**: Assistance visant spécifiquement à accroître ou renforcer la coopération entre pays en développement ou à assurer le transfert des techniques d'un pays en développement vers un autre.
- **Gestion du développement**: Assistance visant à développer la capacité de gestion des institutions publiques et privées.
- **Abus des drogues**: Assistance visant spécifiquement à réduire la production, la consommation et le trafic des drogues à des fins autres que médicales.
- **Environnement**: Assistance visant spécifiquement à empêcher la détérioration de l'environnement et/ou à lutter contre la dégradation antérieure de l'environnement.
- **Transfert et adaptation de technologie**: Assistance visant spécifiquement à renforcer la capacité des pays en développement à attirer, développer, appliquer et reproduire les technologies.
- **Coordination de l'aide**: Assistance visant spécifiquement à promouvoir et faciliter la coordination de l'assistance extérieure, de manière générale ou au sein de secteurs ou de sous-secteurs particuliers.
- **Elimination de la pauvreté**: Assistance visant à la satisfaction besoins de base des groupes défavorisés, au travers d'approches participatives, leur permettant de créer des possibilités nouvelles de revenus et d'emploi et de développer des activités de service.

Types d'assistance :

1. **Coopération technique autonome (FTC)** - Fourniture de ressources visant à assurer le transfert de compétences et de connaissances techniques et administratives ou de technologie afin de renforcer la capacité nationale à entreprendre des activités de développement, sans que ces ressources soient liées à l'exécution de tel ou tel projet d'investissement. La coopération technique autonome comprend les activités de préinvestissement telles que les études de faisabilité, lorsque l'investissement lui-même n'a

pas encore été approuvé ou le financement obtenu. Cette catégorie correspond à la catégorie "coopération technique" du CAD/OCDE.

2. Coopération technique liée à des projets d'investissement (ITC)- Fourniture de ressources, sous la forme d'une activité identifiable séparément, visant directement à renforcer la capacité d'exécution de projets d'investissement précis. Figurent sous cette rubrique les activités de préinvestissement directement liées à l'exécution d'un projet d'investissement approuvé. Par définition, cette coopération technique n'existe que s'il y a parallèlement un projet d'investissement. Elle correspond à la catégorie "assistance technique" du CAD/OCDE.

3. Projets d'investissement (IPA)- Financement, en espèces ou en nature, de projets d'équipement précis, par exemple des projets créateurs de capital productif susceptibles de produire de nouveaux biens ou services. Aussi appelée assistance financière. La catégorie des projets d'investissement (IPA) peut comporter un élément de coopération technique (auquel cas le code est IPT).

4. Aide aux programmes/aide budgétaire ou appui à la balance des paiements (PBB) - Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement et macro-économiques et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.

5. Aide alimentaire (FOA) - Fourniture de vivres pour l'alimentation des hommes à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.

6. Assistance et secours d'urgence (ERA) - Fourniture de ressources visant à alléger immédiatement des situations de détresse et à améliorer le bien-être des populations touchées par des catastrophes naturelles ou artificielles. L'aide alimentaire à fins humanitaires et dans les situations d'urgence fait partie de cette rubrique. Cette assistance est essentiellement humanitaire. L'assistance et les secours d'urgence ne sont généralement pas liées aux efforts de développement du pays et ne visent pas à accroître les moyens d'action de ce dernier. Bien qu'elle soit inclue dans l'APD, cette forme d'assistance humanitaire ne relève pas de la coopération au développement, *stricto sensu*.

Volontaire international (IV) - Particulier expatrié travaillant dans un pays bénéficiaire, pour le compte d'un programme de coopération technique ou autre activité de développement à financement extérieur et qui est membre d'une organisation volontaire.

Volontaire national (NV) - Ressortissant ou résident permanent d'un pays bénéficiaire engagé dans le cadre d'un programme de coopération technique ou autre activité de développement à financement extérieur, et qui est membre d'une organisation volontaire.

INDICATEURS DE BASE

Généralités

Superficie:	1 241 238 km ²
Population totale (données provisoires du RGPH 98):	9,790 millions
dont:	
Hommes	49,51%
Femmes	50,49%
Indice de développement humain, 1998:	0,333
Incidence de la pauvreté, 1998:	68%
Profondeur de la pauvreté, 1998:	31%

Population et démographie (1998)

Densité de population :	7,9
Taux d'accroissement naturel de la population:	3,7
Taux d'accroissement moyen de la population :	2,2
Indice synthétique de fécondité :	6,7
Taux de natalité (pour 1000):	43,1

Santé (1998)

Taux de mortalité infantile (pour 1000)	123
Taux de mortalité juvénile :	131
Taux de mortalité infanto-juvénile (moins de 5 ans) pour 1000 :	238
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	577
Espérance de vie à la naissance :	56,8
Part du budget de l'Etat alloué à la Santé en % (1998) :	7,19
Taux de couverture sanitaire dans un rayon <=15km	40%

Education (1998)

Taux d'alphabétisation des adultes (15-54 ans)	29,1
Taux d'alphabétisation des femmes :	12,1
Taux de scolarisation 1 ^{er} cycle du fondamental :	50,0
Taux de scolarisation 2 ^{ième} cycle du fondamental :	17,9
Taux de scolarisation enseignement secondaire :	2,1
Part du budget de l'Etat alloué à l'éducation nationale (1998)	24,1

Economie (1998)

Taux de croissance du PIB (1996):	3,8
PIB/tête (en FCFA):	163 000
Inflation (déflateur du PIB en 1998):	3,5
Encours de la dette extérieure (en pourcentage du PIB 1998):	109,5
Service de la dette (en pourcentage des recettes d'exportations 1998):	12,7

Source: ODHD, DNSI 1999

SOURCES, METHODES ET PROBLEMES METHODOLOGIQUES

La collecte, la saisie et l'apurement des données ont été réalisés entre juin et octobre 1999 par le PNUD et sous la supervision de l'Unité économique. L'analyse a été faite après l'apurement et la vérification des données avec les différents partenaires au développement.

1) La collecte des données

Deux sources ont été utilisées dans le cadre de la préparation du présent rapport : les sources documentaires et les enquêtes.

Les sources documentaires

Les informations de base sur le Mali proviennent essentiellement des sources documentaires. Les documents de stratégie et de politiques globales et sectorielles élaborées par le Gouvernement du Mali comme la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté, ont été exploités.

La collecte a commencé par l'exploitation et le dépouillement des rapports d'activités reçus des partenaires au développement. Lorsque le contenu des rapports reçus n'est pas suffisant pour les besoins de l'exercice, il a été demandé aux bailleurs de fonds de fournir les informations complémentaires.

Certains donateurs non représentés au Mali ont pu communiquer leurs données par voie de courrier. C'est le cas de l'Autriche, du Danemark, du Japon, du Luxembourg, de la Suède et de la Banque Islamique pour le Développement. Les données concernant les prêts de certains bailleurs comme le Fonds Africain de Développement et les fonds arabes ont été obtenues auprès de leurs différents points focaux à la Direction Générale de la Dette Publique.

Les enquêtes

Les enquêtes ont eu lieu auprès de trois catégories de bailleurs de fonds que sont les donateurs multilatéraux, les donateurs bilatéraux et les Organisations Non Gouvernementales (ONG). Les données concernant l'assistance extérieure ont été collectées à partir du questionnaire inspiré du questionnaire standard fourni par le siège du PNUD. Le questionnaire utilisé a été simplifié afin d'obtenir des partenaires au développement le maximum de projets qui n'ont pas été enregistrés les années précédentes dans la base de données du PNUD, soit parce qu'ils n'avaient pas encore démarré, soit parce qu'ils n'avaient pas été recensés. Il ne porte pas sur les aspects liés au personnel de coopération technique et sur la formation dont le traitement est plus aisé lorsque les données de base sur les projets sont disponibles.

La collecte des données sur l'assistance extérieure a duré trois mois et s'est étalée de juillet à septembre 1999. Elle a consisté à :

- i. Assurer la distribution de plis contenant les questionnaires et un guide pour leur utilisation, auprès des donateurs représentés au Mali; envoi par courrier pour les donateurs non-représentés au Mali,
- ii. Prendre contact avec les donateurs pour expliquer les documents qui leur ont été remis,
- iii. Assister les donateurs au besoin dans le remplissage des questionnaires.
- iv. Récupérer, vérifier et corriger tous les questionnaires.

2) la saisie et le traitement des données

Les données recueillies ont été vérifiées et contrôlées au moment de leur collecte et de leur saisie (suppression des projets pris en compte plusieurs fois chez un ou plusieurs partenaires au développement, ajustement des données financières qui ne concordent pas), et au cours de la saisie (contrôle du total des déboursements et des engagements, mise à jour des dates de démarrage et de clôture, le contrôle du type d'assistance et du secteur).

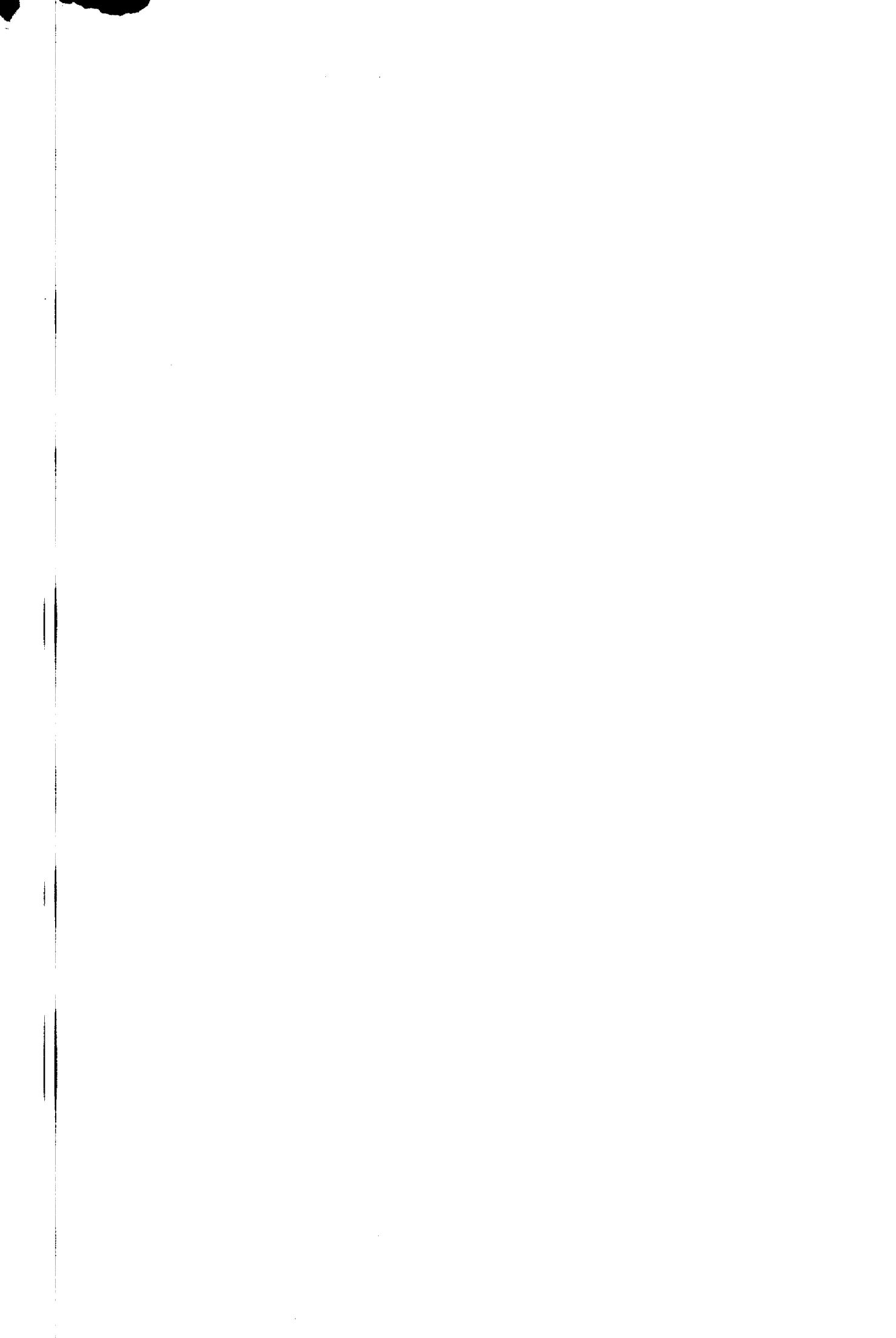
La saisie et le traitement sont faits à l'aide du logiciel DCAS (Development Cooperation Analysis System). Les questionnaires remplis ont été regroupés pour être saisis et mis à jour. La saisie a été faite avec les monnaies d'origine des bailleurs de fonds. Ces monnaies sont converties automatiquement en dollars US par le logiciel DCAS. La conversion est faite sur la base de la moyenne des taux de change officiels appliqués par le Système des Nations Unies soit 578,25 Francs CFA pour un dollar US en 1997 et 593 Francs CFA pour un dollar en 1998.

Une dernière vérification a été faite à travers l'édition des différents tableaux de synthèse générés par le logiciel DCAS. Elle a permis de valider les données agrégées auprès des points focaux des principaux partenaires au développement et de contrôler la pertinence des volumes et des tendances de l'aide au développement reçue par le Mali en 1997/1998.

CLASSIFICATION PAR SECTEUR ET PAR SOUS-SECTEUR

01	Gestion de l'économie		
0101	Politiques et planification macro-économique	0510	Pêcherie
0102	Politiques et planification financière	06	Développement régional
0103	Politique et planification monétaires	0601	développement rural intégré
0104	Politiques et planification de l'emploi	0602	développement villageois/communautaire (y compris coopératives rurales et urbaines)
02	Administration et développement	0603	établissements
0201	Administration et gestion du secteur public	0604	développement régional multinational
0202	Coordination et planification de l'aire extérieure (y compris les tables rondes, réunions de groupes consultatifs et missions d'examen des programmes du pays)	0605	mise en valeur des basins fluviaux
0203	Gestion de la dette	0606	planification et développement des régions
0204	Politiques et planification technologiques	07	Industrie
0205	Statistiques générales (y compris démographie)	0701	Politiques et planification sectorielles
0206	Cartographie générale	0702	Recherche-développement technologique
0207	Affaires étrangères et droit international (non compris le droit commercial)	0703	Services et équipements d'appui {y compris domaines industriels, zones franches et crédit (seulement si à l'échelle de toute industrie les autres formes de crédit étant classées dans la branche d'activité concernée)}
03	Ressources naturelles	0704	Industries artisanales et petite industrie
0301	Politiques et planification sectorielles	0705	Moyenne industrie
0302	Planification de l'utilisation des sols	0706	Grande industrie
0303	Planification des ressources en eau	08	Energie
0304	Préservation et restauration de l'environnement	0801	Politiques et planification sectorielles
0305	Exploration et exploitation des ressources minérales	0802	Sources d'énergie nouvelles et renouvelables (y compris bois de chauffe, méthane, solaire, éolienne et marémotrice, etc.)
0306	Exploration et exploitation du charbon et du pétrole	0803	Production et transmission d'hydroélectricité
0307	Faune, flores et parc nationaux	0804	Production et transmission d'électricité géothermique
0308	Ressources des fonds marins	0805	Sources, production et transmission d'énergie classique (y compris charbon, pétrole, etc.)
04	Mise en valeur des ressources humaines	0806	Conservation de l'énergie (y compris réchauds améliorés)
0401	Politiques et planification sectorielle (y compris la planification de la main d'œuvre)	09	Commerce international de biens et services
0402	Enseignement primaire	0901	Politiques et planification sectorielles
0403	Enseignement secondaire	0902	Politiques et procédures du commerce mondial (y compris GATT, SGP, etc.)
0404	Enseignement supérieur	0903	Commerce international de produits primaires (vivres, matières premières, etc.)
0405	Enseignement et formation techniques et commerciaux	0904	Commerce international de produits secondaires
0406	Education extra-scolaire (y compris l'alphanétisation)	0905	Commerce international de services (banque, assurances, etc.)
05	Agriculture, foresterie et pêcherie	0906	Promotion des exportations
0501	Politiques et planification sectorielles		
0502	Recherche-développement		
0503	Service d'appui (y compris crédit, vulgarisation, fourniture d'apports, protection des récoltes, agro-météorologie)		
0504			
0505	Cultures vivrières		
0506	Cultures industrielles		
0507	Elevage		
0508	Foresterie		

10	Commerce intérieur de biens et services	1505	Mesures matérielles
1001	Politiques et planification sectorielles	16	Aide humanitaire et secours
1002	Commercialisation interne	1601	Réfugiés et rapatriés
1003	Commerce intérieur	1602	Secours d'urgence (vivres, planification et logistique, fournitures médicales)
1004	Tourisme		
1005	Autres industries de services		
1006	Brevets		
11	Transports		
1101	Politiques et planification sectorielles		
1102	Transports routiers		
1103	Transports ferroviaires		
1104	Transports fluviaux et maritimes		
1105	Transports aériens		
12	Communications		
1201	Politiques et planification sectorielles		
1202	Services postaux		
1203	Télécommunications		
1204	Télévision, radio et presse écrite		
1205	Communication d'appui au développement		
13	Développement social		
1301	Législation et administration sociales (y compris sécurité sociale, hygiène et sécurité du travail, législation sur la condition de la femme etc.)		
1302	Développement urbain (y compris sites et services, aménagement urbain etc.)		
1303	Eau potable et assainissement		
1304	Logement		
1305	Culture (y compris préservation du patrimoine, droits d'auteurs, bibliothèques générales)		
1306	Prévention du crime et de l'abus des drogues		
14	Santé		
1401	Politiques et planification sectorielles		
1402	Soins de santé primaires (y compris santé maternelle et infantile et nutrition)		
1403	Vaccinations et autres campagnes de lutte contre les maladies		
1404	Planification de la famille		
1405	Hôpitaux et dispensaires		
15	Planification préalable en prévision de catastrophes		
1501	Météorologie (aspects relatifs aux systèmes d'alerte météorologique)		
1502	Prévision des séismes		
1503	Systèmes d'alerte rapide/information sur la situation alimentaire		
1504	Organisation des secours et planification préalable institutionnelle		



1 LES INFORMATIONS DE BASE SUR LE MALI

1.1 Observations générales

1.1.1 Géographie générale et humaine

S'étendant sur 1 240 190 km², le Mali est un pays enclavé et partage une frontière de quelque 7000 kilomètres avec l'Algérie au nord, le Niger et le Burkina Faso à l'est, la Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry au sud, le Sénégal et la Mauritanie à l'ouest.

Le Mali est traditionnellement divisé en quatre zones climatiques :

- une zone saharienne au nord avec une pluviométrie inférieure à 150 mm par an
- une zone sahélienne avec une pluviométrie ne dépassant pas 550 mm par an
- une zone soudanaise avec une pluviométrie variant entre 550 et 750 mm par an
- une zone guinéenne avec une pluviométrie dépassant 1150 mm par an

Le pays connaît trois saisons :

- une saison fraîche de novembre à février
- une saison chaude de mars à juin
- une saison des pluies ou hivernage de juillet à octobre

Traversé par le Sénégal et le Niger, les deux plus grands fleuves de la région, le Mali jouit d'une hydrographie favorable.

Sa population est estimée à 9 365 000 individus en 1997 et à 9 790 000 en 1998, selon les résultats provisoires du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1998. Le taux d'accroissement moyen de la population malienne est de 2,2%. Elle est jeune puisqu'en 1998 elle compte 48,90% de moins de quinze ans. Elle est également rurale à près de 80%.

Dans cet Etat francophone, cohabitent bambaras, peulhs, sénoufos, songhaïs, malinkés, touaregs... Le pays est ainsi caractérisé par une multiethnicité et une pluralité culturelle gérées dans un climat relativement serein de tolérance. L'influence première de la culture malienne est l'Islam, implanté depuis le VIII^e siècle et qui concerne aujourd'hui plus de 90% des habitants. Les autres religions sont essentiellement le christianisme et l'animisme.

1.1.2 Organisation politique, institutionnelle et administrative

Le Mali a longtemps été une colonie française. Intégrée à l'Afrique Occidentale Française, elle devient Soudan Français puis République du Soudan en novembre 1958. Celle-ci accède à l'indépendance le 22 septembre 1960. La République du Mali est proclamée après une tentative avortée de Fédération du Mali associant le Mali et l'actuel Sénégal du 20 juin au 22 août 1960.

Depuis l'indépendance trois régimes se sont succédés:

- La Première République dure de septembre 1960 à novembre 1968. Ce régime était caractérisé par un socialisme scientifique établissant une économie nationale planifiée et dominée par le parti unique d'obéissance marxiste l'US-RDA (Union Soudanaise section du Rassemblement Démocratique Africain).
- Le 19 novembre 1968, un coup d'Etat militaire instaure la Seconde République qui prendra fin le 26 mars 1991. Jusqu'en 1978, le pouvoir s'exerce de façon collégiale au sein du CMLN (Comité Militaire de Libération Nationale). Puis l'autorité militaire s'octroie une légitimité constitutionnelle notamment avec la mise en place, au centre du

- nouveau régime qui renie le socialisme scientifique, d'un nouveau parti unique de droit l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien).
- Suite à des émeutes d'étudiants et à un revirement d'une fraction de l'armée, le Mali entre le 26 mars 1991, au prix d'une contestation généralisée sévèrement réprimée, dans un processus de démocratisation qui avait déjà gagné différents points du continent et du globe. Une période transitoire de quatorze mois permet d'organiser des élections générales, qui mobilisent plus de cinquante partis politiques de tous bords et à l'issue desquelles est consacrée la Troisième République le 8 juin 1992.

Ce régime actuel à vocation démocratique comprend les institutions suivantes déjà mises en place:

- un président de la république élu pour cinq ans au suffrage universel
- un gouvernement dirigé par un premier ministre
- un parlement (constitué d'une assemblée nationale)
- une cour constitutionnelle
- un conseil économique, social et culturel

L'organisation administrative du pays est essentiellement caractérisée par une politique de décentralisation initiée en 1992. Le pays est divisé en huit Régions administratives qui sont Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Si elles ont à leurs têtes un haut commissaire émanant du pouvoir central, elles disposent d'un organe délibérant et jouissent d'une certaine autonomie financière et budgétaire. Les Régions sont divisées en Cercles et ces derniers en Communes. Le principe pour les collectivités territoriales est la capacité d'autoadministration par des organes délibérants et exécutifs élus. A la base de l'organisation administrative décentralisée, il y a les communes qui sont urbaines ou rurales au nombre de 701. Bamako, la capitale, est un district divisé en six communes coordonnées. En 1998, les élections municipales n'ont pu concerner que les 19 anciennes communes, toutes urbaines, d'autres scrutins étant programmés en 1999 quand les nouvelles communes rurales seraient en place. La Commune sera désormais la cheville ouvrière du système et il est attendu qu'elle dynamise le processus de démocratisation. Dans ce contexte, il reste beaucoup à faire pour que le dispositif décentralisé soit vraiment opérationnel. Ceci appelle une importante mobilisation des ressources aussi bien humaines que matérielles.

1.2 *Environnement social et économique*

1.2.1 *Profil socio-politique*

Si le Mali est encore au stade de l'apprentissage de la démocratie, il est souvent reconnu comme l'un des laboratoires africains les plus avancés en la matière : une presse libre, des partis représentatifs, un débat politique parfois âpre...

Mais, la pluralité peut mener à des tensions, tel a été le cas en 1997, année électorale marquée par une forte crispation politique, alors que les mandats locaux, nationaux et présidentiel étaient à renouveler. L'opposition dénonce une partialité de l'administration et accuse le gouvernement de refuser l'alternance. Ce dernier blâme en retour le reste de la classe politique de ne pas se plier au jeu démocratique. L'opposition, qui s'organise en collectif, le COPPO (Collectif des Partis Politiques de l'Opposition), boycotte alors le deuxième tour des scrutins. Aussi, à l'issue des législatives du 20 juillet 1997, le parlement est essentiellement composé par les membres de l'ADEMA (Alliance pour la Démocratie au Mali; le parti au pouvoir) et de la mouvance présidentielle. L'affrontement n'en reste pas moins vif, le débat débordant même dans la rue avant une détente amorcée en fin d'année.

Malgré un regain de tension à l'occasion des élections municipales, 1998 voit un retour à la stabilité politique et institutionnelle, ce qui a permis aux opérateurs économiques de se relancer et aux autorités de se consacrer plus sereinement à des urgences comme la lutte contre la pauvreté, priorité parmi les priorités du second et dernier mandat présidentiel.

En ce qui concerne le « dossier du Nord », la stabilisation de la situation se confirme en 1997-1998. La paix retrouvée, le processus de démobilisation et d'insertion sociale des ex-combattants s'est poursuivi, permettant une phase de consolidation des acquis et une relance des activités de développement.

Sur le plan purement social, malgré d'incontestables performances sur le plan macro-économique, il reste fort à faire pour le Mali puisque environ deux tiers de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les indicateurs sociaux sont en général faibles, comme le reflète le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Indicateurs sociaux en 1997 et 1998

	1997	1998
IDH (Indicateur de Développement Humain)	0,321	0,333
IPH (Indicateur de Pauvreté Humaine) (%)	57,2	56,3
Incidence de la pauvreté (%)	70	69
Profondeur de la pauvreté (%)	40	31
Taux de mortalité infantile pour 1000 naissances	123	123
Taux de mortalité infanto-juvénile pour 1000 naissances	238	238
Espérance de vie en années	56,8	56,8
Taux de couverture sanitaire dans un rayon de 5 Km	24	30
Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain	56	81
Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural	46	36
Taux de scolarisation en enseignement fondamental	47	50
Taux d'alphabétisation des adultes	28	29
Taux d'alphabétisation des adultes femmes	11	12

Sources : DNSI/DNP/ODHD 1999

Face à cette préoccupante situation, les autorités prennent conscience que la seule croissance économique ne suffit pas et qu'il faut orienter leurs politiques dans le sens d'un véritable progrès humain en profondeur, au-delà de la création de richesses matérielles. Aussi, parmi les priorités de l'actuel gouvernement, figurent la lutte contre la pauvreté (LCP).

Il est à noter que, selon l'Observatoire du DHD/LCP, la période 1997-1998 a marqué une amorce de diminution de l'incidence et de la profondeur de la pauvreté, malgré une certaine diversité selon les milieux et les régions ; les disparités entre sexes n'intervenant qu'à titre résiduel en matière de pauvreté. On peut espérer que cette tendance à l'amélioration des indicateurs sociaux se maintiendra au regard de la prise de conscience générale de la nécessité de mettre en valeur le capital humain. Des stratégies sectorielles sont élaborées comme le PRODEC 1998-2007 (Programme Décennal de l'Education) se traduisant notamment par un renforcement substantiel du personnel pédagogique et la création d'un Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage), le PRODESS (Programme Décennal de Développement Sanitaire et Social) qui a déjà permis le recrutement d'agents supplémentaires, l'aide aux importateurs de médicaments, l'assistance aux plus démunis..., le

Plan d'action pour la survie, le développement et la protection des enfants et des femmes, le Programme prioritaire d'investissement en matière de population...

De telles mesures sont potentiellement de nature à conforter le Mali dans ce cap vers un mieux-être sensible de la population.

1.2.2 Profil économique

Sur le plan de l'économie, la IIIème République est caractérisée par des performances relativement bonnes. En effet, particulièrement depuis la dévaluation du FCFA en janvier 1994, le Mali arbore des indicateurs macro-économiques plutôt flatteurs. Si le pays demeure encore parmi les plus pauvres du monde, ces progrès économiques ont amélioré sa position extérieure et laissent le champ à de meilleures perspectives.

- **Produit Intérieur Brut**

Tableau 2: Taux de croissance du PIB à prix constants 1987 et des secteurs d'activité à prix courants(en %)				
	1995	1996	1997	1998
PIB au prix 1987	7,0	4,3	6,8	3,8
Secteur primaire	29,9	15,1	-0,8	9,5
Secteur secondaire	18,4	9,2	29,1	13,5
Secteur tertiaire	12,5	4,1	6,6	1,2

Source : DNP/DNSI, 1999

La reprise de l'activité économique s'était accélérée au Mali en 1995 et 1996. La tendance se poursuit en 1997 avec un taux de croissance du PIB de 6,8%, puis s'essouffle quelque peu en 1998 avec un taux de 3,8%.

La répartition sectorielle ne varie guère avec comme principales branches d'activité, le secteur primaire qui contribue à hauteur de 44,4% du PIB, le secteur tertiaire à 39,4% et le secteur secondaire à 16,2%.

- **Le secteur primaire**

C'est principalement le dynamisme des grandes filières agricoles qui favorise la reprise de l'activité économique à partir de 1994. L'année 1997 a largement bénéficié d'une très bonne pluviométrie. L'année 1998 a plutôt connu une certaine morosité de l'activité agricole (-3%) à cause de la décroissance de la production animalière et de la production vivrière liée aux conditions pluviométriques, entraînant une décélération de la croissance de l'ensemble de l'économie malienne. Les composantes de ce secteur sont :

- la culture industrielle dont le coton est le pilier. Avec une production supérieure à 500 000 tonnes en 1997 et 1998, le Mali se confirme au second rang des pays africains producteurs derrière l'Egypte et de premier exportateur. Cette embellie est due, entre autres, à la bonne tenue des cours mondiaux, à une commercialisation efficace et à une extension des surfaces emblavées.
- la culture vivrière avec essentiellement les céréales (mil, sorgho, maïs, riz), les fruits, les légumes, postes importants de la balance commerciale. En 1998, cette branche d'activité accuse une sensible décroissance de -4,3% en termes réels.
- l'élevage, grâce à un cheptel de plus en plus important, est un des principaux contributeurs aux recettes d'exportation derrière le coton et récemment l'or.

Même si le secteur contribue presque à moitié au PIB, il faut tempérer son importance si l'on tient compte que près de 80% de la population est rurale. Ce secteur accuse ainsi une relative faiblesse de la productivité et des revenus.

Le pays peut exploiter davantage ce gros potentiel agro-pastoral et gagnera à approfondir la transformation de ses produits dans le cadre d'une intégration agriculture-industrie.

□ *Le secteur secondaire*

En contribuant à seulement 16,2% du PIB, il est le talon d'Achille de l'économie malienne, même s'il ne manque pas de potentialités, jusque là négligées. Dans ce contexte, les mesures incitatives en cours et les investissements déjà réalisés peuvent permettre un rapide développement du secteur.

En termes réels, le secteur secondaire connaît un taux de croissance de 5,2% en 1998. L'indice de production industrielle est passé de 191,1 à 205,1 soit une augmentation de 7,3% en 1998 contre 14,8% en 1997.

Les branches manufacturières enregistrent de relatives contre-performances en 1998 tandis que les branches minières manifestent une certaine effervescence (+19,6%), de même que le Bâtiments et Travaux Publics (+12,1%).

Le secteur industriel, constitué presque à moitié de l'informel et de l'artisanat, reste faible. Parmi ses handicaps, figurent toujours : l'étroitesse du marché, l'insuffisance en personnel technique qualifié, l'enclavement du pays accentué par une insuffisance des infrastructures, des coûts élevés des facteurs de production (surtout les services essentiels comme l'énergie et le transport), le faible accès aux sources financières et à l'information...

Le secteur des mines est en effet en pleine croissance et ses potentialités ouvrent de grandes perspectives. Les ressources minérales sont importantes et multiples. L'or, en particulier, se porte bien avec une production de 22,8 tonnes en 1998. Il talonne désormais le coton dans les productions d'exportation. L'exploitation actuelle s'intensifie dans les cercles de Kéniéba, de Kangaba, de Yanfolila et de Kadiolo. On sait que l'or est abondant également dans les régions de Sikasso, de Kayes, de Tombouctou (notamment dans le Gourma) et de Kidal (dans l'Adrar des Iforas). Il s'agit là d'une véritable aubaine pour le pays. Les coûts d'extraction y sont modérés comparativement aux grands producteurs mondiaux qui demeurent en quête de rentabilité. Outre la manne fiscale que cela représente, l'exploitation des gisements miniers devrait être l'occasion de renforcer les infrastructures pour aller plus loin dans la mise en valeur des ressources du sous-sol (phosphates, lithium, fer, uranium, manganèse...) et, au-delà, pour désenclaver le territoire.

D'autres matières précieuses ou semi-précieuses coexistent. La filière diamant se cherche tandis que la présence de platine, de grenat et de fluorine a été identifiée. D'autres minerais et substances non ferreuses occupent un riche sous-sol qui gagne à être mis en évidence.

A terme, ce secteur secondaire est appelé à gagner en importance. Dans ce sens, différents programmes de croissance accélérée fixent la priorité sur l'industrialisation et l'exploitation des ressources minières et énergétiques.

Mais il faudra compter avec les fluctuations du marché mondial pour asseoir une véritable politique dans le secteur.

□ *Le secteur tertiaire*

Tributaire des deux autres secteurs, il suit les mêmes tendances. Il s'agit essentiellement du commerce (de détail et informel) qui bénéficie en 1998 d'une croissance d'environ 5%. Les transports et les télécommunications, facteurs de l'indispensable désenclavement du pays, jouissent d'une croissance d'environ 9,7%, ce qui engendre des répercussions positives sur l'ensemble de l'économie malienne considérablement freinée par les coûts élevés de ces services. Les services financiers, dont les coûts élevés constituent un autre frein à la compétitivité des entreprises maliennes, bénéficient d'une croissance de 2,6% en 1998 tandis que l'hôtellerie et le tourisme stagnent à un niveau embryonnaire malgré des potentialités considérables.

- **Prix**

Si la suppression du contrôle des prix date de 1991, une forte poussée inflationniste a accompagné la dévaluation de janvier 1994. Le taux d'inflation a culminé alors autour de 33,6% avant d'observer une baisse constante. La variation des prix à la consommation de +0,6% en 1997 et +4,7% en 1998 confirme une inflation modérée (3,5% en 1998) permettant une hausse du revenu national disponible brut principalement orienté vers l'épargne.

Le choc post-dévaluation a été absorbé et coïncide avec la reprise de la consommation.

- **Situation monétaire et financière**

Depuis la dévaluation de janvier 1994, la situation monétaire et financière du Mali est en relative amélioration jusqu'à 1998. Sa politique monétaire est tributaire des autorités de l'UEMOA dont l'unique institution d'émission est la BCEAO.

Les avoirs extérieurs nets enregistrent une forte baisse de -24,9% de 1997 à 1998 à cause d'une mobilisation des aides extérieures inférieures aux prévisions et de la détérioration du solde des capitaux plus importante que prévue. Les crédits intérieurs affichent un accroissement de 26,5% de 1997 à 1998.

Fin 1998, le montant de la masse monétaire est de 353,5 milliards de FCFA suite à une progression de 2,4%. Une forte augmentation des dépôts à vue (+13,5 milliards), en absorbant le rétrécissement de la circulation fiduciaire (-5,3 milliards), a permis l'évolution de la liquidité globale. Celle-ci pourrait être supérieure compte tenu d'un taux de croissance de 3,8% et d'un taux d'inflation de 3,5% en 1998.

- **Finances publiques**

En septembre 1994, les autorités maliennes lancent le pari de ne plus recourir à l'aide budgétaire dans les trois ans. Si le pari n'est pas encore complètement gagné dans la période 1997-1998, la gestion des finances publiques, à la faveur d'une série de réformes dans le cadre de l'ajustement structurel, s'est nettement améliorée, avec une tendance continue à l'augmentation des recettes et à la maîtrise des dépenses. Ainsi, à terme, les ressources extérieures pourraient être affectées aux projets d'investissements susceptibles de consolider durablement l'économie.

Les recettes de l'Etat s'élèvent à 320,5 milliards de FCFA en 1997 et à 334,5 milliards en 1998, soit une hausse de 4,3%. Les recettes fiscales augmentent de 10% dans la période et représentent environ 84% des recettes budgétaires nationales. La part la plus importante des ressources du pays provient de la fiscalité extérieure, notamment des recettes douanières ; la fiscalité intérieure encore loin de l'optimum, est tout de même en progression.

Tableau 3: Données synthétiques sur les finances publiques du Mali (en millions de FCFA, sauf déficit budgétaire/PIB en %)

	1995	1996	1997	1998
Recettes budget d'Etat	269 700	314 000	320 500	334 500
Dépense budget d'Etat	306 400	325 100	350 500	372 200
Solde	-36 700	-11 100	-30 000	-37 700
Déficit budgétaire/PIB	10,5	7,9	8	8

Source : DNP/DNSI 1999

Les dépenses, alourdies notamment par les onéreuses élections de 1997 et de gros frais d'investissement, sont davantage concernées par cette tendance à la hausse, si bien que le déficit s'accentue en passant de 30 milliards en 1997 à 37,7 milliards en 1998 tout en restant dans les termes du PAS qui fixent la limite à 47,4 milliards.

- **Dette extérieure**

Tableau 4: Données synthétiques sur la situation de la dette extérieure (en millions de FCFA et en %)

	1995	1996	1997	1998
Dette extérieure	1 420 800	1 508 900	1 614 800	1 684 300
Dette/PIB	115,5	110,9	112,5	109,5
Service dette extérieure/exportations	31,6	29,3	15,8	12,7

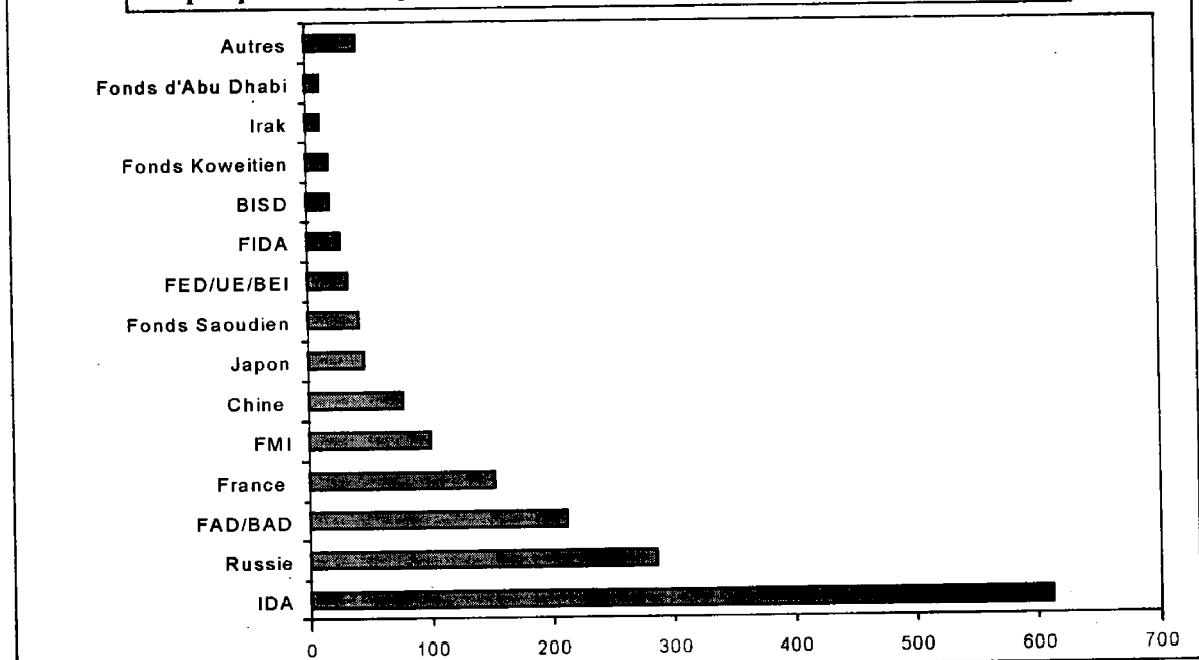
Source : DNP/DNSI, 1999

En 1997, l'encours de la dette extérieure du Mali est de 1614,8 milliards de FCFA et de 1684,3 milliards en 1998 dont 61% de dette multilatérale et 39% de dette bilatérale. Si l'encours a donc augmenté de 4,3% en 1998, en proportion du PIB, il a diminué en passant de 112,5% en 1997 à 109,5 en 1998.

En proportion des recettes d'exportation, le poids du service de la dette est passé de 15,8% en 1997 à 12,7% en 1998.

Contrairement à la majorité des pays parmi les moins avancés, le Mali n'accuse pas de retard dans le remboursement régulier de sa dette extérieure. Il devrait d'autant plus être soulagé de ce point de vue qu'il est éligible à l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) conjointement menée par le FMI et la Banque Mondiale. Celle-ci, consistant en un allégement substantiel de la dette, parallèlement aux accords à conclure avec les créanciers et notamment le Club de Paris, permettra d'intégrer plus avantageusement la communauté financière internationale en libérant des ressources de nature à consolider ses performances macro-économiques, avec pour objectif ultime d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le graphique suivant donne la situation de l'encours de la dette extérieure du Mali au 31 décembre 1998 pour ce qui est des principaux créanciers. Il ne prend en compte que les prêts publics.

Graphique 1: Principaux créanciers au 31.12.98 (en milliards de FCFA)

Source: Ministère des Finances, Direction Générale de la Dette Publique, 1999

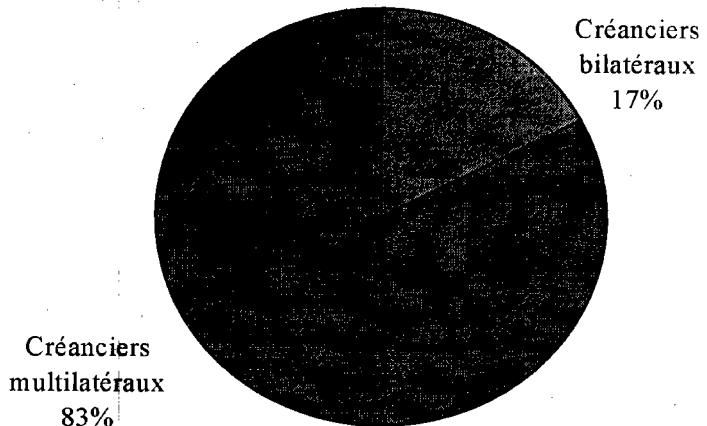
Le tableau suivant récapitule le service de la dette en 1997 et 1998. Sachant que le dollar US valait 578,25 Francs CFA en 1997 et 593 en 1998, le total du service de la dette payé en 1997 s'élevait à 77,9 millions de \$ US et à 81,1 millions de \$ US en 1998.

Tableau 5: Dette extérieure du Mali: Service payé en 1997 et 1998 (en millions de FCFA)

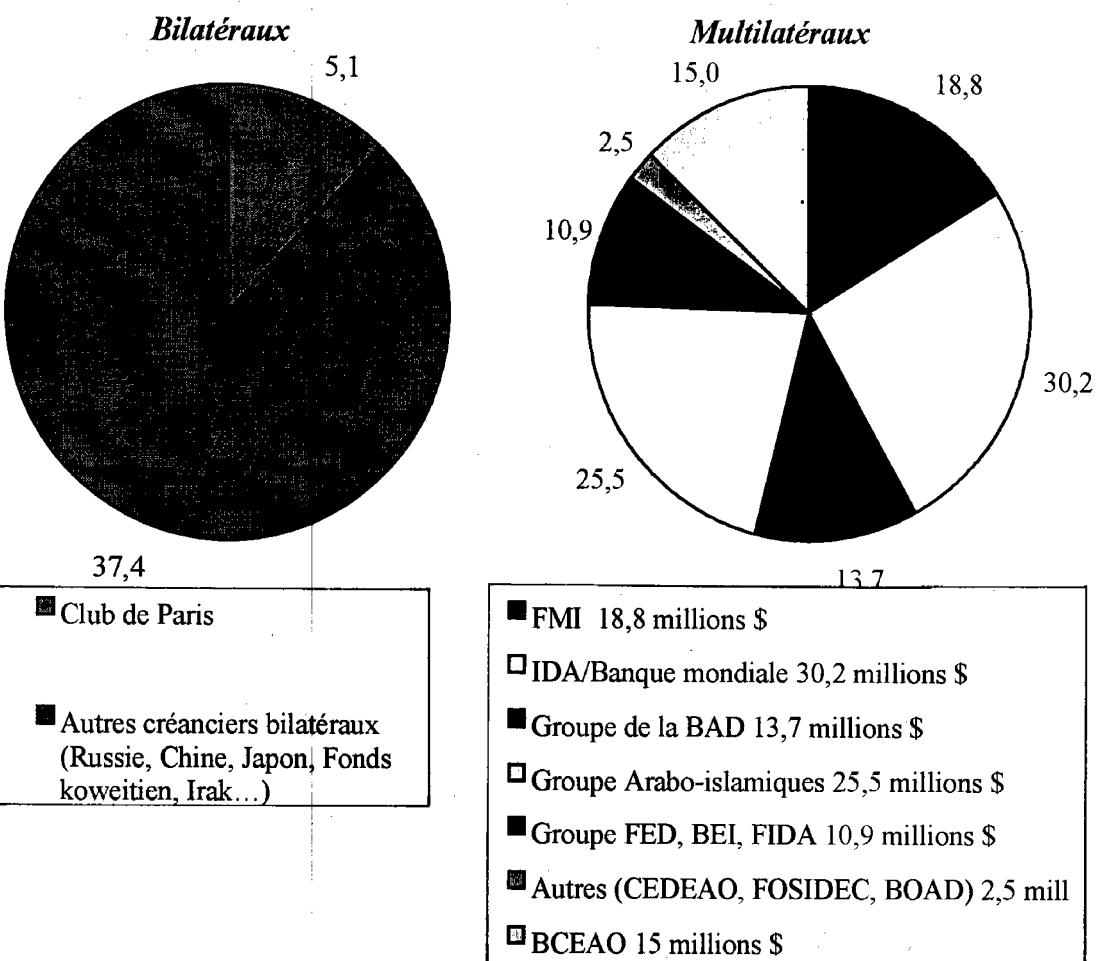
Créanciers	Service payé en 1997			Service payé en 1998		
	Principal	Inter/com	Total	Principal	Inter/com	Total
1. Créditeurs bilatéraux	8 772	3 983	12 755	8 604	3 530	12 134
Club de Paris	541	1 111	1 652	781	566	1 347
Autres créditeurs bilatéraux (Russie, Chine, Japon, Fonds koweïtien, Irak...)	8 231	2 872	11 103	7 823	2 964	10 787
2. Créditeurs multilatéraux	23 639	8 664	32 303	27 537	8 437	35 974
FMI	4 031	450	4 481	6 293	242	6 535
IDA/Banque mondiale	4 234	3 993	8 227	5 233	4 250	9 483
Groupe de la BAD	2 659	1 769	4 428	2 056	1 506	3 562
Groupe Arabe-islamiques	6 465	834	7 299	6 912	732	7 644
Groupe FED, BEI, FIDA	2 209	732	2 941	2 730	746	3 476
BCEAO	3 706	583	4 289	3 952	522	4 474
Autres (CEDEAO, FOSIDEC, BOAD)	335	303	638	361	439	800

Source: Ministère des Finances, Direction Générale de la Dette Publique, 1999

Graphique 2: Service de la dette payé en 1997/98 par source (cumul en pourcentage)



Graphique 3: Service de la dette payé en 1997/98 (cumul en millions de \$US)



1.3 Le Mali dans la région et le monde

L'expansion planétaire des modes uniformisés de production et de consommation avançant à un rythme soutenu, l'insertion des économies nationales à l'échelle mondiale est plus que jamais un enjeu capital. S'il est parmi les pays les plus pauvres du monde avec des handicaps notoires, le Mali, non dépourvu d'atouts, s'est habitué à de relatives bonnes performances macro-économiques et sa crédibilité retrouvée auprès de nombreux partenaires augure de perspectives prometteuses.

Après s'être longtemps marginalisé, il aspire aujourd'hui à son statut historique de carrefour d'échanges et de civilisation et manifeste à bien des égards, une volonté d'ouverture.

□ Le Mali dans la région

L'engagement international du Mali s'effectue essentiellement au sein de la région. Il est un des membres fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et de la Banque Africaine de Développement (BAD) et d'une quarantaine d'organisations intergouvernementales de coopération et d'intégration économique.

Il est singulièrement actif au niveau sous-régional. Il est ainsi signataire de plusieurs accords mais les plus significatifs en termes d'intégration sont ceux de l'UEMOA et de la CEDEAO. Ceux-ci lui procurent un marché potentiel six fois supérieur à son marché intérieur. Un Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2000 avec pour effet la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires applicables aux produits de l'union, l'harmonisation des fiscalités intérieures indirectes, l'adoption d'un code communautaire des investissements et des actes uniformes de l'OHADA, la coordination et la convergence des politiques macro-économiques et sectorielles. L'OHADA précitée, mise en place le 20 juin 1994, veille au renforcement de la sécurité juridique dans les activités économiques en édictant et en faisant appliquer un droit harmonisé qui tend à l'uniformisation.

□ Le Mali dans le monde

Le Mali est membre de l'Organisation des Nations Unies et de ses agences spécialisées. Entre autres grandes organisations multinationales telles la Banque Mondiale et le FMI, il est membre de l'OMC et notamment signataire des Accords du Cycle de l'Uruguay. L'insertion de l'économie malienne se fait donc à l'échelle mondiale où l'équilibre des échanges, dû à une relative complémentarité régionale, est compromise par les réalités d'une concurrence plus agressive.

Le Mali est doté d'atouts et de grandes potentialités qu'il peut exploiter : un secteur secondaire à dynamiser, des atouts culturels à promouvoir, des ressources agro-pastorales et minières non négligeables.

Ainsi, le Mali, afin de se mettre dans les meilleures dispositions face aux processus de mondialisation-globalisation, doit multiplier les efforts notamment sur le plan macro-économique, sans toutefois que les coûts sociaux élevés d'une nécessaire adaptation n'annihilent les exigences premières du développement humain. Dans ce contexte, il doit satisfaire aux objectifs suivants :

- Le regain de compétitivité, afin de pouvoir à terme diversifier ses exportations. Pour l'instant, la plupart des unités industrielles accusent un retard sensible même au sein de la sous-région.
- La mise en valeur des ressources humaines, la productivité du capital humain étant faible.

- L'appropriation des techniques nouvelles et la promotion du partenariat avec des investisseurs étrangers qui représentent des capitaux, du savoir-faire et des points d'ancrage sur les marchés extérieurs.
- Le renforcement des infrastructures de base. L'urgence concerne surtout les transports et les télécommunications (permettant l'accès à l'information) car le pays est vaste et enclavé.

□ *Les principaux événements internationaux au Mali en 1997/98*

En 1997-1998, il s'est notamment fait le théâtre de plusieurs rencontres internationales dont :

- le parlement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)
- la Table Ronde Générale sur le Mali en septembre 1998 à Genève
- la Table Ronde sur l'Education et la Santé
- la conférence sur la micro-finance
- la conférence sur le contrôle des petites armes
- la conférence sur la destruction des mines antipersonnelles...

En outre, le gouvernement a intensifié ses relations diplomatiques et consulaires durant cette période. Cependant, le pays reste encore confronté à de nombreux défis.

1.4 Défis à relever

- **La lutte contre la pauvreté et la promotion du développement humain durable** sont des défis que les autorités maliennes se proposent de relever en priorité. Dans ces domaines, il s'agira de mettre en œuvre les huit axes de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (SNLP) adoptée en juillet 1998 à savoir:

- améliorer l'environnement économique, politique, juridique et social en faveur des pauvres
- promouvoir les activités génératrices de revenus surtout l'auto-emploi à l'intention des pauvres
- améliorer l'accès des pauvres aux services financiers et aux autres facteurs de production
- promouvoir le développement et améliorer les performances des filières agro-alimentaires dans lesquelles sont concentrés les pauvres
- améliorer l'accès des pauvres à l'éducation de base et à la formation
- promouvoir l'accès des pauvres à la santé, à la nutrition, à l'eau potable et à l'assainissement
- améliorer les conditions d'habitat des pauvres
- assurer une coordination efficace de la SNLP

La décentralisation constitue un autre défi à relever non seulement comme moyen de dynamiser la démocratisation, mais également comme un raccourci dans la mise en œuvre des actions de lutte contre la pauvreté. Il faudra pour ce faire mettre à la disposition des structures décentralisées les moyens matériels, financiers et humains.

- Toute politique sociale ne pouvant prendre corps que dans un environnement socio-économique favorable, le Mali veille à consolider ses performances économiques.
- **L'insertion du Mali au plan régional et mondial** ne se fera à son avantage qu'à la satisfaction de quelques exigences :
 - Augmenter la compétitivité notamment avec la mise en valeur du principal facteur productif, l'homme.

- Diversifier la production et les exportations.
- Implanter davantage d'unités de transformation.
- Consolider et développer les infrastructures économiques de base ; résoudre le problème de l'énergie dont la production ne couvre pas les besoins et dont les coûts sont élevés.
- Rendre plus accessibles certains services essentiels comme :
 - les transports
 - les télécommunications
 - les services financiers

1.5 La coordination de l'aide

La période 1997-1998 a été marquée par une profonde réflexion générale engagée par les autorités malientes et ses partenaires au développement groupés au Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE, dans le but d'enclencher un processus de réforme pour l'optimisation de l'efficacité de l'aide au Mali. Une conférence de Table Ronde a également été organisée autour de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté pour la période 1998-2002.

□ Conférence de Table Ronde sur le Mali, Genève 1998

La quatrième édition qui s'est tenue en septembre 1998 à Genève avait comme thème central la lutte contre la pauvreté. Elle a permis au Gouvernement malien et à ses partenaires au développement de:

- Partager l'approche malienne de lutte contre la pauvreté présentée dans le document de "Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (SNLP)" 1998-2002;
- Discuter des possibilités d'améliorer la coordination des activités réalisées dans le domaine de la lutte contre la pauvreté;
- Vérifier la disponibilité des ressources nécessaires à la mise en œuvre de cette stratégie.

Il ressort de la Conférence de Table Ronde que l'approbation faite par les partenaires à la SNLP a largement dépassé les attentes du Gouvernement. Toutefois il est apparu quelques autres défis majeurs auxquels le Mali devra faire face pour mieux asseoir la mise en œuvre de cette stratégie. Ce sont notamment:

- La création d'un environnement juridique et institutionnel propice à la promotion du secteur privé;
- La réduction de la dépendance du pays de quelques produits agricoles;
- Le développement des ressources humaines et la modernisation de l'administration publique.

Tous ces défis sont à prendre en compte dans la mise en œuvre des huit axes stratégiques de la SNLP. Aussi il est important de ne pas perdre de vue les questions relatives aux liens entre le cadre macro-économique, les programmes sectoriels et la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté. C'est pourquoi, un premier travail important consiste à affiner les axes stratégiques et faire un état de lieux pour permettre un démarrage rapide de la mise en œuvre de la SNLP.

□ Revue de l'Aide CAD/OCDE

Un diagnostic des acquis et des défaillances du système a été fait par l'exercice de la Reforme du système international de l'aide réalisée au Mali d'avril 1997 à mars 1998. Il s'agit là d'une initiative dans laquelle s'est engagé le Mali en relation avec le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE et avec l'appui du PNUD qui entend participer activement au travail de facilitation du processus de coordination de l'aide au Mali. Notons qu'à part les membres de l'OCDE membres du CAD, la Banque mondiale et le PNUD sont admis au CAD en tant qu'observateurs.

La gestion et la coordination de l'aide sont la responsabilité du gouvernement malien et sont menées sous son leadership. Les structures de l'Administration intervenant en la matière sont plurielles et souffrent parfois d'imprécision dans les missions respectives et d'un manque de coordination globale. Sont concernés : la Direction de la Coopération Internationale (DCI) relevant du Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur, la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) du Ministère des Finances, la Direction Nationale de la Planification (DNP) au Ministère de l'Economie, du Plan et de l'Intégration et, de manière ad hoc, les différents ministères et départements sectoriels.

Toutes ces entités assumant, à des degrés différents, un certain rôle dans la coordination de l'aide, il en résulte des conflits d'attribution ou de compétence et des double-emplois au niveau interne et une complication des modalités de dialogue et de concertation avec les partenaires au niveau externe.

L'ensemble des études, débats et conclusions ont appelé une seconde phase portant sur les réformes mêmes. Il s'agit essentiellement, selon les termes du Ministère de l'Economie, du Plan et de l'Intégration lors de la Table Ronde pour le Mali à Genève en septembre 1998, d'améliorer la coordination et les modalités de l'aide, de parvenir à une aide davantage pilotée et coordonnée par les autorités nationales, maîtrisée par les structures locales et plus efficace au profit des populations maliennes.

La performance d'un tel processus est tributaire du soutien politique de part et d'autre des autorités maliennes et des bailleurs de fonds, d'un assouplissement des règles et procédures, d'une plus grande flexibilité et du renforcement des prérogatives des agences d'aide sur le terrain.

Afin de donner corps à ces orientations, il a été mis en place un dispositif de concertation et d'action qui prévoit :

- une Commission Mixte Mali-partenaires ;
- un Comité Technique Mali-partenaires ;
- un secrétariat conjoint et
- deux groupes de travail (un pour le Mali et un pour les partenaires).

Opérationnel depuis fin 1998, ce mécanisme sera déterminant dans les conditions du succès du processus d'optimisation de l'aide au Mali.

Dans ce sens, les autorités maliennes veilleront à :

- la mise en œuvre de réformes institutionnelles garantissant une meilleure coordination globale;
- la définition d'une stratégie de développement cohérente;
- la rationalisation des procédures avec notamment le souci d'une transparence accrue à l'égard du public et des donateurs;
- l'implication de la société civile à tous les niveaux du circuit de l'aide.

De leur côté, les bailleurs de fonds devront :

- déléguer davantage de pouvoir décisionnel au terrain;

- tenir compte fidèlement des priorités fixées par les autorités malienヌes;
- assouplir leurs procédures administratives et les harmoniser avec les pratiques locales;
- renforcer l'information quant à la nature et à la teneur de l'aide effective.

Au niveau mondial, la tendance actuelle des flux de l'aide au développement est largement à la baisse. Un pays comme le Mali est encore très largement tributaire de l'aide extérieure, d'où l'importance de cet exercice dont l'objectif est d'assurer une meilleure gestion et coordination de l'aide.

Le programme pilote va couvrir une période de dix-huit mois et aura pour objectif d'assurer la mise en œuvre des recommandations issues du diagnostic fait 1997-1998.

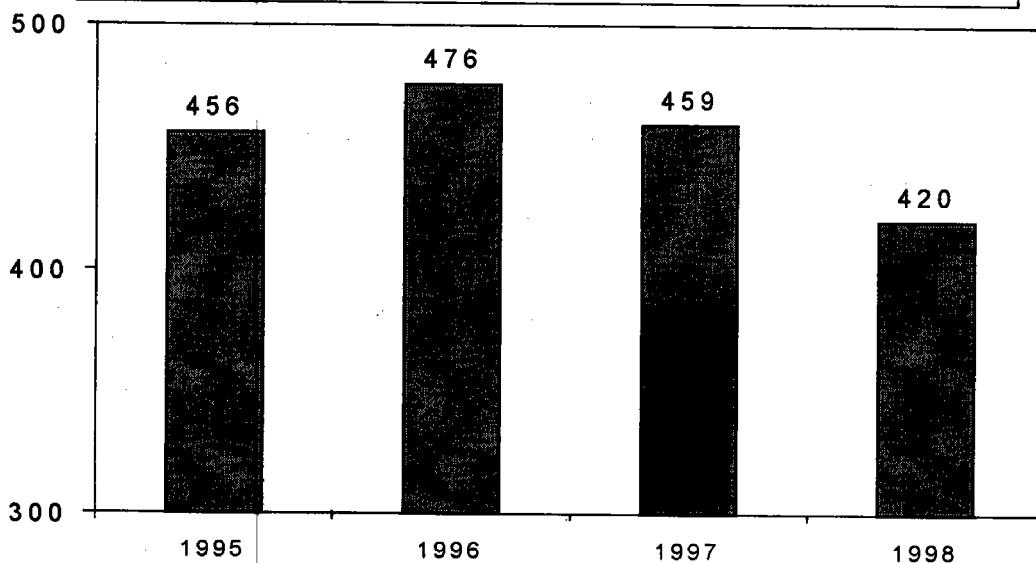
2 TENDANCES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Si les données macro-économiques de ces dernières années permettent d'affirmer que le Mali va de mieux en mieux, il ne peut pour autant se passer de l'aide extérieure. Celle-ci est une composante essentielle du financement du développement comme le témoigne sa part considérable dans le PIB ou encore dans le budget spécial d'investissement (BSI) (cf. graphique 4 et 5, pages 16 et 17).

2.1 Evolution globale de l'assistance extérieure

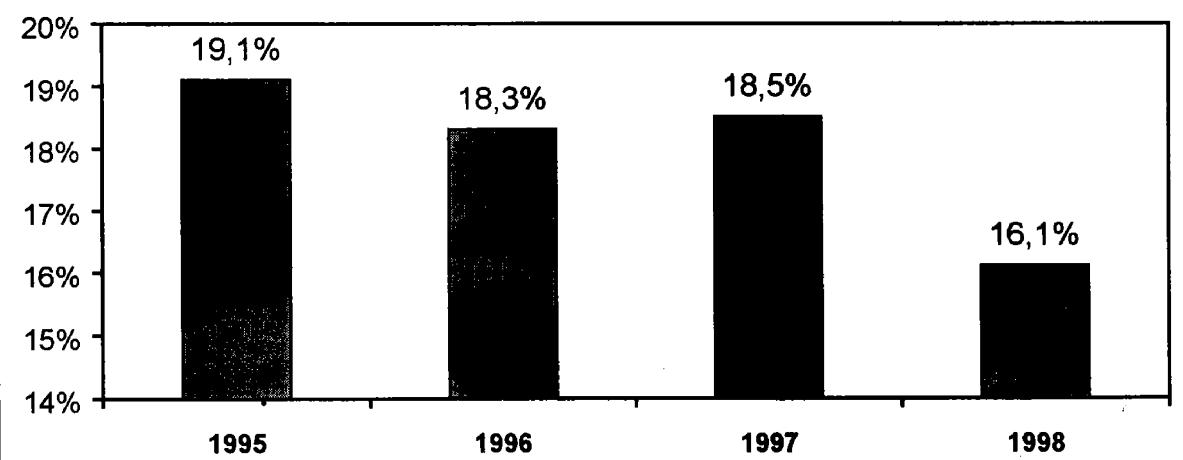
En 1997, le Mali a bénéficié d'une APD de 459 millions de dollars contre 420 millions en 1998. Elle était de 476 millions en 1996. Il faut noter que l'importance des déboursements de l'année 1996 s'explique surtout par les déboursements records du Fonds Européen de Développement cette année là. Néanmoins la tendance à la baisse des flux de l'APD vérifiée ces dernières années est confirmée. De 1996 à 1997 elle a connu une baisse de 4,3% et de 8,5% de 1997 à 1998. Si l'on compare l'année 1998 à l'année 1995, la baisse est de 9,4%.¹

Graphique 4: Tendances de l'aide publique au développement de 1995 à 1998 (en millions de \$)



Malgré son importance, il convient de remarquer que la part de l'aide dans le PIB est globalement en baisse de 1995 à 1998 comme on le remarque dans le tableau qui suit. Ceci s'explique non seulement par la baisse en valeur absolue de l'aide mais également par une variation plus forte du PIB reflet des performances macro-économiques.

¹ Il y a lieu toutefois de souligner qu'au fil des années, les bailleurs de fonds ne sont pas exhaustivement les mêmes; la liste dépendant des réponses reçues. Cependant cet écart n'est pas très significatif au point de changer les tendances qui restent globalement à la baisse.

Graphique 5: Evolution de l'aide en pourcentage du PI

Par rapport aux montants globaux, l'aide issue de la coopération multilatérale a baissé (-12%) en 1997-1998 par rapport à la période 1995-1996. Entre 1997 et 1998 la même tendance est observée avec -24%. En ce qui concerne la coopération bilatérale, le niveau a stagné de la période 1995-1996 à la période 1997-1998 (+ 0,2%). Entre 1997 et 1998, elle connaît un sensible accroissement de 13,2%. L'aide fournie par les ONG qui était en progression de 19,5% en 1997 par rapport à 1996 est en diminution de 20% en 1998.

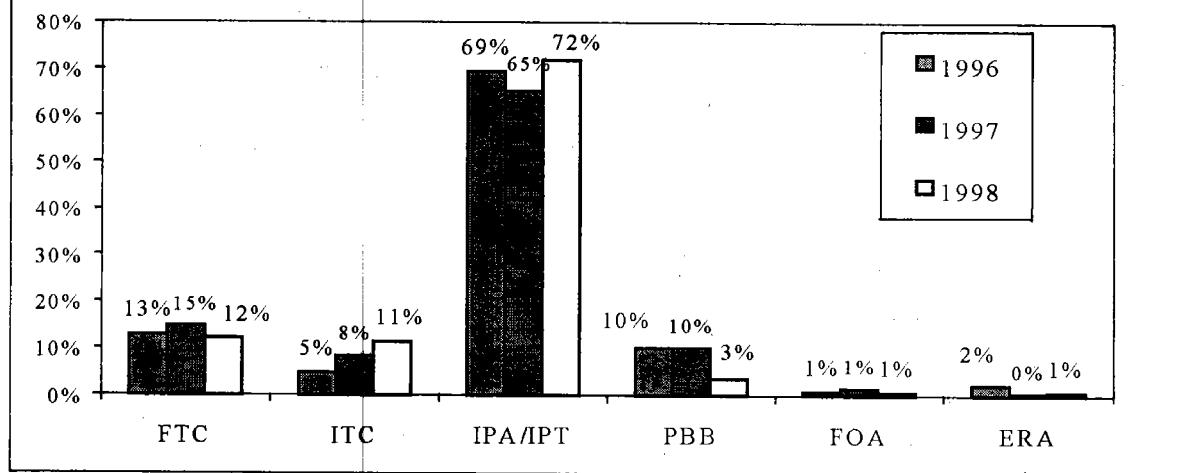
Parmi les principaux partenaires en 1997-1998, on trouve l'IDA, la France, le FED, le SNU, les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, le FAD, les Pays-Bas etc...

2.2 Tendances par type d'assistance

Tableau 6: Résumé des déboursements de l'aide extérieure par type d'assistance (en milliers de dollars des E-U)

Type d'assistance	1995	1996	1997	1998
Coopération technique autonome	88 638	60 701	67 260	51 655
Coopération technique liée à des projets d'investissement	28 878	22 172	40 682	48 903
Projets d'investissement	289 143	330 391	297 020	299 727
Aide budg./Appui à la balance des paiements	41 698	48 011	45 708	14 292
Aide alimentaire	4 479	3 944	6 681	2 661
Assistance et secours d'urgence	2 755	10 383	1 893	2 613
Total général	455 591	475 602	459 244	419 851

L'aide reçue est dominée par les projets d'investissement qui représentent environ deux-tiers chaque année. La coopération technique liée à des projets d'investissement augmente alors que la coopération technique autonome est en légère diminution. Pour ce qui est de l'aide budgétaire il convient de noter qu'elle a connu une baisse sensible en 1998 passant de 10% de l'aide en 1996 et 1997 à 3% en 1998.

Graphique 6: Résumé des déboursements par type d'assistance (en %)

Au cours de la période 1997-1998, si le niveau des projets d'investissement, première destination de l'aide, se maintient avec une légère croissance de 0,9%, la diminution des ressources affecte essentiellement la coopération technique autonome (-23,9%) et davantage l'aide budgétaire (-66,6%).

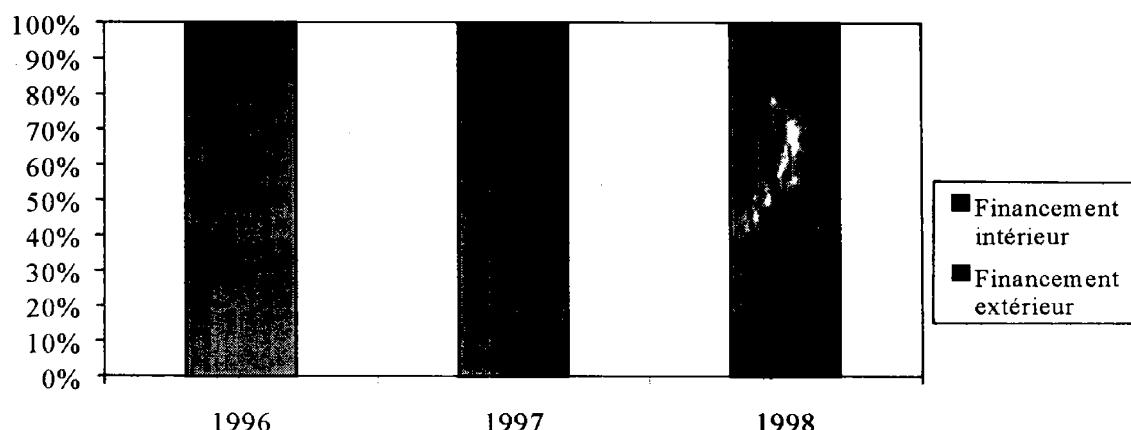
2.2.1 les projets d'investissement :

Les projets d'investissement constituent le premier type d'assistance vers lequel l'aide extérieure au Mali s'est orientée le plus en 1997-1998. En effet comme l'indique l'analyse du budget spécial d'investissement (BSI) la quasi-totalité des investissements réalisés ont un financement de source extérieure.

Tableau 7: Part du financement extérieur dans le BSI

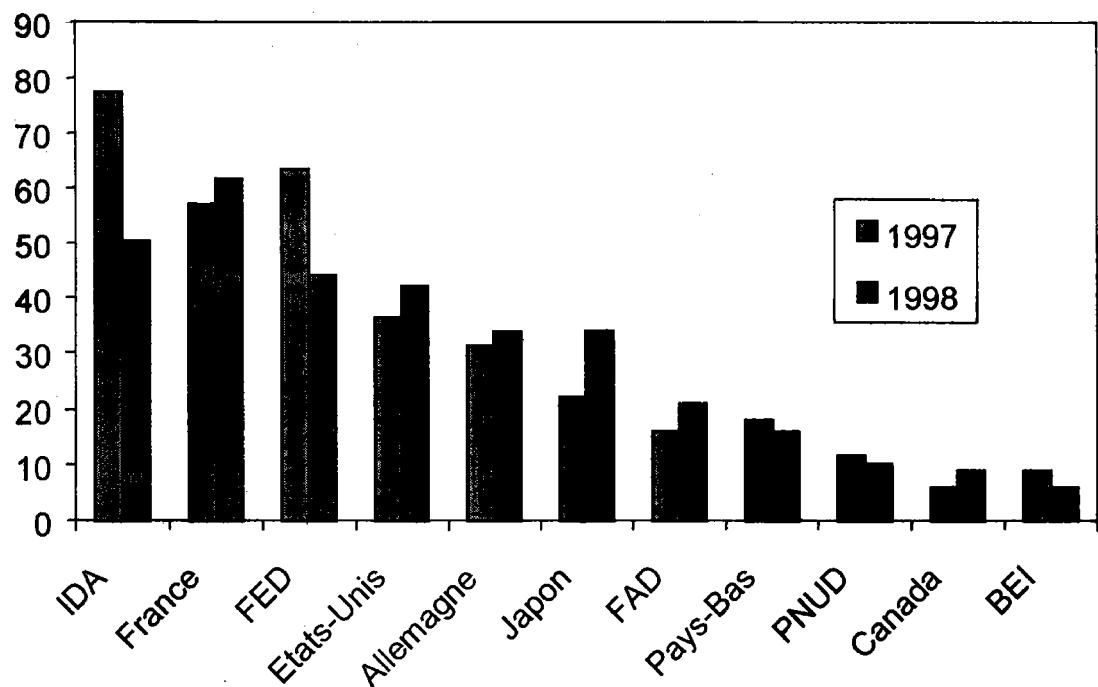
	1995	1996	1997	1998	1997-1998
BSI	145 827	152 313	162 654	183 924	346 578
Financement extérieur	140 827	147 313	155 654	176 924	332 578
%	96,5	96,7	95,6	96,1	95,9

Source : DNB

Graphique 7: Part du financement extérieur dans le BSI

Les projets d'investissement atteignaient un montant de 296,7 millions de dollars en 1997 et de 299,2 millions en 1998 soit 595,9 millions pour les deux années. Entre 1997 et 1998, ce type a connu une légère hausse de 0,9% tandis qu'on a enregistré une baisse plus sensible de 1996 à 1997 de -10,2%. Les projets d'investissement représentent 65,2% de l'aide totale en 1997 et 71% en 1998 soit 68,3% sur la période 1997-1998.

Le graphique ci-après indique les principaux intervenants en matière de financement des projets d'investissement.

Graphique 8: Projets d'investissement par source (en millions de dollars US)

En cumul pour les années 1997-98, les projets d'investissement concernent essentiellement les secteurs du développement régional (24,8%), du développement social

(16,8%), de l'agriculture, foresteries et pêcheries (12,9%) et des transports (11,1%), soit au total 65,4% des dépenses d'investissement. Parmi ces quatre secteurs, seuls le développement régional et le développement social sont en progression. Le développement régional a progressé de 60,6% et le développement social de 6%. Les sous-secteurs du développement rural intégré et du développement villageois et communautaire ont été les principaux bénéficiaires des investissements, sans doute à cause de la volonté des partenaires d'investir directement auprès des populations bénéficiaires. Aussi, la concrétisation de la mise en œuvre du processus de la décentralisation a favorisé les investissements dans ce secteur ainsi que celui du développement social. Dans ce dernier secteur, les sous-secteurs eau potable et assainissement et le développement urbain sont largement dominants avec 98% des projets d'investissement du secteur.

Graphique 9: Projets d'investissement par secteur (cumul 1997/98 en %)

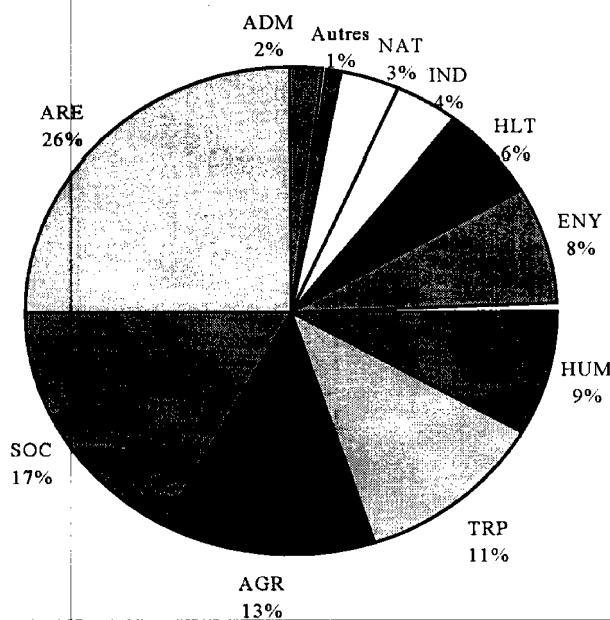
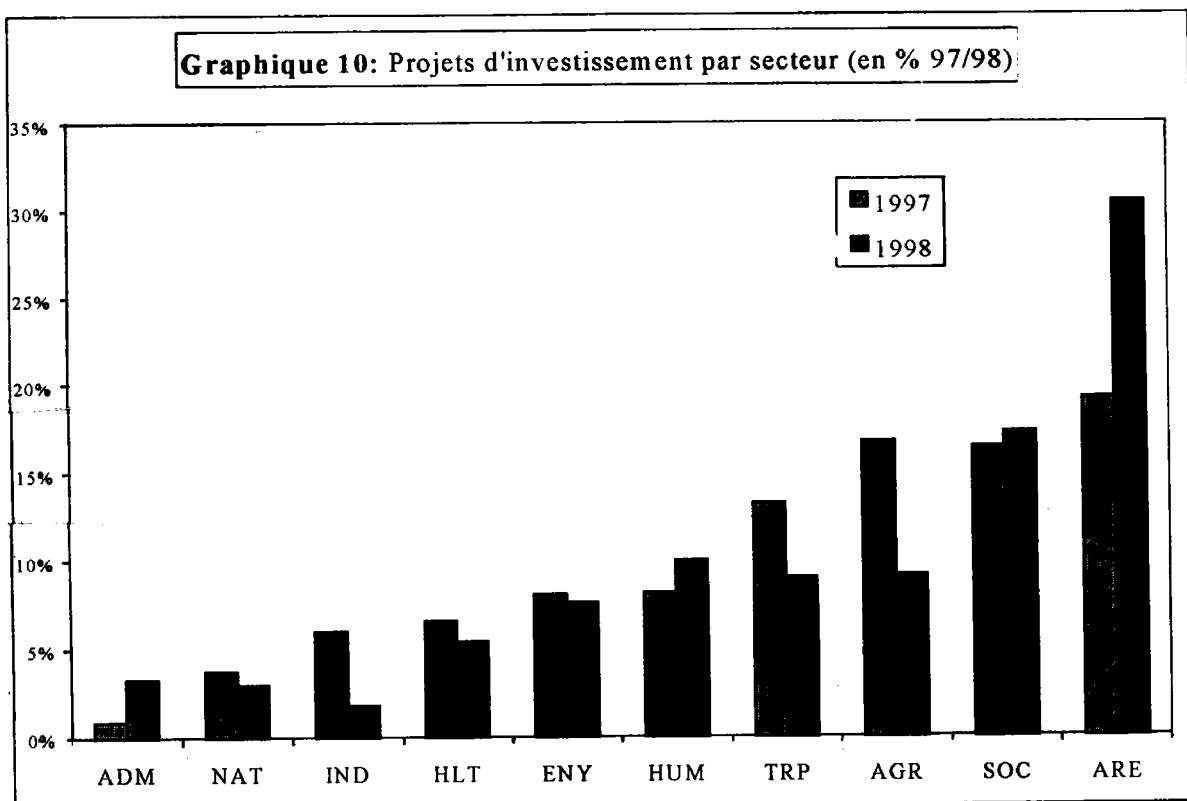


Tableau 8: Les codes des secteurs (définition PNUD)

01 ECO	Gestion de l'économie
02 ADM	Administration du développement
03 NAT	Ressources naturelles
04 HUM	Mise en valeur des ressources humaines
05 AGR	Agriculture, foresterie, pêcherie
06 ARE	Développement régional
07 IND	Industrie
08 ENY	Energie
09 ITR	Commerce international de biens et services
10 DTR	Commerce intérieur des biens et services
11 TRP	Transports
12 COM	Communications
13 SOC	Développement social
14 HLT	Santé
15 DIS	Planification préalable en prévision des catastrophes
16 AID	Aide humanitaire et secours



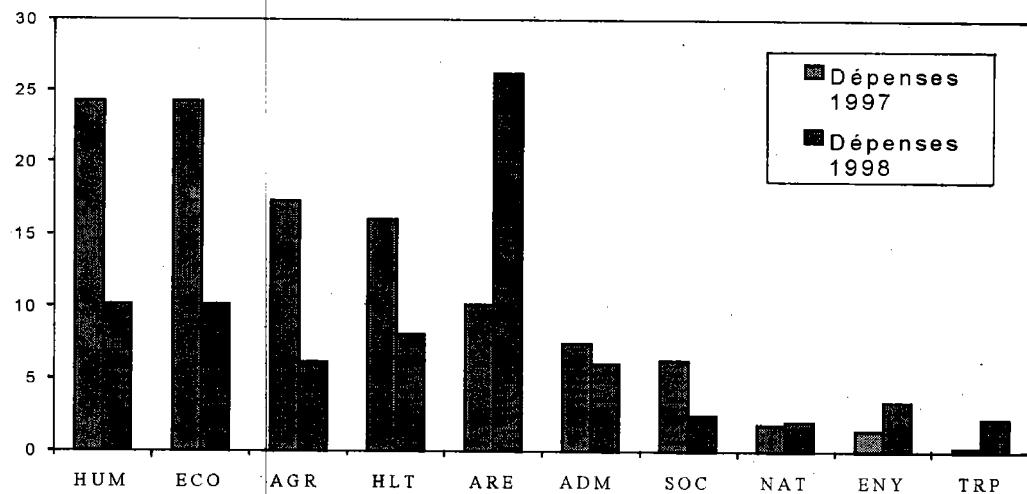
2.2.2 La coopération technique autonome et la coopération technique liée à des projets d'investissement

Au cours de la période 1997-1998, 201,5 millions de dollars, soit 23% de l'aide globale, ont été consacrés à la coopération technique au Mali. Il s'agit du second type d'assistance vers lequel s'orientent les financements des partenaires au développement.

Elle s'opère sous deux formes. La coopération technique autonome est la plus importante en représentant 64% de ce type en 1997 et 52% en 1998. La coopération technique liée à des projets d'investissement participe à 36% de la coopération technique globale en 1997 et à 48% en 1998. Cette deuxième forme est en nette progression de 25% entre 1997 et 1998.

Le graphique qui suit donne l'ordre d'importance des secteurs concernés par la coopération technique.

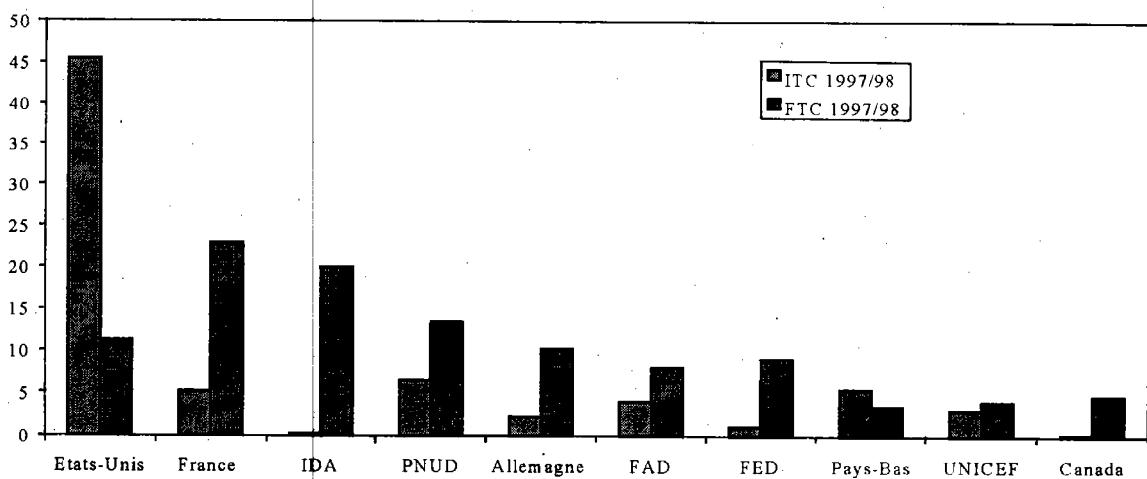
Graphique 11: Les dépenses de coopération technique par secteur (en millions de dollars US)



Les Etats-Unis participent de façon substantielle à la coopération technique au Mali en 1997 en déboursant 28,3 millions de dollars US à hauteur de 78% de sa contribution totale, ainsi qu'en 1998 avec 28,2 millions pour 67% de sa contribution. Il en est de même pour la France qui verse 11,8 millions soit 20,8% de son concours total en 1997 et 16,2 millions soit 26,2% en 1998. L'IDA débourse 19,9 millions en 1997 soit 25,7% de son apport total et « seulement » 98 000 dollars en 1998 soit à peine 0,2%.

Sur la période 1997-1998, les Etats-Unis sont donc les premiers fournisseurs de coopération technique au Mali en y concourant à 28%. Ils sont suivis, selon l'importance des déboursements, par la France dont la contribution représente 13,9%, l'IDA 9,9% et le PNUD 9,8%.

Graphique 12: Principaux fournisseurs d'aide sous forme de coopération technique (cumul 97/98 en millions de \$ US)



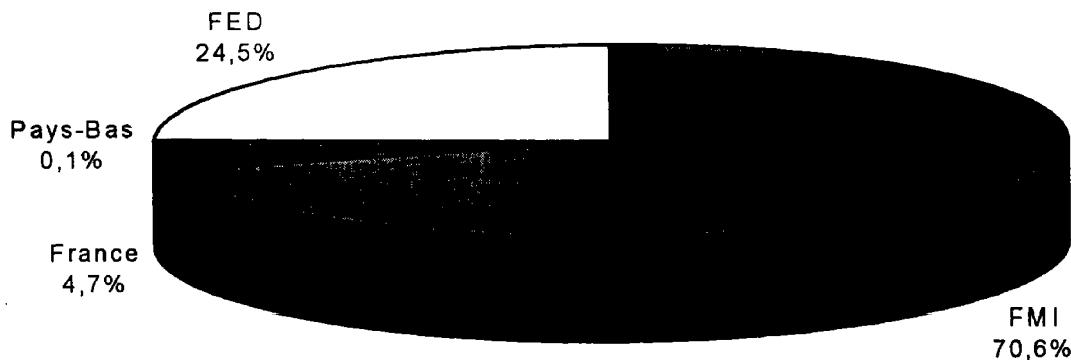
2.2.3 L'aide budgétaire et les appuis à la balance des paiements :

Le volume de l'aide consacrée à ce type d'assistance ne cesse de décroître, -4,8% de 1996 à 1997 et surtout -68,7% de 1997 à 1998.

En 1997, les déboursements affichaient un montant de 45,7 millions de dollars US, ce qui représente 10% de l'aide totale et de 14,2 millions soit 3,4% en 1998. Pour la période cumulée, le montant de l'aide budgétaire, l'aide aux programmes ou l'appui à la balance des paiements s'élevait donc à 60 millions soit 6,8% de l'aide totale.

Comme l'indique le graphique qui suit, le principal donateur dans ce domaine est le FMI, qui accorde 42,3 millions de dollars, c'est-à-dire 100% de sa contribution totale pour la période 1997-1998.

Graphique 13: Aide budgétaire par source (cumul 1997/98 en millions de \$ US)



Le secteur de la gestion de l'économie est la première destination de l'aide budgétaire en recevant 58,6 millions en 1997-1998 soit 93,1% de l'ensemble de ce type d'assistance. L'agriculture, foresterie et pêcheries est un secteur également concerné puisqu'il a reçu 2,9 millions soit 4% de l'aide budgétaire totale.

Il semble que c'est la performance enregistrée dans le domaine de l'assainissement des finances publiques, depuis quelques années, qui a permis d'affecter une partie des ressources extérieures traditionnellement consacrées à ce type d'assistance vers d'autres priorités comme l'investissement.

2.2.4 *L'aide alimentaire, l'assistance et les secours d'urgence*

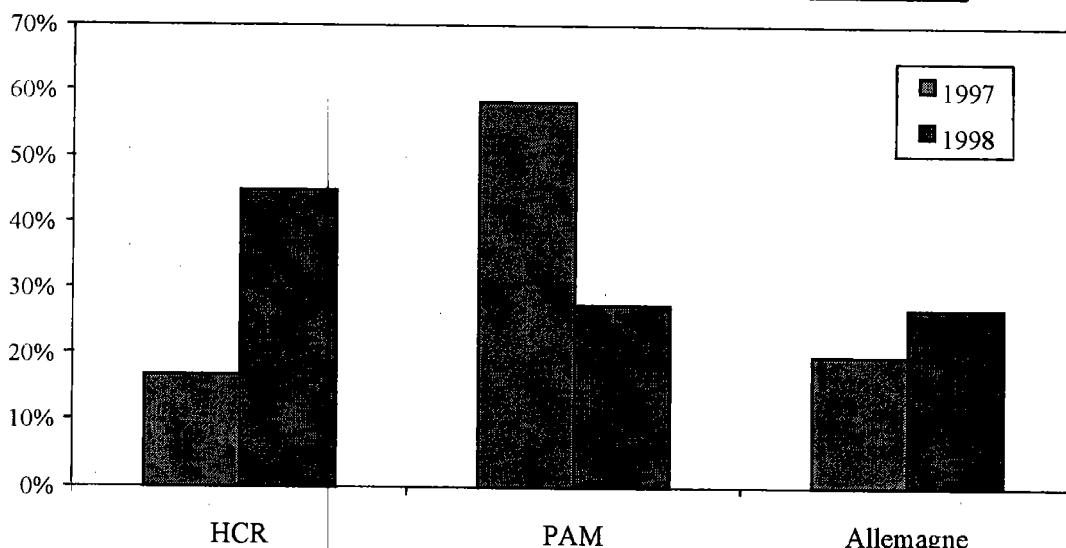
Les ressources extérieures du Mali relevant de l'APD s'orientent de moins en moins vers ces types d'assistance. Cumulés, ils représentaient à peine 3% de l'aide totale pour la période 1995-1996. En 1997-1998 ils passent à 1,5% de l'aide totale. L'aide alimentaire avait progressé de 69,4% de 1996 à 1997 mais régresse de 60,2% de 1997 à 1998. L'assistance et les secours d'urgence connaissent une évolution différente avec des variations de -81,8% entre 1996 et 1997 et de 38% entre 1997 et 1998.

Les variations de ces postes de la coopération pour le développement sont très souvent liées à la conjoncture socio-politique et plus précisément à des événements perturbateurs plus ou moins prévisibles. On se rappelle par exemple une remontée spectaculaire de 276,9% du volume de l'assistance et des secours d'urgence entre 1995 et 1996 due aux efforts de réconciliation et d'insertion socio-économique pour consolider la paix dans les régions nord du pays.

Le PAM a contribué à 46,5% de l'aide alimentaire en 1997-1998. On note cependant que de 1997 à 1998 son intervention dans ce type d'assistance a chuté de 4,2 millions à 150 000 dollars. La part du FIDA est également substantielle dans ce domaine puisqu'elle est à hauteur de 31,9%. La France est également pourvoyeuse d'aide alimentaire au Mali à hauteur de

17,5% de cette catégorie. En ce qui concerne l'assistance et les secours d'urgence, l'Allemagne a contribué à hauteur de 74,9% de celle-ci soit un montant de 3,3 millions. Le HCR verse 844 000 dollars soit 18,7% de l'ensemble des déboursements dans ce domaine.

Graphique 14: Aide alimentaire, assistance et secours d'urgence par source (en pourcentage): les 3 principaux donateurs



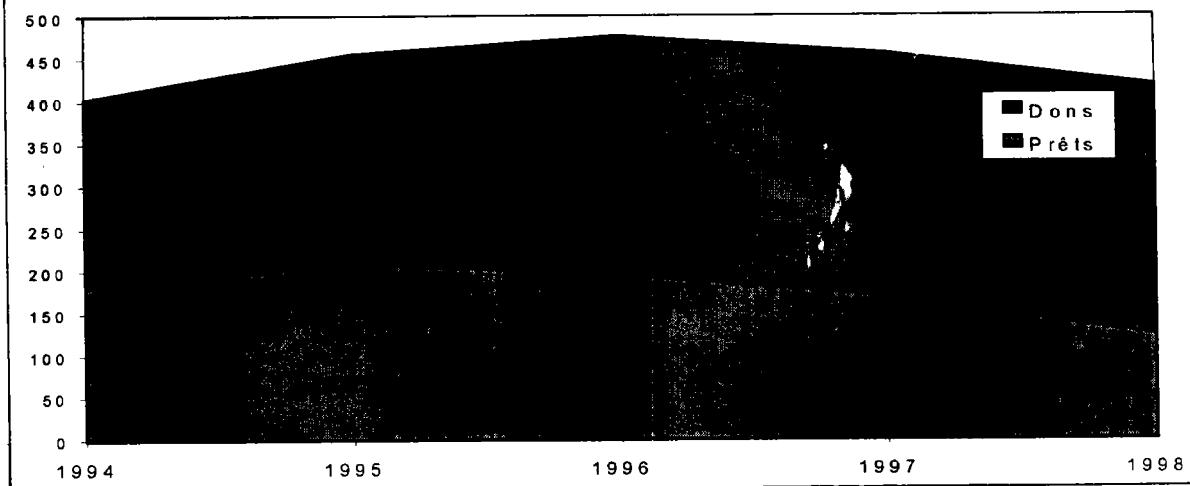
Les secteurs essentiellement concernés sont l'agriculture, la foresterie et les pêcheries, le développement régional et l'aide et les secours humanitaires.

2.3 Tendance de l'aide par termes et conditions

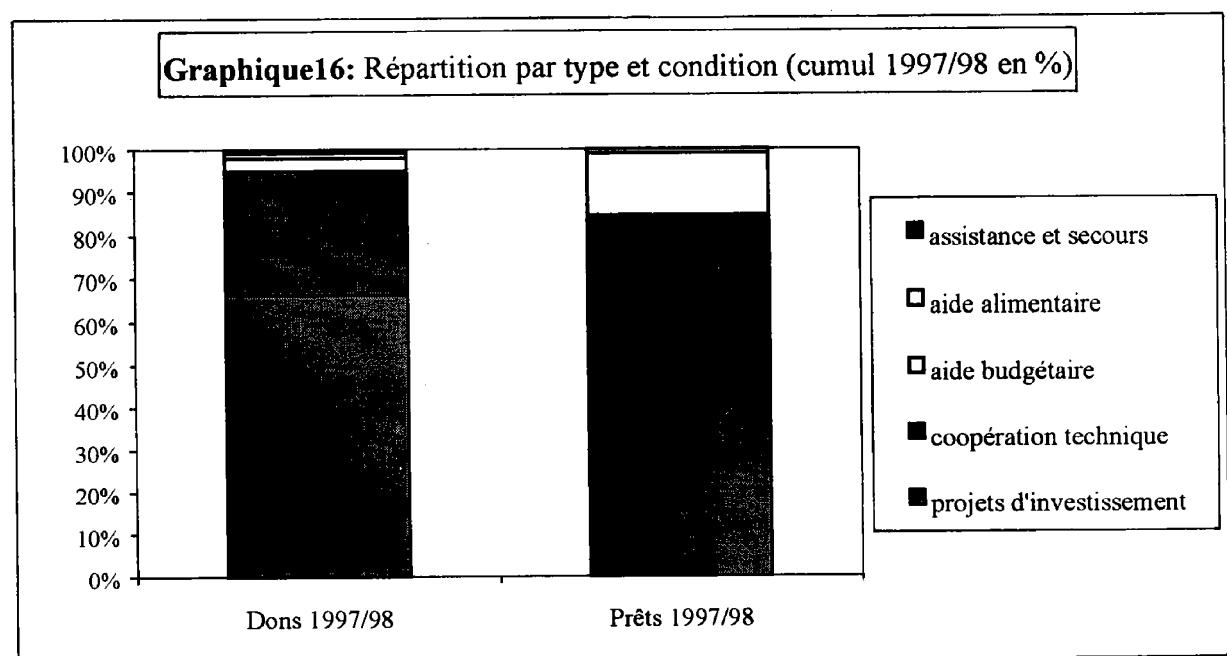
Comme par le passé, pour les deux années 1997-1998, les dons, avec un montant de 579 millions de dollars US soit 66,4% de l'aide totale, sont supérieurs aux prêts dont le montant s'élève à 292,3 millions soit 33,6% de l'aide totale. Ces proportions ne varient guère d'une année à l'autre. En effet, en 1997 les dons représentaient 62,8% contre 37,2% pour les prêts et en 1998 70,4% contre 29,6%. Les dons ont progressé passant de 285,8 millions en 1997 à 293,2 millions en 1998, tandis que les prêts reculent de 169,1 millions en 1997 à 123,1 millions en 1998.

On remarque une augmentation des dons, ce qui est confortable pour un pays comme le Mali classé parmi les pays pauvres très endettés (PPTE).

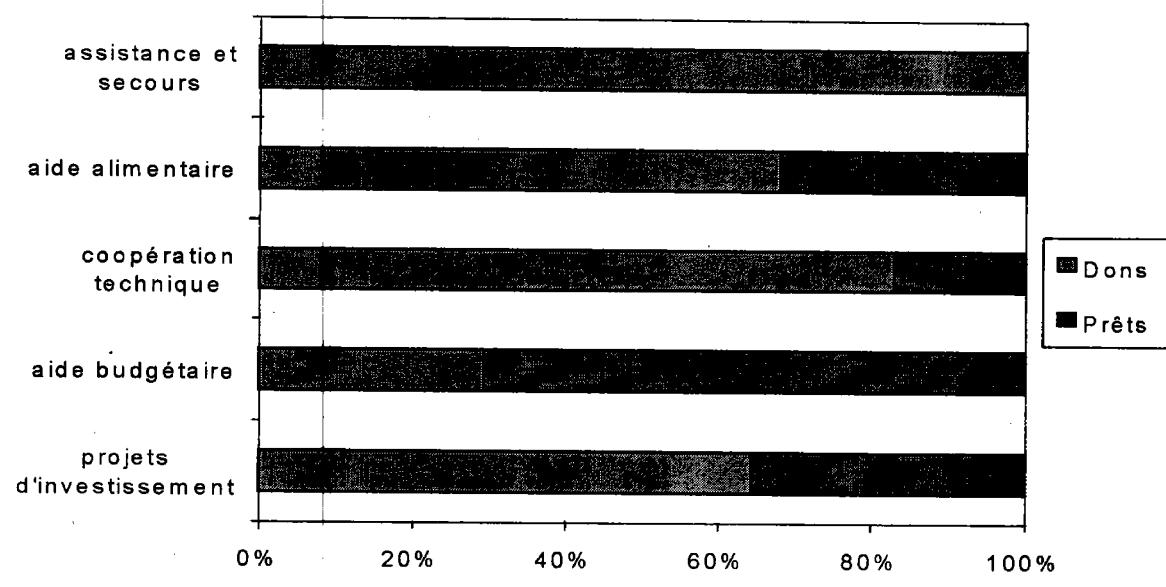
Les plus importants fournisseurs de prêts sont la Banque mondiale et le FMI qui fournissent à eux seuls 53,3% des prêts totaux. Les autres contributions sous forme de prêts en 1997/98 proviennent essentiellement du FAD/BAD, des différents fonds arabes et de la France à travers l'Agence Française de Développement qui a accordé des prêts à hauteur de 34,5 millions de dollars (12% des prêts reçus par le Mali) en 1997/98.

Graphique 15: Evolution de l'aide par condition (1994/98)

En 1997-1998, 66,2% des dons sont affectés aux projets d'investissement. La seconde destination des dons, selon le type d'assistance est la coopération technique autonome qui en reçoit 29,6%. 72,6% des prêts financent des projets d'investissement et 15,5% concourent à l'aide budgétaire et l'appui à la balance des paiements.

Graphique 16: Répartition par type et condition (cumul 1997/98 en %)

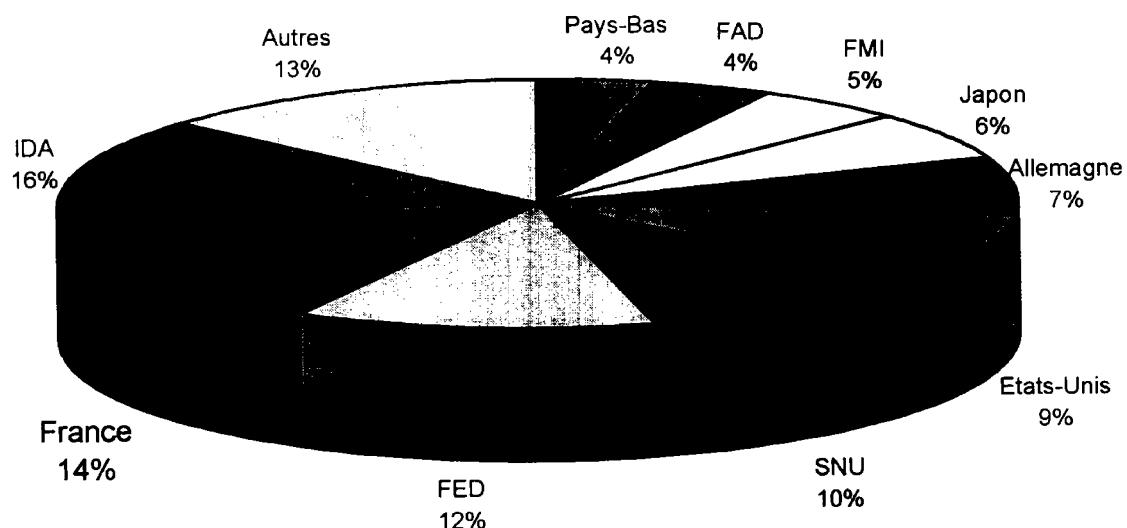
L'aide alimentaire sous forme de prêts correspond aux interventions du FIDA à travers son programme d'appui à la sécurité alimentaire dans la région de Kidal. L'aide budgétaire sous forme de prêts correspond au concours du FMI au Mali.

Graphique 17: Aide par type et condition (cumul 97/98 en %)

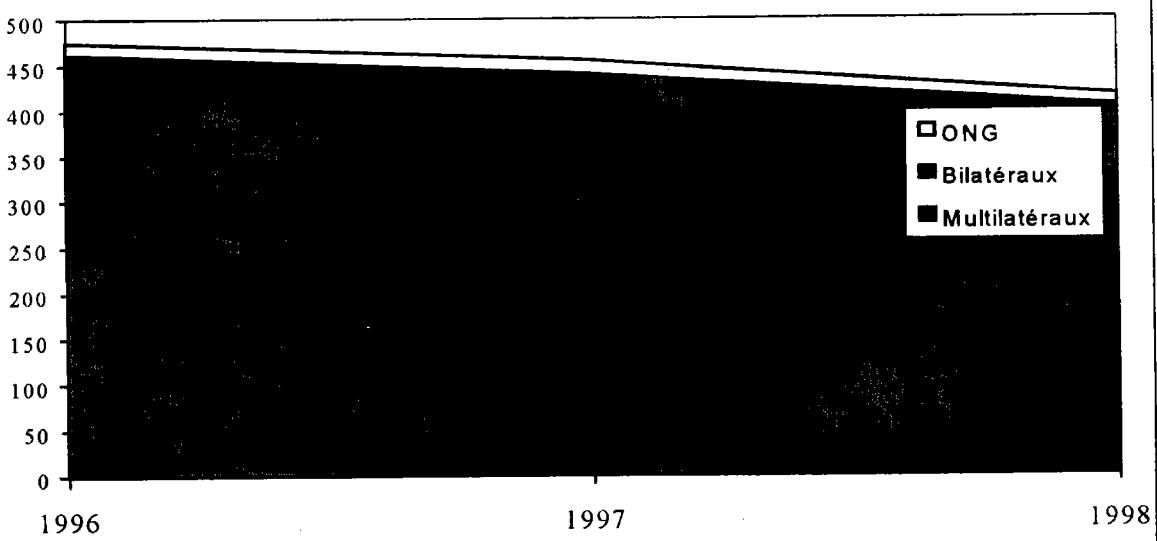
2.4 Tendance de l'aide par source et par donateur :

L'aide reçue par le Mali est traditionnellement classée selon trois sources : les sources multilatérales, bilatérales et les ONG.

Sa répartition selon l'importance des contributions permet de se rendre compte que presque trois-quarts de l'aide provient de sept donateurs seulement à savoir l'IDA (Banque mondiale), la France, le FED, le Système des Nations Unies, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon comme l'indique le graphique suivant.

Graphique 18: Répartition de l'aide par source (cumul 1997/98 en %)

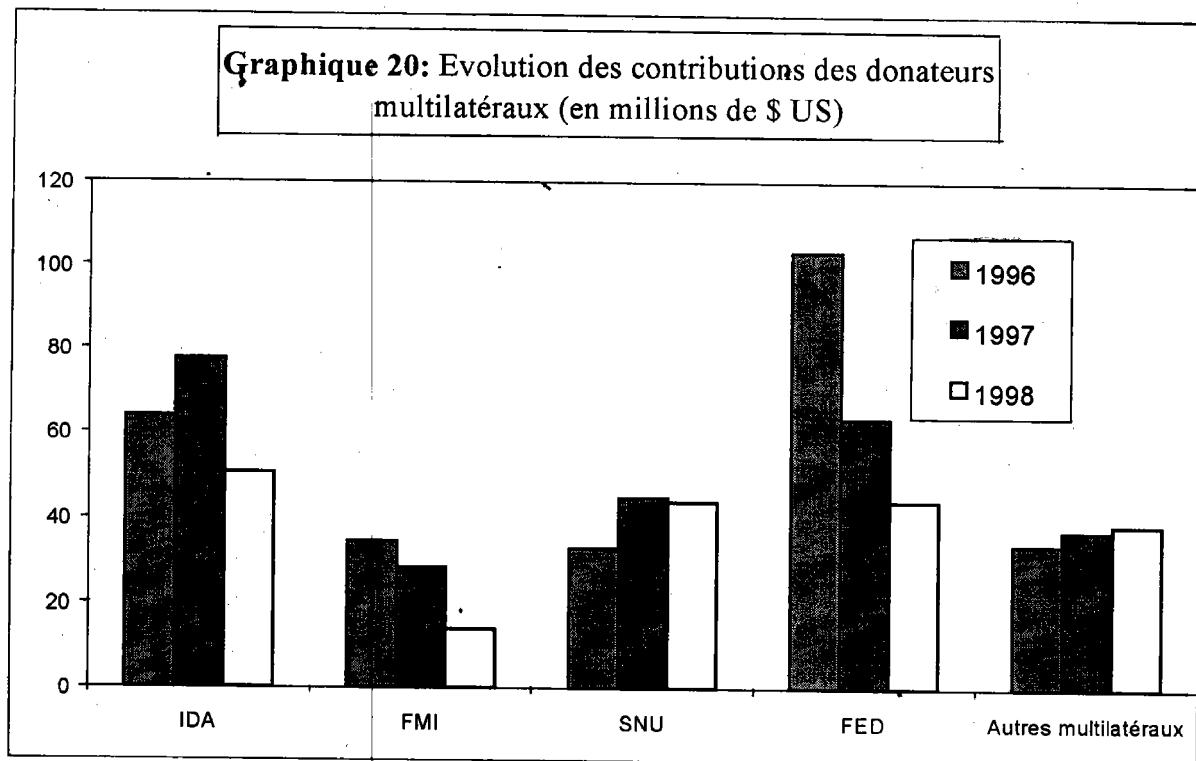
La source multilatérale est la plus importante en termes de volume, mais la tendance observée ces dernières années évolue en faveur de la source bilatérale. Les bailleurs de fonds multilatéraux ont déboursé 442,6 millions en 1997-1998 constituant 50,7% de l'aide reçue par le Mali. En 1997, l'aide multilatérale concourait à 55,2% de l'aide avec 251,7 millions et à 45,8% en 1998 avec 190,8 millions. La source multilatérale a donc diminué de 31,6% entre les deux années.

Graphique 19: Evolution de l'aide par source (en millions de \$ US)

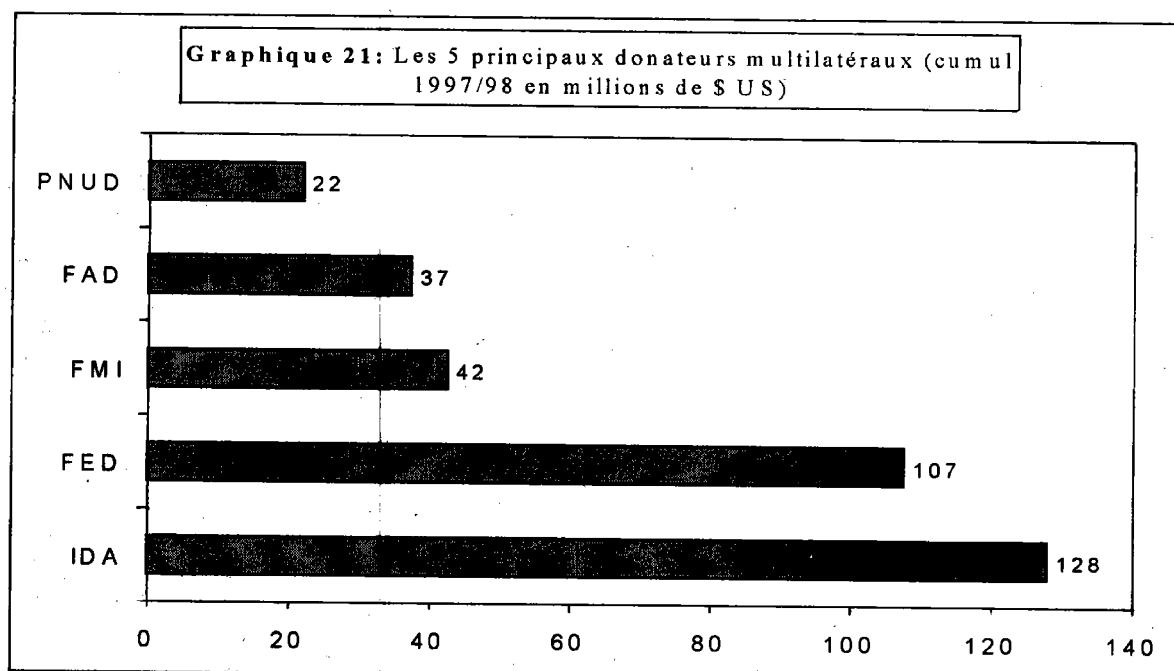
L'analyse de la source multilatérale révèle que les institutions de Bretton Woods qui fournissent à eux seuls 19,5% du total de l'APD et 38,4% de l'aide multilatérale sont en forte

décroissance de 1997 à 1998 (-39.3%). Le système des Nations-Unies pour sa part affiche une évolution stable. Les autres multilatéraux excepté le FED sont en légère augmentation notamment le Fonds Africain de Développement (30,2%) et la Banque Islamique de Développement (72%). Notons qu'ils ne représentent que 8,6% de l'aide totale en 1997/98.

L'Union Européenne à travers le Fonds Européen de Développement a déboursé 30% en moins en 1998 par rapport à 1997.



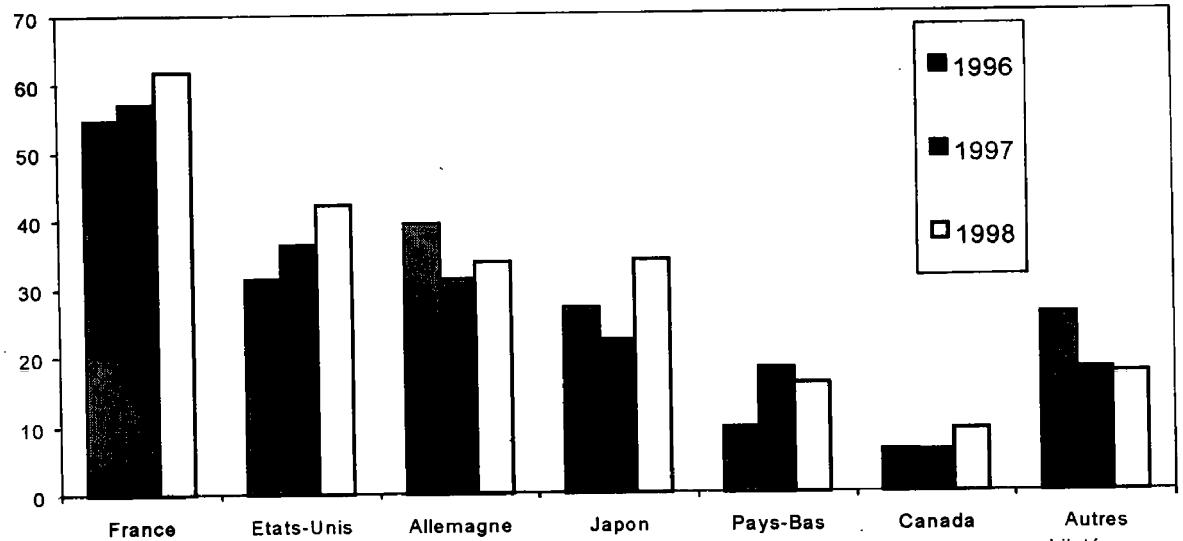
Le graphique suivant illustre la situation des cinq principaux donneurs multilatéraux.



Au cours de la période 1997-1998, l'aide bilatérale a fourni 401,1 millions de dollars pour le développement du Mali ce qui représente 43,1% de l'aide totale fournie. Son montant était

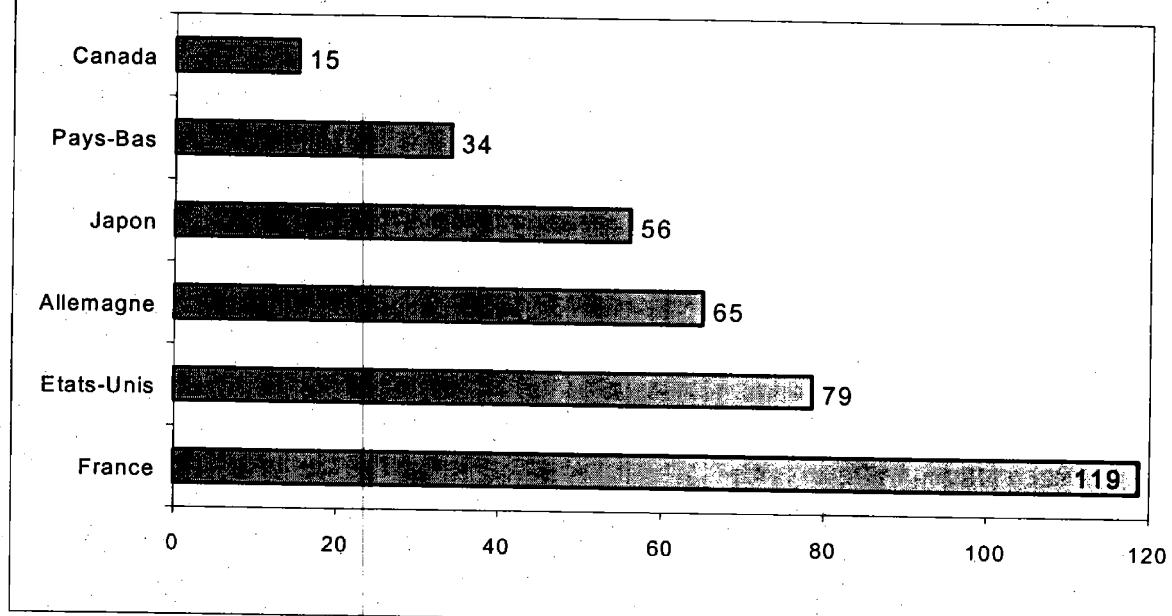
en baisse entre 1996 et 1997 en passant de 193,7 à 188,5 millions, puis en hausse entre 1997 et 1998 passant de 188,5 à 213,5 millions. Sur les périodes cumulées, le montant passe de 401,1 millions en 1995-1996 à 402 millions en 1997-1998. En dépit des variations en dents de scie, la part de l'aide bilatérale dans l'aide totale est en progression entre 1997 et 1998 où elle a progressé de 11,8%, ce qui n'est pas le cas de l'aide multilatérale.

Graphique 22: Evolution des contributions des principaux donateurs bilatéraux (en millions de \$ US)



Le graphique qui suit illustre la situation des cinq principaux donateurs bilatéraux.

Graphique 23: Les principaux donateurs bilatéraux (cumul 1997/98 en millions de \$US)



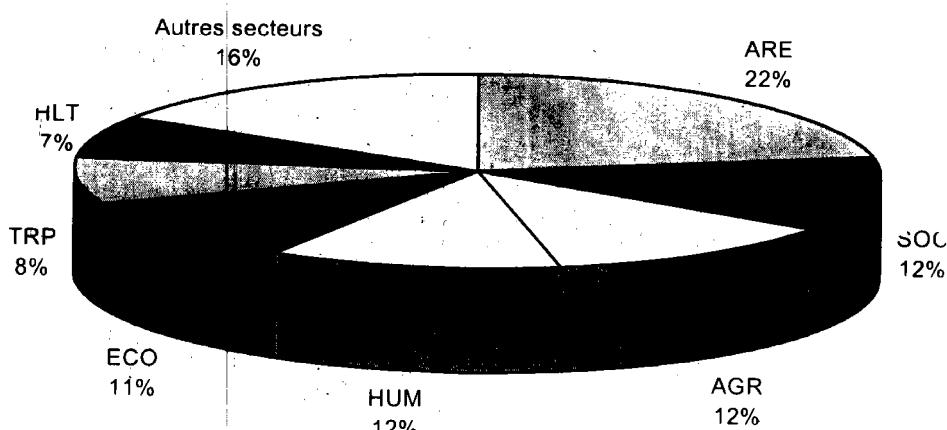
En 1997-1998, la contribution des ONG à l'APD stagne comme en 1995-1996 autour de 3%. Entre 1997 et 1998, leurs financements ont chuté de 26,9%.

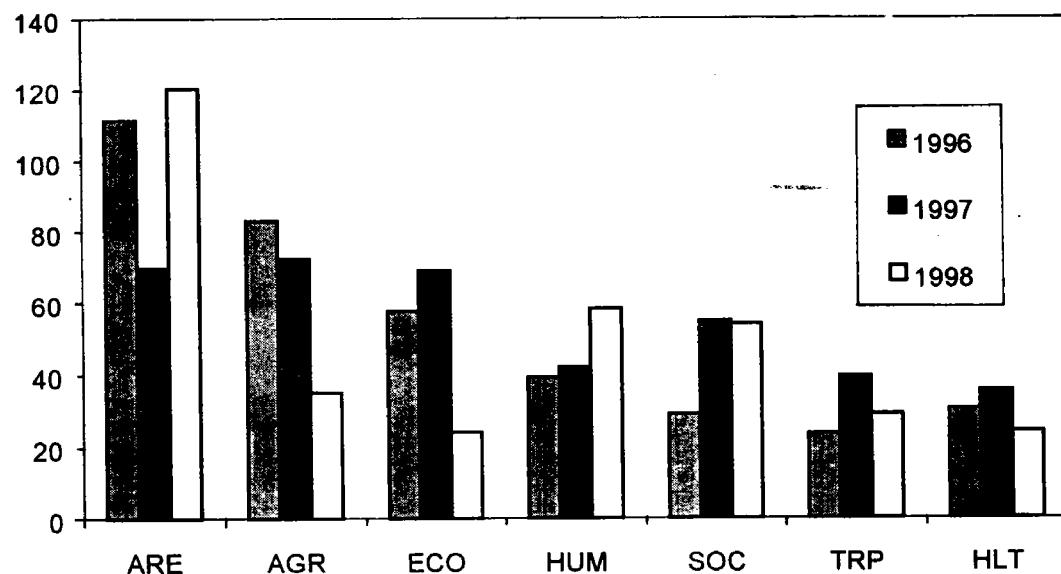
2.5 Tendance de l'aide par secteur :

En 1997, le secteur vers lequel la coopération pour le développement s'oriente est l'agriculture, foresterie et pêches qui représente 16% de l'aide totale. En 1998, il s'agit plutôt du développement régional à qui est consacré 29% de l'aide totale.

Le graphique ci-après permet de voir à quels secteurs les financements extérieurs ont été essentiellement affectés.

Graphique 24: Répartition de l'aide par secteur (cumul 1997/98 en %)



Graphique 25: Evolution de l'aide par secteur (en millions de \$US)

Parmi les importantes mutations, on peut retenir l'importante croissance du développement régional de 72,1% entre 1997 et 1998 et celle de l'administration du développement de 58,1%. Celles-ci peuvent s'expliquer par l'accélération du processus de décentralisation. Même si l'agriculture, foresterie et pêcherie et la gestion de l'économie sont des paramètres clés pour le développement du pays, ils enregistrent des taux de croissance négatifs de -52% et -66%.

Une analyse plus détaillée des principaux secteurs en 1997 et 1998 a été synthétisée ci-dessous sous forme de tableaux. Les principales composantes de cette analyse sont:

- La part du secteur dans l'aide totale (en pourcentage et en millions de \$ US);
- Les sous-secteurs les plus importants;
- Les types d'assistance les plus significatifs;
- Les principaux bailleurs de fonds du secteur.

2.5.1 Développement régional

Avec presque 30% du volume total de l'aide en 1998, ce secteur a déboursé de loin le plus pour cette année. Par rapport à 1997 les déboursements ont augmenté de 72%. Ce phénomène peut s'expliquer par l'accélération du processus de décentralisation en 1998. La grande partie des déboursements du secteur est allée dans le développement rural intégré. Ce sous-secteur a doublé de volume entre 1997 et 1998. Cette importante augmentation semble confirmer la tendance positive pour la décentralisation.

Développement régional	1997	Part en %	1998	Part en %	Variation 98/97
Total du secteur	69,897	15%	120,287	29%	72%
• Développement rural intégré	37,743	54%	74,648	62%	98%
• Développement villageois et communautaire	25,775	37%	35,989	30%	40%
• Autres	6,379	9%	9,65	8%	51%

	Montant en milliers de francs CFA	Part en %	Montant en milliers de francs CFA	Part en %
• projets d'investissement	51,178	73%	90,948	76%
• Autres	18,719	27%	29,339	24%
Total dans secteur	69,897	100%	120,287	100%
• FED	19,501		24,520	
• Pays-Bas	5,686		10,718	
• Allemagne	4,942		4,246	
• FAD	3,983		1,640	
• Etats-Unis	3,937		21,568	
• France	3,677		20,051	
• PNUD	3,178		4,602	

2.5.2 Développement social

Le flux des fonds alloués à ce secteur a été plus au moins stable entre 1997 et 98. Les principaux sous-secteurs concernent les activités relatives à l'eau potable et à l'assainissement et au développement urbain. (97% des déboursements du secteur)

	Montant en milliers de francs CFA	Part en %	Montant en milliers de francs CFA	Part en %
Total dans secteur	53,871	100%	53,871	100%
• Eau potable et assainissement	30,385	56%	23,502	44%
• Développement urbain	20,684	38%	28,600	53%
• Autres	3,652	7%	1,769	3%
Total dans secteur	48,554	73%	51,452	76%
• projets d'investissement	48,554	73%	51,452	76%
• Autres	6,167	27%	2,429	24%
Total dans secteur	10,974	16%	14,292	20%
• Allemagne	9,759		7,207	
• Japon	7,103		17,825	
• France	5,052		3,335	
• BOAD	4,682		2,033	

2.5.3 Agriculture, foresterie, pêcherie

Secteur traditionnellement dominant dans un pays à vocation agricole, on constate une baisse sensible par rapport à 1997. En effet, le volume de l'assistance à ce secteur a baissé de plus de la moitié entre 1997 et 1998. L'explication est l'orientation des bailleurs de fonds vers d'autres domaines d'intervention à savoir le développement régional et social.

	Montant en milliers de francs CFA	Part en %	Montant en milliers de francs CFA	Part en %
Total dans secteur	33,025	100%	14,906	100%
• Culture vivrières	29,150	-63%	10,758	62%
• Services d'appui	25,775	37%	35,989	30%
• Autres	6,379	9%	9,65	8%
Total dans secteur	49,441	73%	14,906	76%
• projets d'investissement	49,441	73%	14,906	76%

• Coopération technique lié à des projets d'investissement	4,092		0		
• Coopération technique autonome	14,642	27%	29 339	24%	
• Autres	4,234		20,119		
• IDA	18,145		8,350		
• Etats-Unis	12,965		1,028		
• France	8,197		0		
• Pays-Bas	6,493		2,306		
• FIDA	5,592		6,928		
• PAM	4,200		0,150		
• FED	2,638		1,651		

2.5.4 Mise en valeur des ressources humaines

Ce secteur se compose des domaines relatifs à l'enseignement primaire et aux activités de gestion et de planification sectorielle. Il a connu une hausse substantielle de 39% par rapport à 1997.

• Politiques et planification sectorielles	2,979	7%	30,522	52%	925%
• Enseignement primaire	28,035	67%	23,551	41%	-16%
• Autres	10,927	26%	4,073	7%	-63%
• Projets d'investissement	51,178	73%	90,948	76%	
• Coopération technique autonome	18,719	27%	29,339	24%	
• Autres					
• Etats-Unis	6,615		15,700		
• Japon	9,219		15,437		
• France	8,205		11,754		
• Banque Islamique de Développement	2,258		4,194		
• FED	2,467		2,543		
• UNICEF	1,315		2,057		
• IDA	1,591		1,416		
• FAD	2,539		0,225		

2.5.5 Gestion de l'économie

Le volume de l'aide allouée au secteur de la gestion de l'économie appuie les réformes de politiques macro-économiques. La grande majorité de ce volume est consommé par la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurels. Avec le retour des équilibres macro-économiques, les déboursements ont baissé de 65% entre 1997 et 1998.

Total du secteur	68,944	15%	24,087	6%	-65%
• Politiques et planification sectorielles	64,426	93%	24,087	100%	98%
• Autres	4,518	7%	0	0%	51%
Répartition par type d'aide					
• Aide budgétaire	44,722	65%	13,955	58%	
• Coopération technique autonome	24,202	35%	10,132	42%	
Principaux donneurs					
• IDA	19,953		0		
• FMI	28,462		13,911		
• France	4,779		0		
• FAD	0		8,066		
• Canada	0		1,393		

2.5.6 Santé

En 1998, les déboursements du secteur de la santé ont baissé de 32% par rapport à 1997. L'importante augmentation des dépenses pour la politique et la planification sectorielle en 1998 pourra cependant prédir une redynamisation pour les activités relatives aux soins de santé primaire.

Secteur	1997	Part en %	1998	Part en %	Variation 98/97
Total du secteur	35,497	8%	24,087	6%	-32%
• Politiques et planification sectorielles	7,869	22%	16,208	67%	106%
• Soins de santé primaire	7,682	22%	3,591	15%	-53%
• Autres	19,946	56%	4,288	18%	-79%
Répartition par type d'aide					
• Projets d'investissement	19,455		16,070		
• Coopération technique autonome	5,957		3,883		
• Coopération technique lié à des projets d'investissement	10,086		4,134		
Principaux donneurs					
• Etats-Unis	12,568		2,936		
• IDA	3,854		3,211		
• UNICEF	3,830		2,650		
• FED	3,442		3,108		
• FAD	2,905		1,295		

2.5.7 Transports

Le secteur des transports concerne surtout les entretiens des infrastructures routières, ferroviaires et aéronautiques.

Transports	1997	Part en %	1998	Part en %	Variation 98/97
Total du secteur	39,356	9%	29,038	7%	-26%
• Transports routiers	27,339	69%	20,347	70%	-26%

• Autres	12,017	31%	8,691	30%	-28%
Total aide publique au développement					
• Projets d'investissement	39,188		26,830		
• Autres	0,168		2,208		
Principaux bailleurs					
• FED	16,332		9,847		
• IDA	11,192		8,691		

2.6 Conclusion

Il convient de noter que le flux de l'aide publique au développement des années 1997 et 1998 se dirige principalement vers les priorités du Gouvernement. La réduction des déséquilibres macro-économiques a permis la réorientation de l'aide publique au développement vers les secteurs liés aux dimensions sociales et humaines du développement. Cependant, on constate toujours une relative faiblesse des déboursements dans les secteurs sociaux tels que la mise en valeur des ressources humaines et la santé. Le démarrage des deux programmes sectoriels PRODEC (Programme Décennal de l'Education) et PRODESS (Programme Décennal de Développement Socio-Sanitaire) permettra certainement un rééquilibrage au profit des secteurs sociaux.

Avec l'approbation de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté par le conseil des ministres en juillet 1998 et son approbation au cours d'une Table Ronde organisée en septembre 1998, le Gouvernement du Mali s'est doté d'un cadre de référence dans sa lutte contre la pauvreté. Ce cadre permettra:

- une meilleure utilisation des ressources de l'aide publique au développement;
- l'élargissement des opportunités au profit des pauvres.

Mais cela devra être accompagné d'une diversification de l'économie de manière à assurer une croissance économique plus durable, condition sine qua non de toute stratégie de lutte contre la pauvreté.

L'analyse quantitative telle que réalisée dans le Rapport sur la Coopération pour le Développement servira de document de base à l'analyse qualitative de l'utilisation des flux de l'aide au développement. La mise en place d'un mécanisme de coordination concerté tel qu'initié par l'exercice de la Réforme de l'Aide Mali - CAD/OCDE pourra jouer un rôle déterminant pour une gestion plus efficace de l'aide publique au développement. Il faut rappeler que justement l'établissement d'un cadre de référence des politiques et des stratégies de développement constitue un des principaux objectifs de la Réforme de l'Aide.





**RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR
SECTEUR ET SOUS-SECTEUR**



Tableau A.1

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTRÉIEURE PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEUR
 (En milliers de dollars E.-U.)

	SECTEUR / SOUS-SECTEUR	VARIATION			VARIATION			VARIATION		
		1995	1995-	1996	1996-	1997	1997-	1998	1998-	(partiels)
GESTION DE L'ÉCONOMIE										
POLITIQUES ET PLANIFICATION MACRO- ÉCONOMIQUES	39 975	27,5	-	50 982	26,4	-	64 426	-62,6	24 087	34
POLITIQUES ET PLANIFICATION FINANCIERES	3 516	17,6	-	4 136	-40,9	-	2 443	-	-	-
POLITIQUES ET PLANIFICATION MONÉTAIRES	2 686	-12,1	-	2 361	-12,1	-	2 075	-	-	-
POLITIQUES ET PLANIFICATION DE L'EMPLOI	2 818	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	48 995	17,3	-	57 479	19,9	-	68 944	-65,1	24 087	34
ADMINISTRATION DU DÉVELOPPEMENT										
ADMINISTRATION ET GESTION DU SECTEUR PUBLIC	11 698	40,1	-	16 389	-63,4	-	5 997	121,2	13 268	963
COORDINATION ET PLANIFICATION DE L'AIDE EXTERIEURE	1 399	39,0	-	1 944	-40,1	-	1 164	15,2	-	1 341
GESTION DE LA DETTE	855	-43,7	-	481	-	-	-	-	-	-
POLITIQUES ET PLANIFICATION TECHNOLOGIQUES	1 033	5,1	-	1 086	-39,0	-	663	-23,1	-	510
STATISTIQUES GÉNÉRALES	97	-23,7	-	74	-	-	2 380	-67,3	-	778
										175

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEUR
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	VARIATION			VARIATION			VARIATION		
	1995	1995-	1996	1996-	1997	1997-	1998	1998-	1999
	1996	1996	1997	1997	1998	1998	1999	(partiel)	
TOTAL	15 082	34,5	20 290	-48,5	10 457	54,8	16 185	2 154	
RESSOURCES NATURELLES									
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	527	31,1	691	14,3	790	-36,1	505	166	
PLANIFICATION DE L'UTILISATION DES SOLS	1 112	-55,4	496	-45,2	272	-41,2	160		
PLANIFICATION DES RESSOURCES EN EAU	1 603	143,4	3 902	62,8	6 353	-90,9	581	148	
PRÉSERVATION ET RESTAURATION DE L'ENVIRONNEMENT	3 620	6,9	3 869	-2,0	3 793	109,7	7 955	3 320	
EXPLORATION ET EXPLOITATION DES RESSOURCES MINÉRALES	32 771	-7,3	30 393	-94,9	1 542	-7,1	1 433	10	
FAUNE, FLORE ET PARCS NATIONAUX									
TOTAL	39 633	-0,7	39 351	-67,5	12 799	-16,8	10 649	3 644	
IMISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES									
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	9 150	-40,0	5 492	-45,8	2 979	924,6	30 522	17 303	
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	40 373	-24,5	30 466	-2,8	29 616	-20,1	23 662	171	

Tableau A.1

RESUME DES DEBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTERIEURE PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEUR
 (En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	1995	1996	VARIATION		1997	1996-1997	VARIATION		1998	1999
			1995-	1996-			1997	1998		
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	353	-98,3	6	-				-		
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	304	50,0	456	-47,6			239	-34,7	156	168
ENSEIGNEMENT ET FORMATION TECHNIQUES ET COMMERCIAUX	3 081	-54,0	1 416	-12,6			1 237	138,5	2 950	8
MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES										
EDUCATION EXTRA-SCOLAIRE	4 094	-67,4	1 333	612,8			9 501	-88,8	1 065	438
TOTAL	57 355	-31,7	39 169	11,2			43 572	33,9	58 355	18 088
AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES										
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	7 008	29,2	9 053	23,6			11 186	-61,0	4 368	176
RECHERCHE-DEVELOPPEMENT	16 118	-52,0	7 739	13,4			8 774	-38,4	5 403	1 144
SERVICES D'APPUI	18 787	10,2	20 712	-31,8			14 122	-38,3	8 720	2 590
CULTURES VIVRIERES	28 966	-7,4	26 836	8,6			29 150	-63,1	10 758	62
CULTURES INDUSTRIELLES	471	573,2	3 171	-99,0			33	48,5	49	
ELEVAGE	9 375	15,0	10 782	-61,6			4 141	-42,9	2 363	398
FORESTERIE	9 462	-49,5	4 783	5,2			5 030	-31,9	3 426	506
TOTAL	90 187	-7,9	83 076	-12,8			72 436	-51,6	35 087	4 876

Tableau A.1

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTERIEURE PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEUR
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	1995	1996	VARIATION		1997	1998	VARIATION		1999
			1995-	1996-			1997	1998	
DEVELOPPEMENT REGIONAL									
DEVELOPPEMENT RURAL	31 563	199,6	94 563	-59,5	38 260	97,3	75 490	14 351	
INTEGRE									
DEVELOPPEMENT VILLAGEOIS	21 986	-45,1	12 064	113,7	25 780	39,6	35 999	14 003	
ET COMMUNAIRE									
ETABLISSEMENTS	180	-85,0	27	744,4	228	-86,4	31		
DEVELOPPEMENT REGIONAL	173	-	-	-	26	-92,3	2		
MULTINATIONAL									
DEVELOPPEMENT REGIONAL									
MISE EN VALEUR DES									
BASSINS ELOUVIAUX									
PLANIFICATION ET									
DEVELOPPEMENT DES									
REGIONS									
TOTAL	55 025	102,6	111 471	-36,8	70 419	72,0	121 139	32 883	
INDUSTRIE									
SERVICES ET EQUIPEMENTS									
D'APPUI									
INDUSTRIES ARTISANALES									
ET PETITE INDUSTRIE									
MOYENNE INDUSTRIE	5 005	151,4	12 582	-20,2	10 037	-			
GRANDE INDUSTRIE	23	-	-	-	-	-			
TOTAL	14 030	26,5	17 745	1,5	18 007	-67,6	5 827	705	
ENERGIE									

Tableau A.1

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTERIEURE PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEUR
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	1995	1996	VARIATION			1997	1998	1999
			1995-	1996-	1997-			
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	4 300	-7,0	4 000	136,4	9 456	5,2	9 946	
SOURCES D'ENERGIE NOUVELLES ET RENOUVELABLES	3 630	-55,5	1 617	-22,4	1 254	-61,3		6
PRODUCTION ET TRANSMISSION D'HYDRO- ELECTRICITE	956	343,7	4 242	61,2	6 839	118,0	14 906	1 276
PRODUCTION ET TRANSMISSION D'ELECTRICITE GEOTHERMIQUE ENERGIE	1 887	-74,6	480	-	6 967			
SOURCES, PRODUCTION ET TRANSMISSION D'ENERGIE CLASSIQUE	427	-	-	-	-	-		
CONSERVATION DE L'ENERGIE	-	-	1 440	-43,8	810	1,5	822	509
TOTAL	11 200	5,2	11 779	115,0	25 326	3,3	26 159	1 791
COMMERCE INTERNATIONAL								
DE BIENS ET SERVICES								
COMMERCE INTERNATIONAL DE PRODUITS PRIMAIRE	-	500	50,8	754	37,8	1 039	1 100	
TOTAL	-	500	50,8	754	37,8	1 039	1 100	

Tableau A.1

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTRÉIEURE PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEUR
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	1995	VARIATION		1996-	VARIATION		1997-	VARIATION		1999
		1995-	1996		1997	1998		1997	1998	(partiels)
COMMERCE INTERIEUR DE BIENS ET SERVICES	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMMERCIALISATION INTERNE	-	-	87	356,3	397	15,9	460	-	-	-
COMMERCE INTERIEUR	-	-	-	-	-	-	80	-	-	-
TOTAL TRANSPORTS	-	87	356,3	397	36,0	540	-	-	-	-
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	1 781	250,1	6 236	79,5	11 192	-22,3	8 691	12 700	-	-
TRANSPORTS ROUTIERS	13 471	-39,8	8 105	237,3	27 339	-25,6	20 347	-	-	-
TRANSPORTS FERROVIAIRES	415	-79,3	86	395,3	426	-	-	-	-	-
TRANSPORTS FLUVIAUX ET MARITIMES	2 540	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TRANSPORTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TRANSPORTS AERIENS	-	9 104	-95,6	399	-	-	-	-	-	-
TOTAL COMMUNICATIONS	18 207	29,2	23 531	67,3	39 356	-26,2	29 038	12 700	-	-
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	276	31,9	364	-11,8	321	-47,4	169	39	-	-

Tableau A.1

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTERIEURE PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEUR
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	1995	VARIATION	1995-	1996	VARIATION	1996-	1997	VARIATION	1997-	1998	VARIATION	1998-	1999	(parcellaires)
TELECOMMUNICATIONS	5 129	-62,1	1 944	-84,2	308	-96,8	10							
TELEVISION, RADIO ET PRESSE ECRITE	435	-7,4	403	122,1	895	43,4	1 283	1 311						
COMMUNICATION D'APPUI AU DEVELOPPEMENT	1 301	-24,4	983	16,7	1 147	123,9	2 568	1 064						
TOTAL	7 141	-48,3	3 694	-27,7	2 671	50,9	4 030	2 414						
DEVELOPPEMENT SOCIAL														
LEGISLATION ET ADMINISTRATION SOCIALES	3 239	-17,6	2 670	-8,5	2 444	-58,3	1 019	276						
DEVELOPPEMENT URBAIN	33 973	-56,1	14 917	38,7	20 684	38,3	28 500	246						
EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT	12 541	-21,2	9 883	207,4	30 385	-22,7	23 502	1 611						
CULTURE	3 019	-53,4	1 407	-39,1	857	-66,4	288	221						
PREVENTION DU CRIME ET DE L'ABUS DES DROGUES	1 598	-87,2	204	103,9	416	26,0	524	573						
TOTAL	54 370	-46,5	29 081	88,4	54 786	-1,6	53 933	2 927						
SANTE														
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	14 993	-13,4	12 987	-30,4	9 039	95,0	17 626	4 026						
SOINS DE SANTE PRIMAIRE	5 818	10,6	6 436	19,4	7 682	-53,3	3 591	3 978						
VACCINATION/AUTRES CAMPAGNES DE LUTTE CONTRE LES MALADIES	4 528	-37,3	2 837	149,2	7 069	-78,3	1 532	1 333						
PLANIFICATION DE LA FAMILLE	11 518	-57,9	4 848	65,9	8 042	-91,6	679	883						

Tableau A.1

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTRÉIEURE PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEUR
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	1995	VARIATION	1996	VARIATION	1997	VARIATION	1998	1999
	1995-	1995-	1996-	1996-	1997	1997-	1998	(partiels)
HOPITAUX ET DISPENSAIRES	5 016	-35,2	3 248	58,2	5 138	-54,1	2 357	614
TOTAL	41 873	-27,5	30 356	21,8	36 970	-30,3	25 785	10 834
PLANIFICATION PREAMABLE								
EN PREVISION DE								
CATASTROPHES								
ORGANISATION DES SECOURS ET PLANIFICATION	75	-4,0	72	200,0	216	-84,7	33	67
PREAMABLE								
MEURES MATERIELLES	1 000	0,0	1 000	0,0	1 000	-	-	-
TOTAL	1 075	-0,3	1 072	13,4	1 216	-97,3	33	67
AIDE ET SECOURS								
HUMANITAIRES								
REFUGIES ET REPATRIES	1 201	435,0	6 425	-89,1	700	-	7 739	6 832
SECOURS D'URGENCE	176	182,4	497	-12,9	433	-47,8	226	21
TOTAL	1 377	402,7	6 922	-83,6	1 133	603,0	7 965	6 853
AIDE ET SECOURS								
HUMANITAIRES								
TOTAL GENERAL	455 550	4,4	475 603	-3,4	459 243	-8,6	419 851	101 070

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTERIEURE PAR TYPE



Tableau A.2

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	1995	VARIATION		1997	VARIATION		1998	VARIATION	
		1995-	1996		1996-	1997		1997-	1998
COOPÉRATION TECHNIQUE AUTONOME	88 566	-31,5	60 701	10,8	67 260	-23,2	51 655	7 915	4
COOPÉRATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	28 950	-23,4	22 172	83,5	40 682	20,2	48 903	29 774	1
PROJETS D'INVESTISSEMENT	289 143	14,3	330 391	-10,1	297 020	0,9	299 727	62 774	1
AIDE PROGRAMME/BUDGET, OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	41 698	15,1	48 011	-4,8	45 -36	-63,-	14 292	34	1
AIDE ALIMENTAIRE	4 479	-11,9	3 944	69,4	6 581	-60,2	2 661	21	1
ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	2 755	276,9	10 383	-81,8	1 893	38,0	2 613	546	1
TOTAL GENERAL	455 591	4,4	475 602	-3,4	459 244	-8,6	419 851	101 068	1



Tableau A.3

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	VARIATION		VARIATION		VARIATION		VARIATION		1999 (partiels)
	1995	1995-	1996	1996-	1997	1997-	1998	1998-	
			1996	1996-	1997	1997-	1998	1998-	
FODI	-	-	-	-	2 368	-27,2	1 725	-	
2. BILATERAL	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRICHE	245	11,8	274	18,6	325	-	-	-	
BELGIQUE	1 365	129,3	3 130	-52,5	1 487	17,4	1 746	1 663	
CANADA	21 379	-71,6	6 080	-1,5	5 988	51,6	9 078	2 276	
CHINE	20 037	-33,7	13 285	-91,1	1 181	8,6	1 282	-	
DANEMARK	5 210	-68,5	1 642	132,3	3 814	-	-	-	
FRANCE	46 248	18,2	54 663	4,4	57 044	8,1	61 686	-	
ALLEMAGNE	34 093	15,4	39 350	-20,4	31 303	7,8	33 757	-	
JAPON	21 691	24,5	27 004	-17,8	22 186	52,9	33 916	-	
KOUEIT	-	-	-	-	1 623	62,7	2 645	-	
LUXEMBOURG	211	-7,6	195	128,2	445	-32,4	301	-	
PAYS-BAS	6 065	56,3	9 482	90,1	18 028	-11,5	15 951	4 790	
NORVEGE	3 158	15,4	3 643	-38,6	2 235	-30,1	1 563	537	
ARABIE SAOUDITE	-	-	-	-	476	460,1	2 666	-	
SUÈDE	51	-60,8	20	370,0	94	-72,3	26	-	
SUISSE	4 199	-22,3	3 263	74,3	5 688	16,2	6 610	5 093	
ROYAUME-UNI	-	-	329	-39,5	199	-5,5	188	125	
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	43 452	-27,9	31 345	26,5	33 659	12,1	41 413	36 972	
TOTAL	207	404	-6,6	193 705	-1,0	191 780	12,6	215 862	49 456
3. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	
ASSN. DE COOPERATION ET DE RECHERCHE SUR LE DEVELOPPEMENT	567	-50,8	279	157,7	719	-45,6	391	-	
AMERICA'S DEVELOPMENT FOUNDATION	-	-	-	-	-	-	-	29	
AFRICAN DEVELOPMENT FOUNDATION	617	-99,8	1	-	172	190,7	500	-	
ADVENTIST DEVELOPMENT AND RELIEF AGENCY (ADRA AUSTRALIA)	15	-	-	-	-	-	-	-	
AFRICARE	876	-9,2	795	-82,3	141	-	-	-	

Tableau A.3

RÉSUMÉ DES DÉBOURSSEMENTS DE L'AIDE EXTRÉIEURE PAR DONATEUR
(En milliers de dollars E.-U.)

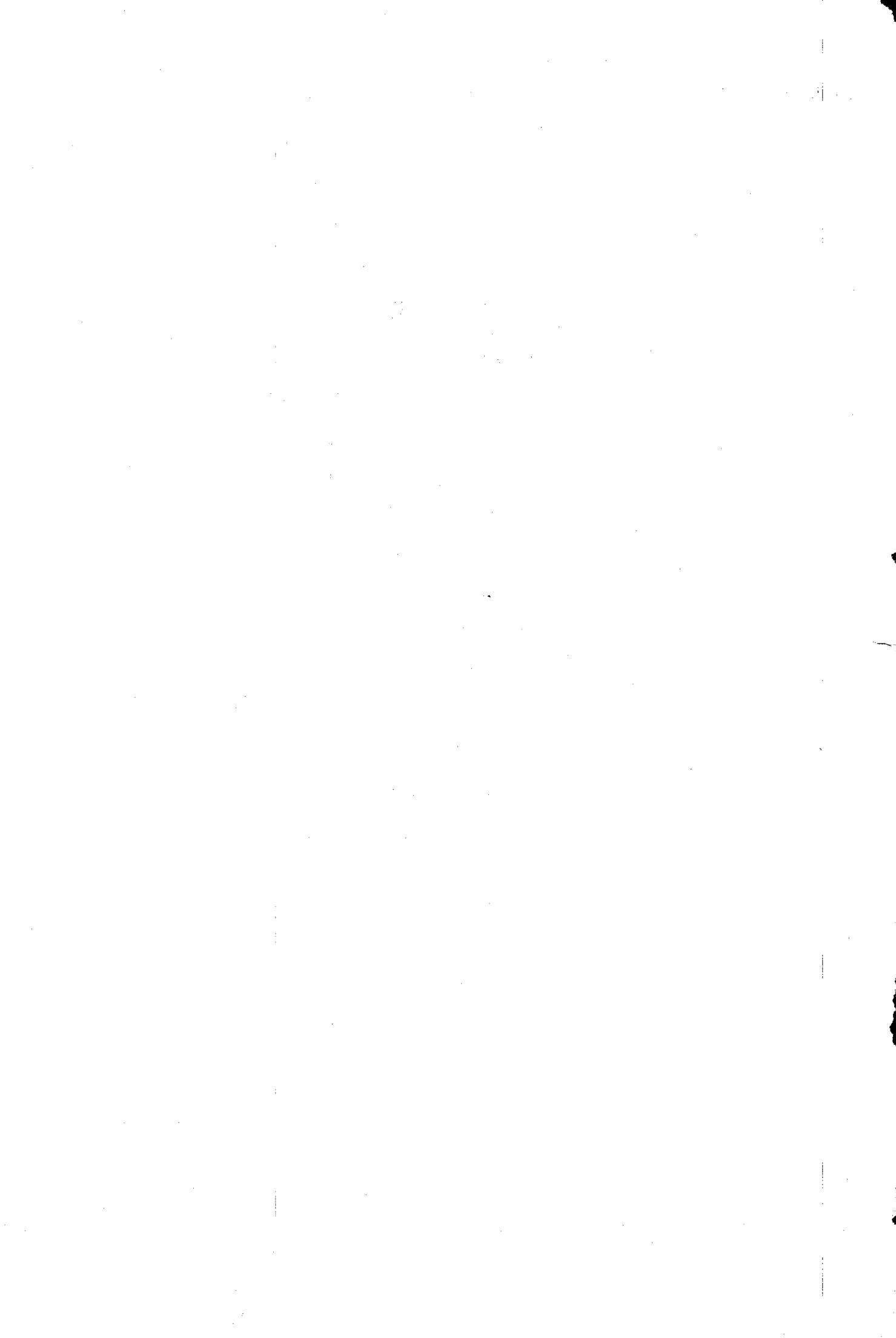
DONATEUR	1995	1995-	1996	1996-	VARIATION		1997	1997-	1998	1998-	1999	(partiels)
					1995	1996	1996	1997	1998	1998	1999	
ASSOCIATION FRANCAISE DES VOLONTAIRES DU PROGRES	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIDE A L'ENFANCE - CANADA	127	44,9	184	-10,3	165	-33,3	110	49	-	-	-	-
CARE	544	-46,0	294	-20,7	233	34,3	313	-	-	-	-	-
CANADIAN CENTRE FOR INTERNATIONAL STUDIES AND COOPERATION	850	-42,1	492	-1,8	483	-21,1	381	198	-	-	-	-
BISCHOFFELTICHE AKTION	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ADVENIAT	195	10,8	216	-48,1	112	-16,1	94	76	-	-	-	-
ORGANISATION CANADIENNE POUR L'EDUCATION AU SERVICE DU DEV.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMIC RELIEF	72	61,4	1 246	49,6	65	-24,6	49	24	-	-	-	-
DEUTSCHER ENTWICKLUNGSDEUST. GERMAN VOLUNTEER SERVICES	-	-	1 240	-	1 864	-1,4	1 838	671	-	-	-	-
FONDATION COMM. MORATIVE STROMES	1 260	-1,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FOSTER PARENTS PLAN (PLAN)	3 619	35,5	4 903	-18,9	3 974	-	-	-	-	-	-	-
HENRICH BOELL STIFTUNG (HBS)	-	-	-	-	63	-9,5	57	109	-	-	-	-
AGENCE ISLAMIQUE POUR LE SECOURS EN AFRIQUE	104	-44,2	58	220,7	186	-3,2	180	-	-	-	-	-
INTERCHURCH COORDINATION COMMITTEE FOR DEVELOPMENT PROJECTS	-	-	-	-	234	-43,2	133	125	-	-	-	-
LES ILES DE PAIX ISLAMIC RELIEF	-	-	-	-	-	-	78	379	379	228	-	-
MEDECINS SANS FRONTIERES MEDECINS SANS FRONTIERE-LUXEMBOURG	174	-	761	96,1	1 492	-13,5	-	1 291	1 291	193	-	-
NORWEGIAN CHURCH AID OXFAM - UNITED KINGDOM SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE	257	196,1	-	-	1 202	-11,4	1 065	-	-	1 065	-	-
619	16,2	719	-	-	-	36	-80,6	7	7	-	-	-

TABLEAU A.3
RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	1995	VARIATION		VARIATION		VARIATION		1999 (partiels)
		1995-	1996-	1996-	1997	1997	1997-	
SAVE THE CHILDREN FEDERATION (USA)	-	-	-	-	809	-3,5	781	1 272
SIGHT SAVERS INTERNATIONAL	-	-	-	-	96	9,4	105	117
ORGANISATION NEERLANDAISE DE DÉVELOPPEMENT (SNV)	1 012	-62,9	375	1,3	380	30,0	494	
SPANA	-	-	-	-	271	129,6	62	
SOS - SAHEL INTERNATIONAL - FRANCE	-	-	-	-	54	-14,8	46	
SAVE THE CHILDREN FOUND - UK	646	-45,8	350	12,9	395	-1,3	390	49
UNITED NATIONS ASSOCIATION INTERNATIONAL SERVICE	-	-	-	-	157	3,8	163	
WORLD VISION INTERNATIONAL	2 291	-34,4	1 504	-32,3	1 018	63,3	2 707	3 783
TOTAL	14 881	-9,8	13 417	19,5	16 029	-20,1	12 809	7 105
TOTAL GENERAL	455 592	4,4	475 604	-3,4	459 247	-8,6	419 851	101 068







**RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR/SOUS SECTEUR ET
PAR TYPE, 1997**



TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
 ET PAR TYPE, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
GESTION DE L'ECONOMIE		
POLITIQUES ET PLANIFICATION MACRO-ECONOMIQUES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	21 227
	AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	43 199
	TOTAL	64 426
POLITIQUES ET PLANIFICATION FINANCIERES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	900
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	20
	AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	1 523
	TOTAL	2 443
POLITIQUES ET PLANIFICATION MONETAIRRES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	2 075
	TOTAL	2 075
ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT		
ADMINISTRATION ET GESTION DU SECTEUR PUBLIC	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	3 880
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	43
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 073
	TOTAL	5 996
COORDINATION ET PLANIFICATION DE L'AIDE EXTERIEURE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	668
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	495
	TOTAL	1 163
ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT		
POLITIQUES ET PLANIFICATION TECHNOLOGIQUES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	206
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	457
	TOTAL	663
STATISTIQUES GENERALES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	2 380
	TOTAL	2 380
AFFAIRES ETRANGERES ET DROIT INTERNATIONAL	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	253
	TOTAL	253

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
ET PAR TYPE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
RESSOURCES NATURELLES		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	674
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	29
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	88
	TOTAL	791
PLANIFICATION DE L'UTILISATION DES SOLS	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	53
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	219
	TOTAL	272
PLANIFICATION DES RESSOURCES EN EAU	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	42
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 311
	TOTAL	6 353
RESSOURCES NATURELLES		
PRESERVATION ET RESTAURATION DE L'ENVIRONNEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	816
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	49
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 929
	TOTAL	3 794
EXPLORATION ET EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	84
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 458
	TOTAL	1 542
FAUNE, FLORE ET PARCS NATIONAUX	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	49
	TOTAL	49
MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	291
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	590
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 098
	TOTAL	2 979
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	7 628
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 651
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	19 337
	TOTAL	29 616

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
ET PAR TYPE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
MISE EN VALEUR DES RESSOURCES		
HUMAINES		
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	222
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	17
	TOTAL	239
ENSEIGNEMENT ET FORMATION TECHNIQUES ET COMMERCIAUX	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	170
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 067
	TOTAL	1 237
EDUCATION EXTRA-SCOLAIRE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	7 335
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	510
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 657
	TOTAL	9 502
AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 938
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	9 247
	TOTAL	11 185
RECHERCHE-DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	275
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 976
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 523
AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES		
SERVICES D'APPUI	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	170
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	349
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	7 913
	AIDE ALIMENTAIRE	5 691
	TOTAL	14 123
CULTURES VIVRIERES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	117
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	7 370
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	21 663

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
ET PAR TYPE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	TOTAL	29 150
CULTURES INDUSTRIELLES	PROJETS D'INVESTISSEMENT	33
	TOTAL	33
ELEVAGE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	78
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	872
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 191
	TOTAL	4 141
FORESTERIE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	84
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 075
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 871
	TOTAL	5 030
DEVELOPPEMENT REGIONAL		
DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRÉ	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 541
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 861
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	28 701
	AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	986
	AIDE ALIMENTAIRE	830
	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	1 340
	TOTAL	38 259
DEVELOPPEMENT VILLAGEOIS ET COMMUNAUTAIRE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	907
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 422
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	12 450
	TOTAL	15 779
ETABLISSEMENTS	PROJETS D'INVESTISSEMENT	228
	TOTAL	228
DEVELOPPEMENT REGIONAL MULTINATIONAUX	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	5
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	21
	TOTAL	26
MISE EN VALEUR DES BASSINS FLUVIAUX	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	358
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	192

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
ET PAR TYPE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
DEVELOPPEMENT REGIONAL		
MISE EN VALEUR DES BASSINS FLUVIAUX	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 399
	TOTAL	4 949
PLANIFICATION ET DEVELOPPEMENT DES REGIONS	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	18
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	103
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 054
	TOTAL	1 175
INDUSTRIE		
SERVICES ET EQUIPEMENTS D'APPUI	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	156
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	5 051
	TOTAL	5 207
INDUSTRIES ARTISANALES ET PETITE INDUSTRIE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	81
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	6
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 675
	TOTAL	2 762
MOYENNE INDUSTRIE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	10 037
ENERGIE		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	989
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	8 466
	TOTAL	9 455
SOURCES D'ENERGIE NOUVELLES ET RENOUVELABLES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	377
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	31
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	846
	TOTAL	1 254
PRODUCTION ET TRANSMISSION D'HYDRO-ELECTRICITE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 839
	TOTAL	6 839
PRODUCTION ET TRANSMISSION D'ELECTRICITE GEOTHERMIQUE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 967
	TOTAL	6 967

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
ET PAR TYPE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
CONSERVATION DE L'ENERGIE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	810
	TOTAL	810
COMMERCE INTERNATIONAL DE BIENS ET SERVICES		
COMMERCE INTERNATIONAL DE PRODUITS PRIMAIRE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	754
	TOTAL	754
COMMERCE INTERIEUR DE BIENS ET SERVICES		
COMMERCIALISATION INTERNE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	397
	TOTAL	397
TRANSPORTS		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	PROJETS D'INVESTISSEMENT	11 192
	TOTAL	11 192
TRANSPORTS ROUTIERS	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	168
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	27 171
	TOTAL	27 339
TRANSPORTS FERROVIAIRES	PROJETS D'INVESTISSEMENT	426
	TOTAL	426
TRANSPORTS AERIENS	PROJETS D'INVESTISSEMENT	399
	TOTAL	399
COMMUNICATIONS		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	188
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	133
	TOTAL	321
TELECOMMUNICATIONS	PROJETS D'INVESTISSEMENT	308
	TOTAL	308
COMMUNICATIONS		
TELEVISION, RADIO ET PRESSE ECRITE	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	52
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	843
	TOTAL	895

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
ET PAR TYPE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
COMMUNICATION D'APPUI AU DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	234
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	186
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	727
	TOTAL	1 147
DEVELOPPEMENT SOCIAL		
LEGISLATION ET ADMINISTRATION SOCIALES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 666
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	352
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	426
	TOTAL	2 444
DEVELOPPEMENT URBAIN	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	2 955
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	19
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	17 710
	TOTAL	20 684
EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	748
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	29 637
	TOTAL	30 385
DEVELOPPEMENT SOCIAL		
CULTURE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	65
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	11
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	781
	TOTAL	857
PREVENTION DU CRIME ET DE L'ABUS DES DROGUES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	320
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	96
	TOTAL	416
SANTE		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 451
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 645
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 942
	TOTAL	9 038

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
ET PAR TYPE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
SOINS DE SANTE PRIMAIRE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	941
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 196
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 545
	TOTAL	7 682
VACCINATION/AUTRES CAMPAGNES DE LUTTE CONTRE LES MALADIES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	2 650
SANTE	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	222
VACCINATION/AUTRES CAMPAGNES DE LUTTE CONTRE LES MALADIES	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 196
	TOTAL	7 068
PLANIFICATION DE LA FAMILLE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	111
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	5 883
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 048
	TOTAL	8 042
HOPITAUX ET DISPENSAIRES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 106
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	266
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 766
	TOTAL	5 138
PLANIFICATION PREALABLE EN PREVISION DE CATASTROPHES		
ORGANISATION DES SECOURS ET PLANIFICATION PREALABLE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	193
	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	23
	TOTAL	216
MESURES MATERIELLES	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 000
	TOTAL	1 000
AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES		
REFUGIES ET REPATRIES	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	146
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	50
	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	504
	TOTAL	700
SECOURS D'URGENCE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	248

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
 ET PAR TYPE, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	AIDE ALIMENTAIRE	160
	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	25
	TOTAL	433
	TOTAL GENERAL	459 237

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE ET CONDITIONS, 1997

TABLEAU B.2

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE ET CONDITIONS, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	CONDITIONS	DÉBOURSEMENTS
COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	DON	44 799
	PRET	22 461
	TOTAL	67 260
COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	DON	39 692
	PRET	989
	TOTAL	40 681
PROJETS D'INVESTISSEMENT	DON	181 281
	PRET	115 740
	TOTAL	297 021
AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUY A LA BALANCE DES PAIEMENTS	DON	17 246
	PRET	28 462
	TOTAL	45 708
AIDE ALIMENTAIRE	DON	5 190
	PRET	1 491
	TOTAL	6 681
ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	DON	1 893
	TOTAL	1 893
	TOTAL GENERAL	459 244



**RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE ET PAR INSTITUTION
BÉNÉFICIAIRE, 1997**

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	MINISTERE DES FINANCES ET DU COMMERCE	675
	DIRECTION NATIONALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES	141
	D.N. DE LA STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE	402
	DIRECTION NATIONALE DES IMPOTS	451
	DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION	78
	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MALI	173
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES....	3 208
	DIRECTION NATIONALE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	96
	DIRECTION NATIONALE DE LA COOPERATION	200
	DIRECTION NATIONALE INTERIEUR ET COLLECTIVITES TERRITORIALES	87
	CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	1 608
	GOUVERNORATS DES REGIONS	545
	MINISTERE DE LA SANTE, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGE	2 440
	D.N. DE LA SANTE PUBLIQUE	1 346
	D.N. DES AFFAIRES SOCIALES	29
	DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE ET CENTRES DE SANTE	262
	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE EN SANTE PUBLIQUE	4
	HOPITAUX NATIONAUX	138
	CENTRE NATIONAL D'IMMUNISATION	125
	COMMISSARIAT AU NORD	1 098
	SECRETARIAT GENERAL DE LA PRESIDENCE	166
	DIRECTION NATIONALE DE L'HYDRAULIQUE ET L'ENERGIE	520
	OFFICE POUR L'EXPL. DES RESS. HYDR. DU HAUT-NIGER	641
	D. N. DES TRAVAUX PUBLICS	110
	MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	234
COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT	1 247
	DIRECTION NATIONALE DE L'ELEVAGE	31
	COMPAGNIE MALIENNE DE DEVELOPPEMENT DU TEXTILE (CMDT)	155
	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE	46
	BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (BNDA)	466
	BUREAU PROJET EDUCATION	2 995
	MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	4 588
	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	185
	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	22
	OPERATION HAUTE VALLEE	56
	C.A.C	56
	PRIMATURE	1
	MISSION DECENTRALISATION	1 303

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
	COMITE REGIONAUX DE	28
	DEVELOPPEMENT (CRD)	
	CELLULE D'APPUI AU	81
	DEVELOPPEMENT A LA BASE	
	Commission Electorale	2 911
	Nationale Indépendante	
	COMITE LOCAL DE DEVELOPPEMENT	28
	Commissariat à la promotion	181
	des femmes	
	DIRECTION GENERALE DE LA	308
	POLICE NATIONALE	
	Direction Régionale de	277
	l'Enseignement Fondamentale	
	D.N. APPUI AU MONDE RURAL	755
	Direction nationale de	641
	l'action sociale	
	D. N DE L'ADMINISTRATION	398
	TERRITORIALE	
	D.N.COOPERATION	200
	INTERNATIONALE (DCI)	
	DIRECTION NATIONALE DE LA	84
	GEOLOGIE ET DES MINES	
	D. N HYDRAULIQUE ET DE	54
	L'ENERGIE	
COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	Direction nationale de la	400
	statistique et de	
	l'informatique	
	DIRECTION NATIONALE DES	58
	TRAVAUX PUB ET DES	
	TRANSPORTS	
	D. R SANTE ET ACTION SOCIALE	350
	DIRECTION REGIONALE DE LA	191
	SANTE (KOULIKORO)	
	DIRECTION REGIONALE DE LA	300
	SANTE (TOMBOUCTOU)	
	ECOLE NATIONALE D	224
	'ADMINISTRATION (ENA)	
	MINISTERE DES FINANCES	19 953
	UNION NATIONALE DES	224
	TRAVAILLEURS MALIENS (UNTM	
)	
	NON PRÉCISÉ	13 683
	TOTAL	67 257
	↑	
COOPERATION TECHNIQUE LIEE A	MINISTERE DES FINANCES ET DU	26
DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	COMMERCE	
	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION	3 744
	TERRITORIALE ET DE LA	
	SECURITE	
	DIRECTION NATIONALE DE	19
	L'ADMINISTRATION	
	TERRITORIALE	
	DIRECTION NATIONALE DE LA	61
	COOPERATION	
	DIRECTION NATIONALE INTERIEUR	106
	ET COLLECTIVITES	
	TERRITORIALES	
	DIRECTION NATIONALE DE LA	96
	PROTECTION CIVILE	
	CELLULE D'APPUI AU	11 322
	DEVELOPPEMENT A LA BASE	
	GOUVERNORAT DE BAMAKO	52
	GOUVERNORATS DES REGIONS	138
	MINISTERE DE LA SANTE, DE LA	2 643
	SOLIDARITE ET DES PERSONNES	
	AGE	

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	D.N. DE LA SANTE PUBLIQUE	4 413
	D.N. DES AFFAIRES SOCIALES	113
	DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE ET CENTRES DE SANTE	400
	HOPITAUX NATIONAUX	4
	COMMISSARIAT AU NORD	80
	DIRECTION NATIONALE DES INDUSTRIES	881
	DIRECTION NATIONALE DE L'HYDRAULIQUE ET L'ENERGIE	605
	ENERGIE DU MALI	989
	MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	113
	CENTRE EMETTEUR DE RADIO-MALI	188
	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT	3 284
	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	841
	DIRECTION NATIONALE DE L'ELEVAGE	742
	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	1 714
	OPERATION HAUTE VALLEE	44
	BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (BNDA)	26
	D.N. DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	387
	INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL	10
	D.N. ENSEIGN. SEC. GENER., TECHN. ET PROFESSIONNEL	83
	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	97
	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	120
	OPERATION HAUTE VALLEE	956
	OFFICE DU NIGER	1 399
	COMPAGNIE MALIENNE DE DEVELOPPEMENT DES TEXTILES (CMDT)	104
	D.N. DE L'ACTION COOPERATIVE ET DU DEV. REG. ET LOCAL	327
	COMITE REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT (CRD)	45
	CARE INTERNATIONAL AU MALI	24
	CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE	13
	COMITE LOCAL DE DEVELOPPEMENT	45
	Commissariat au plan	1
	DIRECTION NATIONALE AMENAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT RURAL	61
	D.N. APPUI AU MONDE RURAL	112
COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	Direction nationale de l'action sociale	26
	D.N.COOPERATION INTERNATIONALE (DCI)	405
	D. N HYDRAULIQUE ET DE L'ENERGIE	19
	D.R. APPUI AU MONDE RURAL	69
	DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION (SEGOU)	65
	D. R SANTE ET ACTION SOCIALE	576
	DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE (SEGOU)	65
	MENAKA	4
	Cellule OMVS	122
	NON PRÉCISÉ	2 907
	TOTAL	40 686

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
PROJETS D'INVESTISSEMENT	MINISTERE DES FINANCES ET DU COMMERCE	2 983
	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MALI	20
	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA SECURITE	1 756
	DIRECTION NATIONALE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	362
	DIRECTION NATIONALE DE LA COOPERATION	2 356
	MAIRIE LOCALE	350
	DIRECTION NATIONALE INTERIEUR ET COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 113
	CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	15 433
	GOUVERNORATS DES REGIONS	3 803
	MINISTERE DE LA SANTE, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGE	1 582
	D.N. DE LA SANTE PUBLIQUE	2 455
	D.N. DES AFFAIRES SOCIALES	308
	D.N. HYGIENE PUBLIQUE ET ASSAINISSEMENT	46
PROJETS D'INVESTISSEMENT	DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE ET CENTRES DE SANTE	1 247
	CELLULE DE COORD. DU PROJET SANTE POP. ET HYDR. RURALE	3 854
	D.R. AFFAIRES SOCIALES, SERVICE SOCIAL, DE CERCLE	93
	INSTITUT OPHTALMOLOGIQUE	2 833
	OUEST AFRICA - OP. YELLEN	
	HOPITAUX NATIONAUX	209
	DIRECTION NATIONALE DE LA METEOROLOGIE	90
	COMMISSARIAT AU NORD	74
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	126
	D.N. DES ARTS ET DE LA CULTURE	16
	D.R. JEUNESSE, SPORTS, ARTS ET CULTURE	126
	BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU MALI	2
	MUSEE NATIONAL DU MALI	26
	MINISTERE DES MINES, DES INDUSTRIES ET DE L'HYDRAULIQUE	640
	DIRECTION NATIONALE DE LA GEOLOGIE ET DES MINES	
	DIRECTION NATIONALE DE L'HYDRAULIQUE ET L'ENERGIE	12 103
	HUICOMA	2 279
	ENERGIE DU MALI	20 828
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS, PP DU GOUV.	16 322
	D. N. DES TRAVAUX PUBLICS	7 636
	D.N. DE L'INFRASTRUCTURE DES TRANSPORTS	11 192
	D.N. DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION	3 267
	ALPHALOG	271
	MINISTERE DE LA JUSTICE,	43
	GARDE DES SCEAUX	
	MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	74

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
PROJETS D'INVESTISSEMENT	CENTRE NATIONAL DE PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE	4
	CENTRE EMETTEUR DE RADIO-MALI	133
	BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	3 000
	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT	4 067
	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	3 245
	DIRECTION NATIONALE DE L'ELEVAGE	138
	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	8 954
	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	2 748
	COMPAGNIE MALIENNE DE DEVELOPPEMENT DU TEXTILE (CMDT)	9 252
	OFFICE DU NIGER	7 008
	OPAM	3 927
	BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (BNDA)	52
	D.N. DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	4 307
	D.N. ENSEIGN. SEC. GENER., TECHN. ET PROFESSIONNEL	58
	D.N. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1
	BUREAU PROJET EDUCATION	4 346
	DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION NATIONALE	246
	MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	632
	DIRECTION NATIONALE DES ARTS ET DE LA CULTURE	8
	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	166
	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 547
	OPERATION HAUTE VALLEE	319
	OFFICE DU NIGER	6 056
	COMPAGNIE MALIENNE DE DEVELOPPEMENT DES TEXTILES (CMDT)	4 359
	PRIMATURE	589
	D.N. DE L'ACTION COOPERATIVE ET DU DEV. REG. ET LOCAL	1 107
	MISSION DECENTRALISATION	134
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2 167
	AGETIPE - MALI	2 908
	COMITE REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT (CRD)	164
	AGENCE DE CESSION IMMOBILIERE (ACI)	838
	ASSOCIATION D'APPUI AUX INITIATIVES DE BASE (AIB)	360
	AGENCE DE PROMOTION FILIERES AGRICOLES (APROFA)	44
	CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	259
	CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE	161
	CABINET DU MINISTERE	12
	CENTRE NATIONAL DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	1 668
	COMITE LOCAL DE DEVELOPPEMENT	164
	Commissariat au plan	3
	DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE	399

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
	DELEGATION DE L'INTEGRATION	2
	AFRICAINE	
	DIRECTION NATIONALE	155
	AMENAGEMENT ET DE	
	L'EQUIPEMENT RURAL	
	D.N. APPUI AU MONDE RURAL	9 562
	Direction nationale de	364
	l'action sociale	
	D.N.COOPERATION	1 761
	INTERNATIONALE (DCI)	
	D. N EQUIPEMENT DU MONDE RURAL	3 030
	D. N HYDRAULIQUE ET DE	3 500
	L'ENERGIE	
	D.N SANTE PUBLIQUE	2 974
	DIRECTION NATIONALE DES	1 242
	TRAVAUX PUB ET DES	
	TRANSPORTS	
	D.R. APPUI AU MONDE RURAL	1 697
	Direction regionale des eaux	1 340
	et forêts	
	Direction regionale de	1 224
	l'éducation (Mopti)	
	DIRECTION REGIONALE DE	286
	L'EDUCATION (SEGOU)	
	D. R SANTE ET ACTION SOCIALE	119
	DIRECTION REGIONALE DE LA	
	SANTE (KOULIKORO)	53
	DIRECTION REGIONALE DE LA	
	SANTE (SEGOU)	1 474
	FAPFA	534
	FEDERATION NATIONALE DES	834
	ARTISANS DU MALI	
	Gouvernorat des regions	750
	DEVELOPPEMENT RURAL ET DE	1 730
	L'EAU	
	MUSEE ETHNOLOGUE LEIDEN	52
	MENAKA	1 291
	ECONOMIE DU PLAN ET DE	408
	L'INTEGRATION	
	Netherlands geometrics & earth	251
	observation	
	OBSERVATOIRE EMPLOI ET	534
	FORMATION	
	OFFICE DES RADIO ET	747
	TELEVISION DU MALI (ORTM)	
	SOCIETE DE TELECOMMUNICATION	308
	DU MALI	
	UNIVERSITE DU MALI	16
	NON PRÉCISÉ	68 025
	TOTAL	297 189
AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	MINISTERE DES FINANCES ET DU	15 464
	COMMERCE	
	DIRECTION NATIONALE DU BUDGET	28 462
	CHAMBRE DE COMMERCE ET	761
	D'INDUSTRIE DU MALI	
	NON PRÉCISÉ	1 020
	TOTAL	45 707
AIDE ALIMENTAIRE	CELLULE D'APPUI AU	160
	DEVELOPPEMENT A LA BASE	
	DIRECTION DES PROJETS PAM	4 200
	POPULATION DE LA SEPTIEME	746
	REGION DU MALI	

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
	POPULATION DE LA HUITIEME	746
	REGION	
	NON PRÉCISÉ	830
	TOTAL	6 682
ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	CELLULE D'APPUI AU	25
	DEVELOPPEMENT A LA BASE	
	GOUVERNORATS DES REGIONS	89
	D.N. DE LA SANTE PUBLIQUE	23
	ASSOCIATION ANCIENS VNU	149
	CELLULE D'APPUI AU	
	DEVELOPPEMENT A LA BASE	244
	NON PRÉCISÉ	
	TOTAL	1 362
	TOTAL GENERAL	459 413

**RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR,
1997**

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
1. MULTILATERAL		
1.1 SYSTEME DES NATIONS UNIES		
ONU POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	RESSOURCES NATURELLES	315
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	175
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	263
	COMMUNICATIONS	298
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE	RESSOURCES NATURELLES	4
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	242
	SANTE	11
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT	GESTION DE L'ECONOMIE	19 953
	RESSOURCES NATURELLES	3 696
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	1 591
	HUMAINES	
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	18 145
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	402
	ENERGIE	13 240
	COMMERCE INTERNATIONAL DE	754
	BIENS ET SERVICES	
	TRANSPORTS	11 192
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	4 682
	SANTE	3 854
FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	5 592
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	DEVELOPPEMENT REGIONAL	2 506
	GESTION DE L'ECONOMIE	28 462
FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 521
	COMMUNICATIONS	72
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	828
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT	GESTION DE L'ECONOMIE	422
	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	4 163
	RESSOURCES NATURELLES	86
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	1 023
	HUMAINES	
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	1 227
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	3 178
	INDUSTRIE	156
	ENERGIE	201
	COMMUNICATIONS	750
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	11
	SANTE	354

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
ONU POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES DEVELOPPEMENT SOCIAL	60 65
FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES DEVELOPPEMENT REGIONAL COMMUNICATIONS DEVELOPPEMENT SOCIAL SANTE	476 194 99 234 273 440
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	DEVELOPPEMENT REGIONAL	6 939
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE	AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES DEVELOPPEMENT SOCIAL SANTE	415 1 315 73 1 944 3 830
ORG. DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	INDUSTRIE	14
BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA REGION SOUDANO-SAHELIENNE	DEVELOPPEMENT REGIONAL	4
VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	43
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	4 200 196
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES DEVELOPPEMENT REGIONAL DEVELOPPEMENT SOCIAL SANTE PLANIFICATION PREALABLE EN PREVISION DE CATASTROPHES	138 24 22 552 23
	TOTAL	150 942
1.2 AUTRES		
BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES DEVELOPPEMENT REGIONAL INDUSTRIE DEVELOPPEMENT SOCIAL	48 647 3 240 105

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	2 539
	HUMAINES	1 904
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	3 983
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	989
	ENERGIE	2 982
	TRANSPORTS	838
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	2 905
	SANTE	1 217
BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT	TRANSPORTS	5 052
FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT	GESTION DE L'ECONOMIE	14 703
	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	289
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	2 467
	HUMAINES	2 638
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	19 501
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	216
	INDUSTRIE	176
	ENERGIE	16 322
	TRANSPORTS	3 610
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	3 442
	SANTE	2 695
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT	INDUSTRIE	272
UNION EUROPEENNE	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	2 258
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	785
	HUMAINES	1 115
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	14
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	509
	ENERGIE	592
	TRANSPORTS	69
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	1 253
	SANTE	221
FONDS OPEP POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	241
	HUMAINES	200
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	453
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	TOTAL 100 490
	ENERGIE	
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	
BILATERAL		
PRITCHET	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	86
	HUMAINES	9
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	228
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	2
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	
BELGIQUE	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	305

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	55
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	501
	ENERGIE	341
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	212
	SANTE	74
CANADA	GESTION DE L'ECONOMIE	592
	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	1 304
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	22
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	838
	INDUSTRIE	1 670
	COMMERCE INTERIEUR DE BIENS ET SERVICES	397
CHINE	DEVELOPPEMENT SOCIAL	1 165
	INDUSTRIE	181
	PLANIFICATION PREALABLE EN PREVISION DE CATASTROPHES	1 000
DANEMARK	DEVELOPPEMENT SOCIAL	3 814
FRANCE	GESTION DE L'ECONOMIE	4 779
	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	651
	RESSOURCES NATURELLES	5 265
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	8 205
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	8 197
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	3 677
	INDUSTRIE	7 101
	ENERGIE	6 967
	TRANSPORTS	3 578
	COMMUNICATIONS	308
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	7 103
	SANTE	1 021
	PLANIFICATION PREALABLE EN PREVISION DE CATASTROPHES	193
ALLEMAGNE	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	933
	RESSOURCES NATURELLES	2 390
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	3 031
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	1 282
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	4 942
	INDUSTRIE	408
	ENERGIE	2 390
	TRANSPORTS	3 555
	COMMUNICATIONS	350
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	10 974
	SANTE	1 049
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	9 219
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	2 909
JAPON	DEVELOPPEMENT REGIONAL	299
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	9 759

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
KOWEIT	DEVELOPPEMENT REGIONAL	132
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	1 495
LUXEMBOURG	DEVELOPPEMENT REGIONAL	258
	COMMUNICATIONS	96
	SANTE	90
PAYS-BAS	GESTION DE L'ECONOMIE	35
	ADMINISTRATION DU	1 007
	DEVELOPPEMENT	
	RESSOURCES NATURELLES	251
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	181
	HUMAINES	
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET	6 493
	PECHERIES	5 686
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	797
	ENERGIE	397
	COMMUNICATIONS	816
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	2 365
	SANTE	
NORVEGE	RESSOURCES NATURELLES	475
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET	1 512
	PECHERIES	
	AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	248
ARABIE SAOUDITE	DEVELOPPEMENT REGIONAL	476
SUEDE	ADMINISTRATION DU	66
	DEVELOPPEMENT	
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	28
	HUMAINES	
SUISSE	ADMINISTRATION DU	521
	DEVELOPPEMENT	
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET	1 734
	PECHERIES	
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 562
	INDUSTRIE	426
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	613
	SANTE	743
	AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	89
ROYAUME-UNI	DEVELOPPEMENT REGIONAL	199
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ADMINISTRATION DU	200
	DEVELOPPEMENT	
	RESSOURCES NATURELLES	42
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	8 137
	HUMAINES	
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET	12 965
	PECHERIES	
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	4 237
	INDUSTRIE	81
	SANTE	13 997
	TOTAL	191 781

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
3. ONG		
ASSN. DE COOPERATION ET DE RECHERCHE SUR LE DEVELOPPEMENT	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	192
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	527
AFRICAN DEVELOPMENT FONDATION	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	4
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	46
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	10
AFRICARE	INDUSTRIE	112
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	3
	SANTE	138
AIDE A L'ENFANCE - CANADA	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	14
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	56
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	10
CARE	SANTE	85
	RESSOURCES NATURELLES	120
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	113
CANADIAN CENTRE FOR INTERNATIONAL STUDIES AND COOPERATION	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	104
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	22
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	208
	COMMUNICATIONS	52
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	52
	SANTE	47
BISCHOEFFLICHE AKTION ADVENTIA	DEVELOPPEMENT REGIONAL	216
ORGANISATION CANADIENNE POUR L'EDUCATION AU SERVICE DU DEV.	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	85
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	26
COMIC RELIEF	DEVELOPPEMENT REGIONAL	65
DEUTSCHER ENTWICKLUNGSDIENST/ GERMAN VOLUNTEER SERVICES	RESSOURCES NATURELLES	128
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	54
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	1 454
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	216
	ENERGIE	12
FOSTER PARENTS PLAN (PLAN)	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	1 127
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 141
HENRICH BOELL STIFTUNG (HBS)	INDUSTRIE	1 706
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	63
AGENCE ISLAMIQUE POUR LE SECOURS EN AFRIQUE	SANTE	
	AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	185
INTERCHURCH COORDINATION	DEVELOPPEMENT REGIONAL	234

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
COMMITTEE FOR DEVELOPMENT PROJECTS		
ISLAMIC RELIEF	DEVELOPPEMENT SOCIAL	78
MEDECINS SANS FRONTIERE-LUXEMBOURG	SANTE	1 492
NORWEGIAN CHURCH AID	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	56
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 141
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	4
SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE	DEVELOPPEMENT REGIONAL	36
SAVE THE CHILDREN FEDERATION (USA)	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	495
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	48
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	223
	SANTE	42
SIGHT SAVERS INTERNATIONAL	DEVELOPPEMENT REGIONAL	21
	SANTE	75
ORGANISATION NEERLANDAISE DE DEVELOPPEMENT (SNV)	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	3
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	15
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	162
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	147
	SANTE	53
SPANA	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	27
SOS - SAHEL INTERNATIONAL - FRANCE	RESSOURCES NATURELLES	28
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	26
SAVE THE CHILDREN FOUND - UK	COMMUNICATIONS	114
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	41
	SANTE	240
UNITED NATIONS ASSOCIATION INTERNATIONAL SERVICE	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	157
WORLD VISION	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 658
WORLD VISION INTERNATIONAL	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 018
	TOTAL	16 027
	TOTAL GENERAL	459 240

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
1. MULTILATERAL		
1.1 SYSTEME DES NATIONS UNIES		
ONU POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	490
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	454
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	107
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	249
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	4
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	19 953
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	57 532
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	23
FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	AIDE ALIMENTAIRE	1 491
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 607
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	28 462
FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	464
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 896
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	61
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	7 16
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 610
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 796
ONU POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	125
FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 011
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	390
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	317
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	415
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 939

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	664
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 953
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 544
ORG. DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	PROJETS D'INVESTISSEMENT	14
BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA REGION SOUDANO-SAHÉLIENNE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	1
VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	43
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL	AIDE ALIMENTAIRE	4 200
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	50
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	146
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	23
	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	554
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	182
	TOTAL	150 944
1.2 AUTRES		
BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 040
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT	PROJETS D'INVESTISSEMENT	15 151
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	989
BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT	PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 270
FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	5 419
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	42 526
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	717
	AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	14 703
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 695
UNION EUROPEENNE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	83
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	190
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	468

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 875
FONDS OPEP POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 368
	TOTAL	100 494
2. BILATERAL		
AUTRICHE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	34
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	278
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	14
BELGIQUE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 383
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	105
CANADA	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 761
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 162
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	65
CHINE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 181
DANEMARK	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 814
FRANCE	AIDE ALIMENTAIRE	830
	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	11 173
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	41 825
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	707
	AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	2 509
ALLEMAGNE	ASSISTANCE ET SECOURS	1 340
	D'URGENCE	
	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	3 934
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	24 975
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 054
JAPON	PROJETS D'INVESTISSEMENT	22 186
KOWEIT	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 628
LUXEMBOURG	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	12
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	342
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	90
PAYS-BAS	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	2 703
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	11 686
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 604
	AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU	35

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1997
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	
NORVEGE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 090
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	145
ARABIE SAOUDITE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	476
SUEDE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	94
SUISSE	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	89
	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	809
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 564
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 227
ROYAUME-UNI	PROJETS D'INVESTISSEMENT	142
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	57
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	9 779
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	8 019
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	21 861
	TOTAL	191 782
3. ONG		
ASSN. DE COOPERATION ET DE RECHERCHE SUR LE DEVELOPPEMENT	PROJETS D'INVESTISSEMENT	451
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	268
AFRICAN DEVELOPMENT FONDATION	PROJETS D'INVESTISSEMENT	172
AFRICARE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	99
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	42
AIDE A L'ENFANCE - CANADA	PROJETS D'INVESTISSEMENT	165
CARE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	67
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	166
CANADIAN CENTRE FOR INTERNATIONAL STUDIES AND COOPERATION	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	202
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	281
BISCHOEFFLICHE AKTION ADVENIAT	PROJETS D'INVESTISSEMENT	155
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	61
ORGANISATION CANADIENNE POUR L'EDUCATION AU SERVICE DU DEV.	PROJETS D'INVESTISSEMENT	78

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	34
COMIC RELIEF	PROJETS D'INVESTISSEMENT	52
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	13
DEUTSCHER ENTWICKLUNGSDIENST / GERMAN VOLUNTEER SERVICES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	51
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 627
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	186
FOSTER PARENTS PLAN (PLAN)	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 974
HENRICH BOELL STIFTUNG (HBS)	PROJETS D'INVESTISSEMENT	52
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	11
AGENCE ISLAMIQUE POUR LE SECOURS EN AFRIQUE	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	25
	AIDE ALIMENTAIRE	160
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	
INTERCHURCH COORDINATION COMMITTEE FOR DEVELOPMENT PROJECTS	PROJETS D'INVESTISSEMENT	205
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	29
ISLAMIC RELIEF	PROJETS D'INVESTISSEMENT	78
MEDECINS SANS FRONTIERE - LUXEMBOURG	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 045
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	447
NORWEGIAN CHURCH AID	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	18
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	406
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	777
SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	28
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	8
SAVE THE CHILDREN FEDERATION (USA)	PROJETS D'INVESTISSEMENT	313
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	495
SIGHT SAVERS INTERNATIONAL	PROJETS D'INVESTISSEMENT	49
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	47
ORGANISATION NEERLANDAISE DE DEVELOPPEMENT (SNV)	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	42
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	218
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	120
SPANA	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	27
SOS - SAHEL INTERNATIONAL -	PROJETS D'INVESTISSEMENT	49

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1997
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
FRANCE	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	5
SAVE THE CHILDREN FOUND - UK	PROJETS D'INVESTISSEMENT	226
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	170
UNITED NATIONS ASSOCIATION INTERNATIONAL SERVICE	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	157
WORLD VISION	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 277
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	381
WORLD VISION INTERNATIONAL	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	56
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	844
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	117
	TOTAL	16 026
	TOTAL GENERAL	459 246

**RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR/SOUS SECTEUR ET
PAR TYPE, 1998**



TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
 ET PAR TYPE, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
MISE EN VALEUR DES RESSOURCES		
HUMAINES		
EDUCATION EXTRA-SCOLAIRE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	410
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	480
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	174
	TOTAL	1 064
AGRICULTURE, FORESTERIE ET		
PECHERIES		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 902
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 466
	TOTAL	4 368
RECHERCHE-DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	207
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 859
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 338
	TOTAL	5 404
SERVICES D'APPUI	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	249
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	250
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 574
	AIDE ALIMENTAIRE	1 646
	TOTAL	8 719
AGRICULTURE, FORESTERIE ET		
PECHERIES		
CULTURES VIVRIERES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	395
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	40
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	10 323
	TOTAL	10 758
CULTURES INDUSTRIELLES	PROJETS D'INVESTISSEMENT	49
	TOTAL	49
ELEVAGE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	168
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	57
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 139

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
ET PAR TYPE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	TOTAL	2 364
FORESTERIE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	76
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	955
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 395
	TOTAL	3 426
DEVELOPPEMENT REGIONAL		
DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRÉ	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 956
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	12 712
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	57 640
DEVELOPPEMENT REGIONAL		
DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRÉ	AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	337
	AIDE ALIMENTAIRE	809
	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	2 035
	TOTAL	75 489
DÉVELOPPEMENT VILLAGEOIS ET COMMUNAUTAIRE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 102
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 990
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	27 907
	TOTAL	35 999
ETABLISSEMENTS	PROJETS D'INVESTISSEMENT	31
	TOTAL	31
DEVELOPPEMENT REGIONAL MULTINATIONAUX	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2
	TOTAL	2
MISE EN VALEUR DES BASSINS FLUVIAUX	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	149
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 088
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 435
	TOTAL	5 672
DEVELOPPEMENT REGIONAL		
PLANIFICATION ET DEVELOPPEMENT DES REGIONS	COOPÉRATION TECHNIQUE AUTONOME	52
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 725

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
ET PAR TYPE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSMENTS
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 169
	TOTAL	3 946
INDUSTRIE		
SERVICES ET EQUIPEMENTS D'APPUI	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	140
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 638
	TOTAL	3 778
INDUSTRIES ARTISANALES ET PETITE INDUSTRIE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	279
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	3
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 767
	TOTAL	2 049
ENERGIE		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 036
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 910
	TOTAL	9 946
SOURCES D'ENERGIE NOUVELLES ET RENOUVELABLES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	396
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	4
ENERGIE		
SOURCES D'ENERGIE NOUVELLES ET RENOUVELABLES	PROJETS D'INVESTISSEMENT	85
	TOTAL	485
PRODUCTION ET TRANSMISSION D'HYDRO-ELECTRICITE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	14 906
	TOTAL	14 906
CONSERVATION DE L'ENERGIE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	822
	TOTAL	822
COMMERCE INTERNATIONAL DE BIENS ET SERVICES		
COMMERCE INTERNATIONAL DE PRODUITS PRIMAIRE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 039
	TOTAL	1 039
COMMERCE INTERIEUR DE BIENS ET SERVICES		

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
 ET PAR TYPE, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
COMMERCIALISATION INTERNE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	460
	TOTAL	460
COMMERCE INTERIEUR	PROJETS D'INVESTISSEMENT	80
	TOTAL	80
TRANSPORTS		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	PROJETS D'INVESTISSEMENT	8 691
	TOTAL	8 691
TRANSPORTS ROUTIERS	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	2 208
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	18 139
	TOTAL	20 347
COMMUNICATIONS		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	97
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	72
	TOTAL	169
TELECOMMUNICATIONS	PROJETS D'INVESTISSEMENT	10
	TOTAL	10
TELEVISION, RADIO ET PRESSE ECRITE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	6
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	600
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	676
	TOTAL	1 282
COMMUNICATION D'APPUI AU DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	912
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	204
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 451
	TOTAL	2 567
DEVELOPPEMENT SOCIAL		
LEGISLATION ET ADMINISTRATION SOCIALES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	970
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	38
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	10
	TOTAL	1 018
DEVELOPPEMENT URBAIN	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	310
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	24

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
 ET PAR TYPE, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	28 267
	TOTAL	28 601
EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 047
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	22 455
	TOTAL	23 502
CULTURE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	22
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	26
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	240
	TOTAL	288
PREVENTION DU CRIME ET DE L'ABUS DES DROGUES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	5
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	520
	TOTAL	525
SANTÉ		
POLITIQUES ET PLANIFICATION SECTORIELLES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 625
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 935
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	11 066
	TOTAL	17 626
SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 281
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	274
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 035
	TOTAL	3 590
VACCINATION/AUTRES CAMPAGNES DE LUTTE CONTRE LES MALADIES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	631
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	53
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	848
	TOTAL	1 532
PLANIFICATION DE LA FAMILLE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	45
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	51
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	583
	TOTAL	679
HOPITAUX ET DISPENSAIRES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	580
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	224
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 553

TABLEAU B.1

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR
 ET PAR TYPE, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

SECTEUR / SOUS-SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
PLANIFICATION PREALABLE EN	TOTAL	2 357
PREVISION DE CATASTROPHES		
ORGANISATION DES SECOURS ET	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	33
PLANIFICATION PREALABLE	TOTAL	33
AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES		
REFUGIES ET REPATRIES	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	214
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	7 000
	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	525
	TOTAL	7 739
SECOURS D'URGENCE	AIDE ALIMENTAIRE	206
	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	19
	TOTAL	225
	TOTAL GENERAL	419 846

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE ET CONDITIONS, 1998

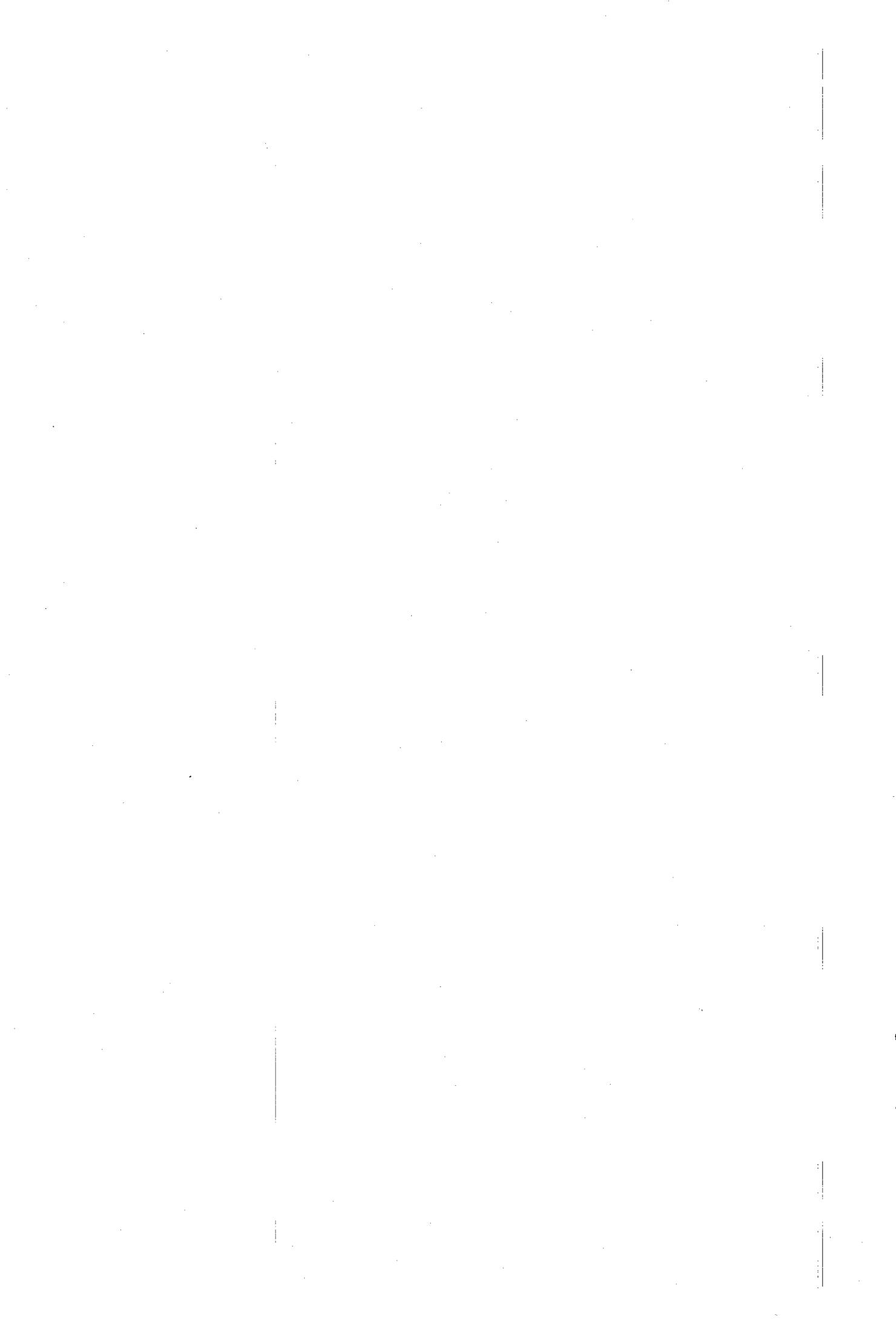


TABLEAU B.2

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE ET CONDITIONS, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	CONDITIONS	DÉBOURSEMENTS
COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	DON	43 583
	PRET	8 072
	TOTAL	51 655
COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	DON	45 867
	PRET	3 036
	TOTAL	48 903
PROJETS D'INVESTISSEMENT	DON	203 081
	PRET	96 646
	TOTAL	299 727
AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	DON	381
	PRET	13 911
	TOTAL	14 292
AIDE ALIMENTAIRE	DON	1 166
	PRET	1 496
	TOTAL	2 662
ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	DON	2 588
	PRET	25
	TOTAL	2 613
	TOTAL GENERAL	419 852

**RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE ET PAR INSTITUTION
BÉNÉFICIAIRE, 1998**

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	MINISTERE DES FINANCES ET DU COMMERCE	334
	DIRECTION NATIONALE DES IMPOTS	1 393
	DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION	221
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES....	598
	DIR. GENERALE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	29
	DIRECTION NATIONALE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	7
	DIRECTION NATIONALE DE LA COOPERATION	14
	DIRECTION NATIONALE INTERIEUR ET COLLECTIVITES TERRITORIALES	78
	CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	2 828
	GOUVERNORATS DES REGIONS	692
	MINISTERE DE LA SANTE, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGE	343
	D.N. DE LA SANTE PUBLIQUE	1 126
	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE EN SANTE PUBLIQUE	28
	HOPITAUX NATIONAUX	54
	CENTRE NATIONAL D'IMMUNISATION	244
	COMMISSARIAT AU NORD	592
	SECRETARIAT GENERAL DE LA PRESIDENCE	123
	DIRECTION NATIONALE DE L'HYDRAULIQUE ET L'ENERGIE	584
	OFFICE POUR L'EXPL. DES RESS.	888
	HYDR. DU HAUT-NIGER	
	D. N. DES TRAVAUX PUBLICS	665
	D.N. DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	556
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	8 066
	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT	901
	DIRECTION NATIONALE DE L'ELEVAGE	18
	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE	9
COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (BNDA)	362
	D.N. DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	221
	BUREAU PROJET EDUCATION	39
	DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION NATIONALE	2 057
	MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	2 542
	CENTRE NATIONALE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	49
	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	124
	OPERATION HAUTE VALLEE	51
	C.A.C	51
	COMPAGNIE MALIENNE DE DEVELOPPEMENT DES TEXTILES (CMDT)	39
	MISSION DECENTRALISATION	996
	CELLULE D'APPUI AU	80

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
	DEVELOPPEMENT A LA BASE	
	Commission Electorale	83
	Nationale Indépendante	
	Commissariat au plan	666
	Commissariat à la promotion des femmes	192
	Direction Régionale de l'Enseignement Fondamentale	177
	D.N. APPUI AU MONDE RURAL	487
	Direction nationale de l'action sociale	509
	D. N DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	35
	D.N DES COLLECTIVITES DECENTRALISEES	343
	D.N COOPERATION INTERNATIONALE (DCI)	549
	DIRECTION NATIONALE DE LA GEOLOGIE ET DES MINES	92
	Direction nationale de la planification	253
	D.N SANTE PUBLIQUE	315
	DIRECTION NATIONALE DES TRAVAUX PUB ET DES TRANSPORTS	1 543
COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION (TOMBOUCTOU)	1 927
	D. R SANTE ET ACTION SOCIALE	571
	DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE (KOULIKORO)	247
	DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE (TOMBOUCTOU)	100
	PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	25
	SECRETARIAT TECHNIQUE DE LA CONACOP	253
	UNIVERSITE DU MALI	71
	NON PRÉCISÉ	16 216
	TOTAL	51 656
COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	MINISTERE DES FINANCES ET DU COMMERCE	20
	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA SECURITE	53
	DIRECTION NATIONALE DE LA COOPERATION	48
	DIRECTION NATIONALE INTERIEUR ET COLLECTIVITES TERRITORIALES	58
	CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	17 950
	D.N. DE LA SANTE PUBLIQUE	500
	DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE ET CENTRES DE SANTE HOPITAUX NATIONAUX	244
	COMMISSARIAT AU NORD	226
	MINISTERE DES MINES, DES INDUSTRIES ET DE L'HYDRAULIQUE	9
	DIRECTION NATIONALE DES INDUSTRIES	739
	DIRECTION NATIONALE DE L'HYDRAULIQUE ET L'ENERGIE	1 035
	ENERGIE DU MALI	3 036
	CENTRE EMETTEUR DE RADIO-MALI	97
	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT	929

TABLEAU B.3
RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS DIRECTION NATIONALE DE L'ELEVAGE INSTITUT D'ECONOMIE RURALE OPERATION HAUTE VALLEE BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (BNDA) D.N. DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL INSTITUT D'ECONOMIE RURALE OFFICE DU NIGER COMPAGNIE MALIENNE DE DEVELOPPEMENT DES TEXTILES (CMDT) D.N. DE L'ACTION COOPERATIVE ET DU DEV. REG. ET LOCAL COMITE REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT (CRD) CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE CARE INTERNATIONAL AU MALI CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE COMITE LOCAL DE DEVELOPPEMENT Commissariat au plan DIRECTION NATIONALE AMENAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT RURAL Direction nationale de l'action sociale DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION (SEGOU) DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION (TOMBOUCTOU) DIRECTION REGIONALE HYDRAULIQUE ET ... D. R SANTE ET ACTION SOCIALE DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE (SEGOU) MENAKA Cellule OMVS OFFICE DES RADIO ET TELEVISION DU MALI (ORTM) NON PRÉCISÉ	758 360 561 36 20 101 7 74 372 121 295 47 11 028 13 115 47 56 61 25 105 13 13 12 46 600 8 853 48 900
PROJETS D'INVESTISSEMENT	MINISTERE DES FINANCES ET DU COMMERCE MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA SECURITE DIRECTION NATIONALE DE LA COOPERATION MAIRIE LOCALE DIRECTION NATIONALE INTERIEUR ET COLLECTIVITES TERRITORIALES CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE GOUVERNORATS DES REGIONS MINISTERE DE LA SANTE, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGE D.N. DE LA SANTE PUBLIQUE	474 512 2 152 294 607 11 965 1 607 183 2 740

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
	D.N. DES AFFAIRES SOCIALES	520
	D.N. HYGIENE PUBLIQUE ET	67
	ASSAINISSEMENT	
	DIRECTION REGIONALE DE LA	2 482
	SANTE ET CENTRES DE SANTE	
	CELLULE DE COORD. DU PROJET	3 211
	SANTE POP. ET HYDR. RURALE	
	INSTITUT OPHTALMOLOGIQUE	328
	OUEST AFRICA - OP. YELLEN	
	DIRECTION NATIONALE DE LA	210
	METEOROLOGIE	
	COMMISSARIAT AU NORD	498
	MUSEE NATIONAL DU MALI	31
	MINISTERE DES MINES, DES	415
	INDUSTRIES ET DE	
	L'HYDRAULIQUE	
	DIRECTION NATIONALE DES	511
	INDUSTRIES	
	DIRECTION NATIONALE DE LA	1 341
	GEOLOGIE ET DES MINES	
	DIRECTION NATIONALE DE	11 540
	L'HYDRAULIQUE ET L'ENERGIE	
	ENERGIE DU MALI	17 362
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET	9 847
	DES TRANSPORTS, PP DU GOUV.	
	D.N. DES TRAVAUX PUBLICS	8 184
	D.N. DE L'INFRASTRUCTURE DES	8 691
	TRANSPORTS	
PROJETS D'INVESTISSEMENT	D.N. DE L'URBANISME ET DE LA	3 504
	CONSTRUCTION	
	ALPHALOG	178
	MINISTERE DE LA CULTURE ET DE	31
	LA COMMUNICATION	
	CENTRE EMETTEUR DE RADIO-MALI	72
	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT	2 532
	RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	DIRECTION NATIONALE DES EAUX	5 840
	ET FORETS	
	DIRECTION NATIONALE DE	8 082
	L'AGRICULTURE	
	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	2 927
	COMPAGNIE MALIENNE DE	182
	DEVELOPPEMENT DU TEXTILE	
	(CMDT)	
	OFFICE DU NIGER	411
	OPAM	551
	BANQUE NATIONALE DE	41
	DEVELOPPEMENT AGRICOLE	
	(BNDA)	
	D.N. DE L'ENSEIGNEMENT	4 242
	FONDAMENTAL	
	BUREAU PROJET EDUCATION	535
	MINISTERE DE L'EDUCATION DE	1
	BASE	
	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	79
	DIRECTION NATIONALE DE	1 474
	L'AGRICULTURE	
	OFFICE DU NIGER	1 071
	COMPAGNIE MALIENNE DE	1 266
	DEVELOPPEMENT DES TEXTILES	
	(CMDT)	
	PRIMATURE	1 166
	D.N. DE L'ACTION COOPERATIVE	692
	ET DU DEV. REG. ET LOCAL	
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE	900
	LA FORMATION PROFESSIONNELLE	
	AGETIPE - MALI	634
	COMITE REGIONAUX DE	227

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
PROJETS D'INVESTISSEMENT	DEVELOPPEMENT (CRD) AGENCE DE CESSION IMMOBILIERE (ACI) ASSOCIATION D'APPUI AUX INITIATIVES DE BASE (AIB) AGENCE DE PROMOTION FILIERES AGRICOLES (APROFA) CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE CENTRE NATIONAL DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS COMITE LOCAL DE DEVELOPPEMENT Commissariat au plan DIRECTION NATIONALE AMENAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT RURAL D.N. APPUI AU MONDE RURAL Direction nationale de l'action sociale D.N.COOPERATION INTERNATIONALE (DCI) D. N EQUIPEMENT DU MONDE RURAL D. N HYDRAULIQUE ET DE L'ENERGIE D.N SANTE PUBLIQUE DIRECTION NATIONALE DES TRAVAUX PUB ET DES TRANSPORTS D.R. APPUI AU MONDE RURAL Direction regionale des eaux et forêts Direction regionale de l'éducation (Mopti) DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION (SEGOU) DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION (TOMBOUCTOU) DIRECTION REGIONALE HYDRAULIQUE ET ... D. R SANTE ET ACTION SOCIALE DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE (KOULIKORO) DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE (SEGOU) FAPFA FEDERATION NATIONALE DES ARTISANS DU MALI DEVELOPPEMENT RURAL ET DE MUSEE ETHNOLOGUE LEIDEN MENAKA ECONOMIE DU PLAN ET DE L'INTEGRATION Netherlands geometrica & earth observation OBSERVATOIRE EMPLOI ET FORMATION OFFICE DES RADIO ET TELEVISION DU MALI (ORTM) NON PRÉCISÉ	378 1 906 618 8 474 227 21 156 4 763 67 1 108 913 4 561 1 388 96 1 398 1 860 1 312 422 585 585 789 63 751 334 266 491 618 136 681 TOTAL 299 729
AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	DIRECTION NATIONALE DU BUDGET NON PRÉCISÉ	13 911 381 TOTAL 14 292

TABLEAU B.3

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR TYPE
ET PAR INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

TYPE D'ASSISTANCE	INSTITUTION BÉNÉFICIAIRE	DÉBOURSEMENTS
AIDE ALIMENTAIRE	CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	180
	DIRECTION DES PROJETS PAM	150
	POPULATION DE LA SEPTIEME REGION DU MALI	748
	POPULATION DE LA HUITIEME REGION	748
	CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	26
	NON PRÉCISÉ	809
	TOTAL	2 661
ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	23
	GOUVERNORATS DES REGIONS	71
	D.N. DE LA SANTE PUBLIQUE	30
	ASSOCIATION ANCIENS VNU	116
	CELLULE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	281
	NON PRÉCISÉ	2 093
	TOTAL	2 614
	TOTAL GENERAL	419 852

**RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR,
1998**

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
1. MULTILATERAL		
1.1 SYSTEME DES NATIONS UNIES		
ONU POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	RESSOURCES NATURELLES	62
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	559
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	153
	COMMUNICATIONS	179
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	83
	SANTE	
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT	RESSOURCES NATURELLES	6 458
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	1 416
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	8 350
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	2 082
	ENERGIE	17 037
	COMMERCE INTERNATIONAL DE BIENS ET SERVICES	1 039
	TRANSPORTS	8 691
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	2 033
	SANTE	3 211
FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	6 928
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	2 773
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	GESTION DE L'ECONOMIE	13 911
FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 454
	COMMUNICATIONS	982
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	815
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT	GESTION DE L'ECONOMIE	674
	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	1 600
	RESSOURCES NATURELLES	142
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	774
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	952
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	4 602
	INDUSTRIE	140
	ENERGIE	331
	COMMUNICATIONS	533
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	5
	SANTE	440
ONU POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	135
	COMMUNICATIONS	75

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	62
FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT SANTE	695 560
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	DEVELOPPEMENT REGIONAL AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	3 219 429
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES DEVELOPPEMENT REGIONAL COMMUNICATIONS DEVELOPPEMENT SOCIAL SANTE	2 057 343 666 755 2 650
ORG. DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	INDUSTRIE	8
BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA REGION SOUDANO-SAHELIENNE	DEVELOPPEMENT REGIONAL	77
VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	53
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES DEVELOPPEMENT REGIONAL AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	150 16 7 214
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES DEVELOPPEMENT REGIONAL DEVELOPPEMENT SOCIAL SANTE PLANIFICATION PREALABLE EN PREVISION DE CATASTROPHES	217 52 15 638 30
	TOTAL	108 525
1.2 AUTRES		
BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES DEVELOPPEMENT REGIONAL DEVELOPPEMENT SOCIAL	1 369 561 228
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT	GESTION DE L'ECONOMIE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES DEVELOPPEMENT REGIONAL ENERGIE TRANSPORTS DEVELOPPEMENT SOCIAL SANTE	8 066 252 1 450 1 640 3 036 4 054 1 220 1 295
BANQUE OUEST AFRICAINE DE	ENERGIE	773

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOSUREMENTS
DEVELOPPEMENT	TRANSPORTS	185
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	3 335
FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	288
	RESSOURCES NATURELLES	1 011
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	2 543
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	1 651
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	24 520
	INDUSTRIE	705
	ENERGIE	65
	TRANSPORTS	9 847
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	368
UNION EUROPEENNE	SANTE	3 108
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	176
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	4 194
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	869
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 506
	ENERGIE	1 737
	TRANSPORTS	665
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	217
FONDS OPEP POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	939
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	63
	ENERGIE	500
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	198
	AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	25
	TOTAL	82 659
BILATERAL		
BELGIQUE	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 094
	COMMUNICATIONS	246
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	205
	SANTE	200
CANADA	GESTION DE L'ECONOMIE	1 393
	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	1 505
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	245
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	986
	INDUSTRIE	2 269
	COMMERCE INTERIEUR DE BIENS ET SERVICES	460
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	2 221
CHINE	INDUSTRIE	1 282
FRANCE	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	9 241
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	11 754
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	20 051

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	17 825
	SANTE	2 816
ALLEMAGNE	ADMINISTRATION DU	1 018
	DEVELOPPEMENT	
	RESSOURCES NATURELLES	2 069
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	1 594
	HUMAINES	
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET	1 323
	PECHERIES	
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	4 246
	INDUSTRIE	565
	ENERGIE	1 894
	TRANSPORTS	4 336
	COMMUNICATIONS	300
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	14 292
ALLEMAGNE	SANTE	2 120
JAPON	MISE EN VALEUR DES RESSOURCE	15 437
	HUMAINES	
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET	3 432
	PECHERIES	
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	7 840
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	7 207
KOWEIT	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 752
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	897
LUXEMBOURG	DEVELOPPEMENT REGIONAL	106
	SANTE	.196
PAYS-BAS	GESTION DE L'ECONOMIE	44
	RESSOURCES NATURELLES	344
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	192
	HUMAINES	
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET	2 306
	PECHERIES	
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	10 718
	ENERGIE	782
	COMMUNICATIONS	119
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	255
	SANTE	1 191
NORVEGE	RESSOURCES NATURELLES	370
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET	1 193
	PECHERIES	
ARABIE SAOUDITE	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 405
	TRANSPORTS	1 261
SUEDE	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES	26
	HUMAINES	
SUISSE	ADMINISTRATION DU	1 166
	DEVELOPPEMENT	
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET	1 471
	PECHERIES	
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 108
	INDUSTRIE	663
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	1 311
	SANTE	819

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
HENRICH BOELL STIFTUNG (HBS)	/ DEVELOPPEMENT REGIONAL / ENERGIE / MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / HUMAINES / AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	280 4 57
AGENCE ISLAMIQUE POUR LE SECOURS EN AFRIQUE	/ DEVELOPPEMENT REGIONAL / MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / HUMAINES	180 133
INTERCHURCH COORDINATION COMMITTEE FOR DEVELOPMENT PROJECTS	/ DEVELOPPEMENT REGIONAL / MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / DEVELOPPEMENT SOCIAL / AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	33 217 110 19
ISLAMIC RELIEF	/ SANTE	1 291
MEDECINS SANS FRONTIERES LUXEMBOURG	/ MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / HUMAINES / DEVELOPPEMENT REGIONAL / DEVELOPPEMENT SOCIAL / PLANIFICATION PREALABLE EN / PREVISION DE CATASTROPHES / DEVELOPPEMENT REGIONAL	38 1 018 6 3
NORWEGIAN CHURCH AID	/ ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT / MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / HUMAINES / DEVELOPPEMENT REGIONAL / SANTE	7 456 74 236 15
SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE SAVE THE CHILDREN FEDERATION (USA)	/ ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT / MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / HUMAINES / DEVELOPPEMENT REGIONAL / SANTE	15 90 16 27 15
SIGHT SAVERS INTERNATIONAL	/ DEVELOPPEMENT REGIONAL / SANTE	115 163 173 62
ORGANISATION NEERLANDAISE DE DEVELOPPEMENT (SNV)	/ MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / HUMAINES / DEVELOPPEMENT REGIONAL / SANTE / AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	20 4 21 131 35 224
SPANA	/ MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / HUMAINES / DEVELOPPEMENT REGIONAL / SANTE / COMMUNICATIONS / DEVELOPPEMENT SOCIAL / SANTE	163
SOS - SAHEL INTERNATIONAL - FRANCE SAVE THE CHILDREN FOUND - UK	/ MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / HUMAINES / DEVELOPPEMENT REGIONAL / SANTE	20 4 21 131 35 224
UNITED NATIONS ASSOCIATION INTERNATIONAL SERVICE VISION	/ MISE EN VALEUR DES RESSOURCES / HUMAINES / DEVELOPPEMENT REGIONAL / DEVELOPPEMENT SOCIAL	163

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
	AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	71
ROYAUME-UNI	DEVELOPPEMENT REGIONAL	188
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	RESSOURCES NATURELLES	38
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	15 700
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	1 028
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	22 185
	INDUSTRIE	73
	COMMUNICATIONS	800
	SANTE	4 618
	TOTAL	215 862
3. ONG		
ASSN. DE COOPERATION ET DE RECHERCHE SUR LE DEVELOPPEMENT	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	144
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	246
AMERICA'S DEVELOPMENT FOUNDATION	INDUSTRIE	29
AFRICAN DEVELOPMENT FONDATION	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	148
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	12
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	100
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	67
	INDUSTRIE	93
	COMMERCE INTERIEUR DE BIENS ET SERVICES	80
AIDE A L'ENFANCE - CANADA	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	45
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	3
	SANTE	63
CARE	RESSOURCES NATURELLES	82
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	231
CANADIAN CENTRE FOR INTERNATIONAL STUDIES AND COOPERATION	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	127
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	209
	SANTE	45
BISCHOEFFLICHE AKTION ADVENIAT	DEVELOPPEMENT REGIONAL	217
ORGANISATION CANADIENNE POUR L'EDUCATION AU SERVICE DU DEV.	DEVELOPPEMENT SOCIAL	94
COMIC RELIEF	DEVELOPPEMENT REGIONAL	23
	AIDE ET SECOURS HUMANITAIRE	26
DEUTSCHER ENTWICKLUNGSDIENST/ GERMAN VOLUNTEER SERVICES	RESSOURCES NATURELLES	74
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	52
	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	1 427

TABLEAU B.4

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR SECTEUR, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	SECTEUR	DÉBOURSEMENTS
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	280
	ENERGIE	4
HENRICH BOELL STIFTUNG (HBS)	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	57
AGENCE ISLAMIQUE POUR LE SECOURS EN AFRIQUE	AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	180
INTERCHURCH COORDINATION COMMITTEE FOR DEVELOPMENT PROJECTS	DEVELOPPEMENT REGIONAL	133
ISLAMIC RELIEF	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	33
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	217
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	110
	AIDE ET SECOURS HUMANITAIRES	19
MEDECINS SANS FRONTIERE-LUXEMBOURG	SANTE	1 291
NORWEGIAN CHURCH AID	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	38
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 018
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	6
	PLANIFICATION PREALABLE EN PREVISION DE CATASTROPHES	3
SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE	DEVELOPPEMENT REGIONAL	7
SAVE THE CHILDREN FEDERATION (USA)	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	456
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	74
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	236
	SANTE	15
SIGHT SAVERS INTERNATIONAL	DEVELOPPEMENT REGIONAL	15
	SANTE	90
ORGANISATION NEERLANDAISE DE DEVELOPPEMENT (SNV)	ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT	16
	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	27
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	115
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	163
	SANTE	173
SPANA	AGRICULTURE, FORESTERIE ET PECHERIES	62
SOS - SAHEL INTERNATIONAL - FRANCE	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	20
	DEVELOPPEMENT REGIONAL	4
	SANTE	21
SAVE THE CHILDREN FOUND - UK	COMMUNICATIONS	131
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	35
	SANTE	224
UNITED NATIONS ASSOCIATION INTERNATIONAL SERVICE	MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES	163
WORLD VISION	DEVELOPPEMENT REGIONAL	2 649
	DEVELOPPEMENT SOCIAL	58
WORLD VISION INTERNATIONAL	DEVELOPPEMENT REGIONAL	1 027
	TOTAL	12 807
	TOTAL GENERAL	419 853

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTERIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1998

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE,
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
1. MULTILATERAL		
1.1. SYSTEME DES NATIONS UNIES		
ONU POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	400
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	289
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	264
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	83
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT	PROJETS D'INVESTISSEMENT	50 217
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	98
FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	AIDE ALIMENTAIRE	1 496
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	8 205
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	13 911
FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	619
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 584
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	48
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	4 546
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 262
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 384
ONU POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	103
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	168
FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	695
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	560
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	429
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 219
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	3 301

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 670
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	500
ORG. DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL	PROJETS D'INVESTISSEMENT	8
BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA REGION SOUDANO-SAHÉLIENNE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	21
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	56
VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	53
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL	AIDE ALIMENTAIRE	150
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	7 016
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	214
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	30
	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	713
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	208
	TOTAL	108 520
1.2 AUTRES		
BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 158
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	8 066
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	9 912
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 036
BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 292
FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	3 573
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	40 179
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	354
UNION EUROPÉENNE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	23
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	153
BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	2 769
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	6 420
FONDS OPEP POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	25
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 700
	TOTAL	82 660

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1998
(En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
2. BILATERAL		
BELGIQUE	COOPERATION TECHNIQUE AUT. NOME PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	341 1 308 97
CANADA	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 161 5 858 59
CHINE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 282
FRANCE	AIDE ALIMENTAIRE COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	809 11 754 44 334 4 452 337
ALLEMAGNE	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 035 6 309 24 211 1 201
JAPON	PROJETS D'INVESTISSEMENT	33 916
KOWEIT	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 663 986
LUXEMBOURG	PROJETS D'INVESTISSEMENT	301
PAYS-BAS	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT AIDE PROGRAMME/BUDGET. OU APPUI A LA BALANCE DES PAIEMENTS	795 13 240 1 873 44
NORVEGE	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 451 112
ARABIE SAOUDITE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	2 666
SUEDE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	26
SUISSE	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE	71

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPÉ D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	1 025
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 883
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	630
ROYAUME-UNI	PROJETS D'INVESTISSEMENT	127
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	61
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	2 938
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	13 912
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	27 593
	TOTAL	215 861
3. ONG		
ASSN. DE COOPERATION ET DE RECHERCHE SUR LE DEVELOPPEMENT	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	38
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	183
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	170
AMERICA'S DEVELOPMENT FOUNDATION	PROJETS D'INVESTISSEMENT	29
AFRICAN DEVELOPMENT FONDATION	PROJETS D'INVESTISSEMENT	352
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	148
AIIDE A L'ENFANCE - CANADA	PROJETS D'INVESTISSEMENT	110
CARE	PROJETS D'INVESTISSEMENT	46
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	267
CANADIAN CENTRE FOR INTERNATIONAL STUDIES AND COOPERATION	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	197
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	26
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	159
BISCHOEFFLICHE AKTION ADVENTIAT	PROJETS D'INVESTISSEMENT	156
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	61
ORGANISATION CANADIENNE POUR L'EDUCATION AU SERVICE DU DEV.	PROJETS D'INVESTISSEMENT	68
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	26
COMIC RELIEF	AIDE ALIMENTAIRE	26
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	14
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	9
DEUTSCHER ENTWICKLUNGSDIENST / GERMAN VOLUNTEER SERVICES	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	48
	PROJETS D'INVESTISSEMENT	1 656
	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	134

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
HENRICH BOELL STIFTUNG (HBS)	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	42 15
AGENCE ISLAMIQUE POUR LE SECOURS EN AFRIQUE	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE AIDE ALIMENTAIRE	19 161
INTERCHURCH COORDINATION COMMITTEE FOR DEVELOPMENT PROJECTS	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	107 26
ISLAMIC RELIEF	AIDE ALIMENTAIRE PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	19 333 28
MEDECINS SANS FRONTIERE-LUXEMBOURG	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	861 430
NORWEGIAN CHURCH AID	ASSISTANCE ET SECOURS D'URGENCE COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	3 52 402 608
SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	4 3
SAVE THE CHILDREN FEDERATION (USA)	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	326 456
SIGHT SAVERS INTERNATIONAL	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	47 58
ORGANISATION NEERLANDAISE DE DEVELOPPEMENT (SNV)	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	43 385 66
SPANA	COOPERATION TECHNIQUE AUTONOME	62
SOS - SAHEL INTERNATIONAL - FRANCE	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	25 21
SAVE THE CHILDREN FOUND - UK	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	247 143
UNITED NATIONS ASSOCIATION INTERNATIONAL SERVICE	COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	163
WORLD VISION	PROJETS D'INVESTISSEMENT COOPERATION TECHNIQUE LIÉE A	2 124 583

TABLEAU B.5

RÉSUMÉ DE L'AIDE EXTÉRIEURE PAR DONATEUR ET PAR TYPE, 1998
 (En milliers de dollars E.-U.)

DONATEUR	TYPE D'ASSISTANCE	DÉBOURSEMENTS
	DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	
WORLD VISION INTERNATIONAL	PROJETS D'INVESTISSEMENT	921
	COOPERATION TECHNIQUE LIEE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT	105
	TOTAL	12 811
	TOTAL GENERAL	419 852